

Congrès de l'unité 2021

Couverture et mise en page :
PTB Communication

Impression : Imprimerie EPO
Lange Pastoorstraat 25-27
2600 Anvers (Belgique)
Tél. : + 32 3 239 61 29

© Éditions du PTB
Bd M. Lemonnier 171
1000 Bruxelles
Belgique

Tél. : + 32 2 504 01 10
E-mail : ptb@ptb.be
Site : www.ptb.be

5 décembre 2021

**Congrès
de l'unité
2021**



**Parti de
la classe
travailleuse**

**Parti de
la jeunesse**

**Parti du
socialisme**

Partie I

Nos choix

1 Nous choisissons l'unité

- 2024 sera un point de basculement pour notre pays15
- La scission de notre pays est antisociale, coûteuse,
absurde et brutal18
- Plus d'unité dans notre pays est social, moins cher,
logique et humain 22

2 Nous choisissons l'antifascisme

- Il y a une base économique au fascisme31
- Un climat de droitisation peut mener au fascisme 35
- Nous voulons développer une large lutte antifasciste 39

3 Nous choisissons la paix

- Les États-Unis sont une superpuissance en déclin 43
- L'essor de la Chine suscite une nervosité croissante
en Occident 47
- Nous nous opposons à une nouvelle guerre froide
et nous optons pour la paix51

4 Nous choisissons le climat

Le capitalisme vert ne sauvera pas le climat	56
Le climatoscepticisme et le climato-élitisme font obstacle à une solution	58
Qui veut sauver le climat doit sortir de la philosophie du marché	60

5 Nous choisissons le plan Red Five

Notre système économique était déjà malade avant l'infection du Covid	63
L'intervention massive de l'État sert à sauver les grands monopoles	64
Le plan Red Five se base sur une autre politique d'investissements publics	67

6 Nous choisissons le Socialisme 2.0

Nous construisons un contre-pouvoir, contre la toute-puissance des grands monopoles	73
Le capitalisme est un malade incurable	77
Nous avons besoin du Socialisme 2.0 pour ancrer durablement le changement	79

Partie II

Notre colonne vertébrale

7 Parti de la classe travaillée

Du parti du travail au parti des travailleurs et des travailleuses	91
Une place centrale aux ouvrières et aux ouvriers dans l'ensemble du parti	93
Priorité à l'édification de bastions de lutte	100
L'importance de notre profil de classe	108

8 Parti de la jeunesse

La bataille pour la jeunesse	111
Rajeunir le parti	112
Soutenir activement nos trois organisations de jeunes ..	124

9 Un parti organisé

Doubler le nombre de membres organisés	132
Organiser les membres de groupe de manière durable ..	135
Un saut quantique numérique dans notre organisation .	142
Reconstruire le département organisation	144

10 Un parti communicateur

Sensibiliser	147
À la conquête des médias sociaux	153

Introduction*

Chers et chères camarades,

Hier, je suis allé rendre visite au docteur Erik Vanobbergen. Erik est malade, il est atteint d'un cancer. Erik est l'un de ces pionniers qui ont construit le PTB et Médecine pour le Peuple. « Notre engagement ne s'arrête pas à nous-mêmes, il se poursuit à travers les générations futures. Pour nous, la vitalité et la force du parti sont le plus important des cadeaux », m'a-t-il dit. C'est tout à son honneur, et cela honore aussi l'engagement de la vie de tous les pionniers. Ces derniers temps, nous avons dû dire adieu à beaucoup trop d'entre eux. Il est certain que, sans cette génération de pionniers, le PTB ne serait pas là aujourd'hui. Et il est aussi sûr que les générations actuelles et futures poursuivront le travail.

En moins de vingt ans, le PTB est passé d'un petit parti engagé à un acteur politique majeur en Belgique. C'est une histoire extraordinaire, car elle s'est vraiment faite à contre-courant. Ces progrès n'ont été possibles que grâce au mouvement de renouveau qui a débuté en 2004. Nos membres se sont alors prononcés massivement en faveur d'un renouveau. C'est le point de basculement et ce qui a sauvé le parti. Depuis, le parti est passé de 80 groupes de base à 400 groupes de base et de 800 membres à l'époque à 24 000 membres aujourd'hui.

Personne ne peut nier que le PTB s'impose de plus en plus comme le parti de la classe travailleuse de notre pays. « Si vous avez un piquet de grève, vous avez neuf chances sur dix de tomber sur un pétédiste », notait récemment un journal financier. Le parti pèse de plus en plus dans la lutte des classes dans notre pays, et il s'est imposé comme une locomotive puissante à gauche.

* | Discours de clôture de la deuxième session plénière du Congrès de l'Unité, samedi 6 novembre 2021.

Chez nous, une période de congrès dure un an. Pourquoi ? Parce que nous voulons impliquer tout le monde. Et il faut, pour y arriver, prendre du temps. C'est une question de respect pour les participants, et une question de respect pour le débat de fond. Chez nous, un congrès n'est pas un show ou un spectacle, comme nous l'avons vu récemment chez d'autres.

La séance de clôture du 5 décembre 2021 marquera la fin de la période d'un an du congrès. Dans une première phase, les 400 groupes de base du parti ont élu 883 délégués et déléguées pour le congrès. La moitié de ces délégués étaient déjà présents lors du Congrès de la solidarité en 2015. Ce qui veut dire que la moitié d'entre eux n'y étaient pas, et que pour eux, c'est leur premier congrès du parti. Soyez les bienvenus, camarades.

Tous les délégués ont reçu les premiers projets de textes rédigés par le Conseil national sortant. Dans une deuxième phase, ces textes ont été discutés dans 83 commissions dans tout le pays. À ce processus ont participé 883 délégués. Au total, il y a eu 564 pages de rapports des commissions. Sont venus s'y ajouter 1 118 amendements individuels. Ce qui fait au total 1 368 pages de suggestions, de critiques et d'amendements. C'est beaucoup plus que lors de tous les précédents congrès.

Sur cette base, les textes ont été profondément remaniés. Dans une troisième phase, les principales divergences d'opinions et les points de discussion les plus importants ont été clarifiés lors de deux sessions plénières. Lors de ces sessions, la richesse des interventions des délégués était frappante, ainsi que la qualité et la sérénité du débat de fond. Un nouveau Conseil national a été élu, avec plus de jeunes et plus d'ouvrières et d'ouvriers que jamais. Dans la dernière phase, lors de la session de clôture du 5 décembre, un nouveau président et un secrétaire général seront élus.

Transmettre le flambeau n'est pas facile. Ni chez nous, et encore moins ailleurs. Ce Congrès de l'unité a élu un nouveau Conseil

national, dans lequel quatre camarades sur dix seront nouveaux. La collectivité est notre point fort. Chez nous, on n'élit pas un président qui compose ensuite sa propre équipe. Chez nous, on élit d'abord une direction collective et, au sein de ce collectif, un président ou une présidente est ensuite élu. C'est un très bon système, qui rend le parti solide et qui renforce son unité.

Bien sûr, nous savons très bien que la nouvelle direction du parti ne sera pas infaillible. Et heureusement. La nouvelle direction que vous avez élue lors de ce congrès fera encore des erreurs. L'infailibilité n'existe pas, et elle n'a jamais existé. Faire des erreurs, ce n'est pas grave. Ne pas reconnaître les erreurs et refuser de les corriger, c'est ça qui serait grave.

« Ceux qui veulent changer le monde doivent connaître le monde. Ceux qui veulent développer leur force doivent s'organiser. Ceux qui veulent se libérer ont besoin de camarades. Ceux qui veulent une vie libre et humaine doivent se battre pour elle », a dit Che Guevara.

Mieux comprendre le monde, mieux s'organiser et être plus à même de lutter pour une vie libre et humaine, tel est le but de notre Congrès de l'unité. Lors de notre congrès, nous avons traduit cela en quatre concepts clés : parti de l'unité, parti de la jeunesse, parti de la classe travailleuse, parti du socialisme.

Avec cette deuxième session plénière, le travail du Conseil national sortant, des camarades qui ont construit le parti entre 2015 et aujourd'hui, s'achève également. Au nom de cette équipe, je tiens à remercier tous les délégués et toutes les déléguées, les membres de groupe et tous les membres pour leur collaboration et leur confiance au cours des dernières années. Vive le socialisme ! Vive le PTB !

Peter Mertens



Congrès
de l'unité
2021

Partie I

Nos choix

Dix-huit thèses
sur l'unité,
l'antifascisme,
la paix,
le climat,
la crise et
le socialisme

Nous choisissons l'unité

Thèses :

- ▶ 2024 sera un moment de basculement pour notre pays
- ▶ La scission de notre pays est antisociale, coûteuse, absurde et brutale
- ▶ Plus d'unité dans notre pays est social, moins cher, logique et humain

2024 sera un point de basculement pour notre pays

- 1 2024 est un moment de basculement. Après les élections qui se tiendront cette année-là, les partis séparatistes veulent scinder notre pays en deux ou trois parties. Une partie croissante du Voka¹, l'organisation patronale du nord du pays, les encourage dans cette voie. Diviser pour mieux régner, voilà qui affaiblirait la classe travailleuse de notre pays et profiterait à l'establishment².
- 2 Notre pays a connu six réformes de l'État³. Ou plutôt des déformations de l'État, car leur bilan est désastreux. Les réformes de l'État ont été néfastes pour la population de notre pays. Les institutions sont devenues plus complexes et le gaspillage est considérable. Les gouvernements flamand, wallon et bruxellois ne fonctionnent pas mieux que l'État fédéral. Cela prend seulement plus de temps et cela coûte plus d'argent.
- 3 Notre pays compte trois régions, définies par leur territoire (Régions wallonne, de Bruxelles-Capitale et flamande), et trois communautés, définies par leur langue (Communautés flamande, française et germanophone). De dizaines de comités de concertation et de conférences interministérielles sont souvent nécessaires avant qu'une décision ne soit

1 | Voka = Vlaams netwerk van ondernemingen (réseau flamand d'entreprises). Organisation patronale du nord du pays, créée en 2004 par fusion du Vlaams Economisch Verbond (VEV) et des chambres régionales de commerce.

2 | Establishment : terme qui désigne une minorité sociale qui exerce, par les pouvoirs établis, un fort contrôle sur la société. Ce sont les décideurs politiques, économiques, culturels qui pilotent les principales organisations publiques et privées d'un pays, dans leur intérêt et selon leurs conceptions.

3 | Réforme de l'État : changements dans la structure et l'organisation de l'État. La Belgique a évolué d'un État unitaire à un État fédéral de concurrence à travers six réformes de l'État (1970 ? 1980, 1989, 1993, 2001, 2011).

prise. Notre pays compte six gouvernements⁴, avec plus de cinquante ministres et secrétaires d'État. Nous avons quatre ministres de la Mobilité, tous bloqués dans les embouteillages. Nous avons quatre ministres chargés de la lutte contre la pauvreté, mais la pauvreté infantile augmente d'année en année. Et pendant la pandémie mondiale de COVID-19, neuf ministres de la Santé se sont marché les uns sur les autres, au lieu de mener une politique efficace et centralisée. Cette même inefficacité a été encore constatée lors des grandes inondations de l'été 2021. C'est fou, non ?

- 4 Les réformes de l'État ont conduit à un fédéralisme de la concurrence où on monte une Région contre une autre. Cela ne fonctionne pas. Le statu quo n'est pas possible. La situation peut aller dans deux directions opposées.
- 5 Une direction est celle de la scission du pays à partir de 2024, brutale ou par étapes. C'est ce que veulent les nationalistes de droite et les séparatistes. Cela fait cinquante ans qu'ils poussent le pays vers toujours plus de division. Pour 2024, ils gardent deux options en réserve :
 - 6 – Soit une scission directe menée par les séparatistes, avec une déclaration unilatérale d'indépendance de la Flandre. La N-VA ne pourra probablement réaliser une telle opération qu'avec le soutien du Vlaams Belang, parti d'extrême droite.
 - 7 – Soit l'instauration du prétendu confédéralisme, comme étape ultime avant la scission. Dans ce confédéralisme de division, tout ce qui reste de l'État fédéral devient une coquille vide, avec seulement l'autorité sur la dette nationale, les pensions, l'armée, les affaires étrangères et quelques autres entreprises publiques. Le parti nationaliste N-VA espère entraîner dans ce scénario le Parti socialiste, qui adopte une

4 | Le gouvernement fédéral. Le gouvernement flamand. (La Région flamande a fusionné avec la Communauté flamande.) Le gouvernement de la Région wallonne. Le gouvernement de la Communauté française de Belgique (la Fédération Wallonie-Bruxelles). Le gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale. Le gouvernement de la Communauté germanophone de Belgique.



position de plus en plus régionaliste⁵, ainsi que le Vooruit, le CD&V et d'autres partis. Le confédéralisme est l'étape ultime vers la scission complète du pays et il a été conçu comme tel par les séparatistes.

- 8 Une combinaison des deux scénarios est également possible. La N-VA pourrait, sous la menace du premier scénario, faire avaler le second aux autres partis traditionnels: « Soit vous acceptez notre confédéralisme, soit le Vlaams Belang et nous-mêmes proclamons unilatéralement l'indépendance de la Flandre. » Bart De Wever, le président de la N-VA, a ainsi fait savoir que « la constitution ne doit pas faire obstacle à un changement nécessaire » (sic)⁶. Ce n'est pas moins qu'une menace d'une déclaration d'indépendance anticonstitutionnelle. Si cette indépendance ne venait pas, alors l'extrême droite réclamerait à cor et à cri « le vol des élections » et inciterait à des « troubles civils », comme ceux auxquels on a assisté en janvier 2021 avec l'assaut du Capitole par les partisans de Donald Trump.

- 9 Mais cela peut aussi aller dans une autre direction. Et la bonne nouvelle est qu'il y a une grande volonté d'aller dans ce sens. Malgré des années d'agitation séparatiste, la plus grande partie de la population, dans les trois Régions du pays, continue à s'opposer à la scission du pays⁷. Le PTB aussi, avec beaucoup d'autres, veut construire et mener un large mouvement pour orienter le pays dans cette autre direction : vers plus de coopération et d'unité, au lieu de plus de concurrence et de division.

5 | Régionaliste = qui aspire à l'autonomie politique et culturelle à l'échelle régionale, que ce soit en Wallonie, en Flandre ou à Bruxelles (sans pour autant souhaiter un séparatisme complet).

6 | « Terug naar Loppem met Bart De Wever : 'We hebben een nieuwe coup nodig' » (de retour à Loppem avec Bart De Wever : « Nous avons besoin d'un nouveau coup »), *Krant van West-Vlaanderen*, 9 juillet 2021.

7 | Un sondage publié dans *Le Vif* et *Knack* en juin 2021 montre que seulement 15,4 % des néerlandophones et 4,5 % des francophones veulent « une Flandre et une Wallonie indépendantes ». Une enquête de la VRT et du *Standaard* montre que deux tiers des gens au nord du pays veulent plus de Belgique et seulement un quart plus de Flandre.

Ainsi nous mettons fin à la confrontation, au gaspillage de temps et d'argent et à la politique du « diviser pour régner ». Nous sommes pour un fédéralisme d'unité, social, efficace, humain et moins coûteux dans notre pays. Car c'est dans l'intérêt de la classe travailleuse, de la jeunesse et de tous les citoyens de notre pays. Une Belgique unie offre aussi de bien meilleures conditions pour lutter pour une société plus sociale et plus démocratique que deux ou trois entités séparées.

La scission de notre pays est antisociale, coûteuse, absurde et brutale

- 10 Le moteur et le financier de l'idée de scission, c'est le patronat flamand agressif venant des milieux de l'organisation patronale du Voka⁸ et de la banque KBC. Il veut mettre fin à notre sécurité sociale fédérale forte et la diviser afin de construire sa propre « protection sociale flamande ». Celle-ci sera limitée, conditionnelle et beaucoup moins large que la sécurité sociale nationale actuelle. Il veut scinder le droit du travail et les conventions collectives, afin de renforcer la position du grand patronat. Il veut sa « propre politique sociale » qui soit totalement soumise à la position concurrentielle de la nouvelle élite économique. Il veut aussi la scission des syndicats et des mutuelles pour affaiblir fortement leur force de protection des droits des travailleurs. Et aussi parce qu'aujourd'hui, ces organisations siègent dans les organes qui gèrent la sécurité sociale fédérale et font barrage à son démantèlement. Il veut bien les tolérer autour d'une table, mais seulement s'ils ne peuvent plus mordre. C'est très clair : ce projet séparatiste sert à diviser la classe travailleuse. La scission ne vise pas seulement l'économie – plus de dérégulation⁹, de privatisation et d'exploitation – mais aussi l'idéologie, la

8 | Voka = Vlaams netwerk van ondernemingen (réseau flamand d'entreprises). Organisation patronale du nord du pays, créée en 2004 par fusion du Vlaams Economisch Verbond (VEV) et des chambres régionales de commerce.

9 | Dérégulation : supprimer les règlements protégeant les travailleurs et permettant l'intervention de l'État. Par exemple pour limiter la hausse des prix ou augmenter les salaires.



politique et la culture : elle vise à avoir une classe travailleuse soumise qui s'aligne sur la vision du monde de la classe dirigeante. La Flandre indépendante ou confédérale doit, à leurs yeux, devenir une région réactionnaire¹⁰ où la grande finance recevrait carte blanche pour faire ce qu'elle veut.

Une scission antisociale

- 11 Toutes les organisations patronales font de plus en plus pression pour obtenir une nouvelle réduction des cotisations sociales patronales à la sécurité sociale, ce qui entraîne une diminution des montants disponibles pour payer les pensions ou les indemnités de maladie-invalidité. Le résultat est que chacun est poussé à prendre une assurance privée individuelle complémentaire et que les grandes compagnies d'assurance peuvent ainsi s'enrichir aux dépens des malades et des personnes âgées.
- 12 Tant que la sécurité sociale est fédérale, les grands patrons se heurtent à une résistance nationale contre ce démantèlement. Le Voka veut scinder la sécurité sociale pour briser cette résistance et privatiser partiellement la sécurité sociale. Cela coûterait cher à la classe travailleuse. Dans un premier temps, le Voka se bat pour la scission complète des soins de santé et de la politique de l'emploi (avec les allocations de chômage). Il sait qu'une fois ces pierres angulaires retirées, tout l'édifice pourrait s'effondrer.
- 13 Une seule sécurité sociale évite de produire des inégalités de traitement et de droits en fonction de la région où l'on habite. Une scission briserait également la solidarité entre les différentes parties du pays.
- 14 Ce qui s'est passé avec les compétences transférées aux Régions et aux Communautés (allocations familiales, maisons de repos et de soins, politique du handicap...) le montre

¹⁰ Réactionnaire : qui veut retourner en arrière avec la limitation, voire l'annulation, des droits sociaux et démocratiques arrachés par les travailleurs.

très bien. Une politique structurellement plus sociale n'est pas le moteur de ces scissions. Bien au contraire. Il suffit de penser aux longues listes d'attente pour les personnes ayant un handicap ou pour les logements sociaux. La scission est un formidable instrument pour introduire systématiquement des mesures d'austérité. Ainsi, la communautarisation de l'enseignement a mené à la mise en place d'enveloppes fermées qui empêchent tout financement à la hauteur des besoins de nos enfants.

- 15 La solution proposée par les partis sociaux-démocrates lors des négociations gouvernementales avec les nationalistes en 2020 – scinder les soins de santé et la politique de l'emploi, mais maintenir le financement de la sécurité sociale au niveau fédéral – est dangereuse. Car avec des politiques différentes dans les Régions, la pression pour en scinder également le financement deviendra très vite ingérable. Non, cette solution n'en est pas une. Elle ne fait qu'ouvrir la voie à un confédéralisme de division, précurseur de la scission du pays.

Une scission coûteuse

- 16 La scission donnera naissance à un nouvel appareil d'État, avec son armée de politiciens et de fonctionnaires, ses lois et ses règlements. Et cela pour un tout petit territoire, à peine plus grand qu'un petit pois sur la carte du monde. Tout aussi cher sera un confédéralisme de division, qui entraînera des transferts massifs de compétences et donc des doubles ou triples structures administratives.
- 17 La sixième réforme de l'État est en place depuis dix ans, mais elle n'est toujours pas digérée. Par exemple, il y aura ainsi des années encore une différence entre les enfants qui reçoivent des allocations familiales d'avant la régionalisation et ceux qui sont nés après. Tant une scission directe qu'un confédéralisme de division seront des processus sans perspective qui prendront au moins deux générations.



Une scission absurde et brutale

- 18 Il est absurde de scinder la justice et la police alors que la criminalité devient plus complexe et internationale et que la coordination entre les services de sécurité se fait déjà difficilement. Il est absurde de diviser les soins de santé pour lutter contre des maladies et des pandémies qui traversent sans problème les frontières linguistiques. Tout comme il est absurde de diviser la gestion des rivières, la politique climatique et énergétique alors que les phénomènes climatiques ne s'arrêtent pas à la frontière linguistique.
- 19 La scission du pays est aussi irréaliste que le confédéralisme de division. En effet, dans ces scénarios, il n'y a pas l'ombre d'une solution viable pour Bruxelles, où vivent ensemble des francophones, des néerlandophones et des personnes parlant de nombreuses autres langues et où un quart de million de Flamands et 140 000 Wallons viennent travailler chaque jour. Bruxelles ne peut être divisé ni cogéré de l'extérieur, à moins d'instaurer un apartheid. Celui-ci conduirait à des conflits sans fin, à des tensions, voire, à terme, à la violence comme on l'a vu en Bosnie dans les années 90.
- 20 Après la scission, les séparatistes du nord du pays veulent imposer une identité étroite aux régions séparées. Une identité qui rejette tous ceux qui ne rentrent pas dans le « canon » flamand : le migrant, le Wallon, mais aussi le malade « passif », le chômeur ou le pensionné, l'artiste critique, le militant engagé, le syndicaliste combatif, l'internationaliste. Une identité imposée de manière brutale qui mène à la censure et à une forme d'État autoritaire. Côté francophone, les appels de certains politiques régionalistes à former un « front francophone » ou à « unir les forces vives wallonnes » développent un clivage du « eux » (les « Flamands ») contre « nous » (les « Francophones »). Ce clivage qui joue le jeu des nationalistes flamands.

Plus d'unité dans notre pays est social, moins cher, logique et humain

- 21 Notre pays est un carrefour au cœur de l'Europe : industriel, technologique et logistique ; un pays d'émigration et d'immigration, le pays des frites et de la bière, mais aussi des spaghettis et des dürüms. Notre pays est la région où sont passés les Romains, les Allemands, les Bourguignons, les Espagnols, les Autrichiens, les Français et les Hollandais, et tous ont laissé leur trace. On ne peut pas cantonner ça à une seule identité communautaire ou une seule identité nationale. C'est précisément ce qui rend notre pays unique. Il suffit de penser à Jacques Brel ou à Stromae, à Sandra Kim ou à René Magritte, à Eddy Merckx ou à Nafissatou Thiam.
- 22 Chaque culture est divisée entre celle qui veut que tout reste comme avant et celle qui prône l'émancipation et le progrès. La culture unique n'existe pas, une tradition unique non plus. Chez nous non plus. Nous n'appartenons pas à la « Belgique de papa », la Belgique qui faisait travailler les enfants dans les mines, la Belgique de Léopold II et de la colonisation, de la Société Générale, de la collaboration et de la discrimination, des magouilles politiques et de la corruption économique.
- 23 Nous défendons notre propre histoire, nous l'avions déjà dit quand nous avons organisé pour la première fois ManiFiesta, en 2010 à Bredene-sur-Mer¹¹. Notre histoire est une histoire commune aux classes populaires de Flandre, de Wallonie et de Bruxelles. Qui a fondé les premiers syndicats ? Pas les nationalistes flamands, mais les ouvriers du textile de Gand et de Courtrai. Qui a apporté l'esprit de lutte dans le mouvement ouvrier ? Pas les séparatistes, mais les mineurs du Borinage. Qui a formulé les premières revendications de la classe ouvrière ? Pas les régionalistes, mais les ouvriers et artisans de Bruxelles. Et ensemble – ceux de Gand, du Borinage et de Bruxelles –, ils ont créé le mouvement ouvrier qui a fait de

11 | Peter Mertens, « Nous sommes un. Wij zijn één. » Discours à la première édition de ManiFiesta, 25 septembre 2010.



l'émancipation des couches populaires une réalité et a créé notre identité. C'est le mouvement ouvrier qui a fait respecter l'interdiction du travail des enfants et l'interdiction des journées de travail de 12 heures. Il a instauré les congés payés. Il a construit la sécurité sociale brique après brique. Après la guerre, il a accueilli les travailleurs venus d'ailleurs pour contribuer à la création de richesses. Nos grands-parents ont obtenu des résultats parce qu'ils étaient unis et parce qu'ils ont osé mener la lutte.

- 24 Aujourd'hui, ceux qui jettent de l'huile sur le feu disent qu'il y a trop de problèmes entre les régions et communautés du pays et qu'il vaut mieux nous séparer. Mais cette affirmation vient de gens qui n'ont rien fait du tout pour la sécurité sociale. Pourquoi devrions-nous maintenant les laisser démolir cette sécurité sociale ?
- 25 À l'horizon 2024, nous avons besoin de plus d'unité. Face aux multinationales qui traversent toutes les frontières nationales, il est important pour la classe travailleuse d'être internationaliste et donc antinationaliste.
- 26 En renforçant l'unité en Belgique, nous construisons l'unité de la classe travailleuse au-delà des frontières nationales. C'est l'optique à partir de laquelle nous combattons à la fois le séparatisme et le régionalisme. L'establishment a intérêt à diviser la classe travailleuse. Dans un territoire plus réduit, le mouvement ouvrier est affaibli. Dans un territoire plus petit, il est plus difficile pour les travailleurs de Liège, d'Anvers et de Bruxelles d'apprendre les uns des autres et de se renforcer mutuellement. On essaiera alors de les monter les uns contre les autres, d'attiser les préjugés de sorte qu'ils se replient sur eux-mêmes. L'histoire montre que ceux qui sont divisés ne peuvent pas gagner.
- 27 On ne peut gagner que si nous réussissons à unir les travailleurs, même s'ils ont des origines différentes, même s'ils ont grandi dans des endroits différents, même s'ils ont des traditions culturelles et sociales différentes. La langue que nous

parlons n'est pas la langue de l'argent et de l'égoïsme froid. C'est la langue du travail et de la solidarité.

Refaisons de l'État fédéral le centre de gravité de la Belgique

- 28 Nous voulons empêcher les nationalistes et les régionalistes des deux côtés de la frontière linguistique de prendre des mesures décisives en vue de la scission. Nous voulons faire des avancées dans l'autre sens, avec des mesures qui vont à l'encontre de la logique de scission des précédentes réformes de l'État.
- 29 Dans notre pays aujourd'hui, l'État fédéral, les Communautés et les Régions décident les uns à côté des autres. Les lois fédérales sont au même niveau que les décrets et ordonnances des Régions ou des Communautés. Il n'y a pas de hiérarchie entre elles. Ainsi en cas de crise, l'État fédéral ne peut pas intervenir sans l'accord des régions. Comme l'a montré la pandémie du coronavirus, cela conduit en permanence à des obstacles et des blocages.
- 30 Tout fédéralisme ne mène pas automatiquement à une division croissante comme c'est le cas en Belgique aujourd'hui. Au contraire, la grande majorité des États fédéraux, tout en donnant des compétences importantes aux Régions et aux autorités locales, tendent, au fil du temps, à centraliser davantage de pouvoir législatif au niveau fédéral. Ces États définissent une hiérarchie entre l'État fédéral et les Régions, avec un ensemble de normes communes. En Allemagne par exemple, le gouvernement fédéral fixe le cadre pour les différents *Länder* (Régions) et est le juge en cas de différend entre Régions. Il a ainsi fixé pour tout le pays les règles en matière de covid-19.
- 31 C'est plus efficace, entraîne moins de gaspillage et, surtout, moins de conflits. Le gouvernement fédéral doit garantir l'égalité de tous les habitants. Il doit être habilité à voter des



lois qui garantissent des conditions de vie égales dans tout le pays, avec des droits égaux pour tous.

- 32 Un État fédéral fournit le cadre et fixe les grandes orientations et les normes dans les domaines clés. C'est indispensable pour assurer la cohérence¹² des grands plans d'investissement publics qui sont nécessaires pour relever les défis sociaux et climatiques et lutter contre les inégalités de développement entre les Régions.
- 33 Nous voulons refédéraliser et ramener au niveau national les politiques de santé, de climat, de mobilité et d'énergie, mais aussi d'économie, d'emploi, de numérique et d'investissement public. Nous voulons une sécurité sociale fédérale à part entière. Et une loi de financement plus solidaire.
- 34 Par rapport à la situation actuelle de notre pays, il s'agit d'un changement fondamental. Le centre de gravité de la décision politique doit revenir au niveau fédéral. La mise en œuvre de celle-ci et les applications concrètes adaptées aux réalités du terrain seront plutôt portées par les Régions. Par exemple, la gestion de l'aménagement du territoire, sur base de normes et règles fédérales communes, peut être prise en main par les Régions. Dans cette optique, les Régions prendraient plus un rôle de fédéralisme administratif d'exécution comme en Allemagne, où elles édictent certaines lois propres, mais sont surtout responsables de l'application des lois fédérales à la réalité du terrain.
- 35 De ce point de vue, les lois de l'État fédéral sont supérieures à celles des Régions, comme en Allemagne. Lorsque des Régions menacent de bloquer le pays pour faire passer leurs intérêts d'abord, il faut un arbitre qui puisse trancher le nœud. L'État fédéral peut se charger de cette tâche.

¹² | Cohérence = fait d'être en accord les uns avec les autres ; qualité d'un ensemble dont les parties s'enchaînent bien et présentent entre elles des rapports logiques.

- 36 Cela doit aller de pair avec une simplification des structures. Nous voulons délimiter les Régions sur base des critères suivants : les relations économiques, les relations sociales et la composition linguistique. Les habitants tirent leurs droits du fait qu'ils habitent dans une Région particulière et non du fait qu'ils appartiennent à une communauté linguistique particulière.
- 37 Dans notre pays, nous manquons de mécanismes politiques unificateurs. Par exemple, nous avons besoin d'une circonscription fédérale lors des élections nationales afin que les représentants soient élus par l'ensemble de la population et pas seulement par les habitants d'une Région. Les ministres de l'État fédéral agissent pour tout le pays et sont responsables de leur politique devant tous les électeurs du pays.
- 38 Nous défendons un fédéralisme d'unité social, efficace, humain et moins cher.

Plus d'unité est social

- 39 C'est au niveau fédéral qu'il est le mieux possible d'organiser la redistribution des richesses, une fiscalité équitable, une sécurité sociale forte et des services publics forts.
- 40 Dans le domaine des assurances, on sait que les risques sont mieux couverts lorsque le groupe de cotisants est plus important. C'est la même chose pour la sécurité sociale avec les pensions, le chômage, les indemnités de maladie, d'invalidité et d'accidents du travail. En plus, l'unité de la sécurité sociale au niveau fédéral, avec une administration unique, offre le meilleur rapport qualité-prix et de meilleures garanties de son financement et de son caractère public.
- 41 La plus grande partie des impôts doivent être collectés au niveau fédéral. Mais ces recettes doivent être redistribuées en fonction des différents niveaux de pouvoir suivant une clé de répartition qui réponde aux besoins. Comme dans les autres pays fédéraux, les mécanismes de redistribution

doivent réduire l'écart entre les régions les plus riches et les régions les plus pauvres et garantir l'accès de tous les citoyens à des services publics comparables.

Plus d'unité est moins cher et plus efficace

- 42 La superficie de la Belgique est inférieure à celle de la plupart des *Länder* allemands. Londres compte plus d'habitants que la Belgique et a un seul conseil communal et un seul bourgmestre. Cela pourrait donc être, chez nous, bien plus simple et bien moins coûteux qu'aujourd'hui.
- 43 Nous voulons refédéraliser les compétences pour lesquelles la régionalisation a prouvé son échec. Ramener ces compétences au niveau de l'État fédéral permettrait de supprimer des tas de réunions de concertation et de centraliser les capacités techniques et intellectuelles en la matière au niveau fédéral. Nous pouvons ainsi réduire de plus d'un tiers le nombre de ministres et de secrétaires d'État. L'établissement de lois et normes communes fédérales en matière d'environnement, de logement, de statuts communs des agents des services publics et cetera permettrait une rapidité d'exécution et une simplification.
- 44 Bruxelles, la capitale, se trouve au carrefour du pays. La ville est une région bilingue en soi. Bruxelles fait partie de la solution. Beaucoup plus qu'ailleurs, c'est à Bruxelles que la structure actuelle de la Belgique apparaît complexe et source de gaspillages monstrueux. Il s'agit de simplifier des institutions qui se chevauchent au niveau bruxellois. La fonction de Région bruxelloise doit ainsi prendre le pas sur les compétences communautaires qui séparent les gens à Bruxelles en fonction de leur langue pour le sport, la culture et les soins. Le bilinguisme doit être garanti partout. Pour les défis qui dépassent la Région bruxelloise mais qui sont liés au rôle de Bruxelles comme capitale fédérale, c'est l'État fédéral qui donne les grandes orientations. Le gouvernement fédéral veillera à la protection des minorités néerlandophones et francophones dans la capitale et dans la périphérie.



Plus d'unité est humain

- 45 Pourquoi enfermer les gens dans une identité flamande ou wallonne étroite ? Le caractère multilingue de notre pays, formé par les influences latine et germanique et enrichi par les nombreux travailleurs venus d'ailleurs, est un atout dans l'Europe d'aujourd'hui. Cela fait partie intégrante de notre identité belge. On ne peut amputer cette identité sans l'appauvrir. Une amputation est brutale.
- 46 Développer un pays multilingue et multiculturel est un atout dans un monde qui est devenu un village et dans un continent où les échanges se multiplient. Développer le bilinguisme dans l'enseignement et les échanges au-delà des barrières linguistiques serait un grand pas en avant. Comme cela se fait dans d'autres pays multilingues comme la Finlande (finnois et suédois) ou le Luxembourg (allemand, français et luxembourgeois). La formation d'enseignants bilingues et l'échange entre les enseignants néerlandophones vers la Wallonie et francophones vers la Flandre sont à stimuler. Comme des émissions bilingues communes sur les chaînes de télévision publiques. Des normes communes de l'enseignement (durée de la scolarité obligatoire, conditions minimales de délivrance des diplômes scolaires, détermination des salaires et pensions des enseignants...) peuvent grandement faciliter ces échanges.
- 47 Nous défendons ainsi une Belgique unie, multilingue et dotée d'un fédéralisme d'unité qui pourrait avoir fonction d'exemple pour une Europe multilingue.

Nous choisissons l'antifascisme

Thèses :

- ▶ Il y a une base économique au fascisme
- ▶ Un climat de droitisation peut mener au fascisme
- ▶ Nous voulons développer une large lutte antifasciste

Il y a une base économique au fascisme

- 48 Partout dans le monde, nous observons un renforcement des forces d'extrême droite. C'est aussi le cas dans notre pays, où l'extrême droite s'est fixé comme objectif de prendre le pouvoir tant au niveau local que régional dès 2024. Cette menace est réelle.
- 49 L'émergence d'un nouveau fascisme au niveau mondial a une base économique. Le capital a constamment besoin de plus de capital. Il a besoin de préserver son taux de profit par rapport à celui de ses concurrents. C'est une nécessité économique et non une question morale. Dans les années 90, le capitalisme se retrouve en difficulté et a besoin de nouveaux marchés. Il les trouve grâce aux privatisations et à la mondialisation¹³. Ce qui lui permet de recommencer à augmenter ses profits. Cette stratégie entraîne un détricotage de la protection et de la sécurité sociale et le démantèlement des services publics. Les relations de travail sont bouleversées, la précarité redevient monnaie courante, les syndicats sont sous pression et avec sa « troisième voie¹⁴ », la social-démocratie capitule face à cette offensive. Le socialisme est attaqué en tant qu'alternative au capitalisme. D'ailleurs, de nombreux penseurs à la mode affirment qu'il n'y a tout simplement plus d'alternative. Dans les quartiers populaires des villes, de nombreuses familles de la classe travailleuse se retrouvent totalement livrées à elles-mêmes.
- 50 Depuis, le capital poursuit inlassablement son offensive brutale. Après la crise bancaire de 2008 et lors de la pandémie

13 | La mondialisation fait référence au fait que la production de biens n'a pas lieu dans une usine ou un pays, mais que les chaînes de production sont dispersées dans le monde entier.

14 | La social-démocratie croit pouvoir choisir une troisième voie qui se situerait entre le capitalisme et le socialisme. La troisième voie accepte le mécanisme du marché et le néolibéralisme et s'efforce de lui donner un visage social.

de 2020–21, les plus grands monopoles¹⁵ privés n'ont fait que se renforcer. Et il ne s'agit pas uniquement de pouvoir économique. Ils exigent également de plus en plus de pouvoir politique afin d'asseoir leur position de monopole. Le capital monopolistique n'aspire pas à la liberté, mais bien à la domination. Cette volonté découle de la contrainte objective de réaliser non seulement des profits moyens « normaux », mais profits de monopole plus élevés¹⁶. Il n'y a aucune égalité démocratique, le pouvoir est concentré entre les mains d'un petit groupe de capitalistes qui détiennent le monopole du pouvoir. C'est ce qui caractérise l'impérialisme¹⁷ de notre époque.

- 51 Dans leur but d'étendre leur monopole économique avec un pouvoir politique, les monopoles emploient différents axes. Face aux différentes crises — politiques (attentats), économiques (crise bancaire, crise sociale actuelle), climatiques (inondations, feux de forêt, tornades) et sanitaires (covid-19) —, on appelle à un renforcement du pouvoir exécutif (le gouvernement) au détriment du pouvoir parlementaire. Ce qui se fait par des pouvoirs spéciaux, des lois d'urgence, des lois d'exception ou encore des lois pandémie. Ce transfert du pouvoir vers le gouvernement a pour but de déplacer le rapport de force plus encore en faveur du capital. La concertation sociale se réduit, l'espace démocratique s'amenuise, la

15 | Monopole = grande entreprise ou cartel qui contrôle un secteur. Les économistes appliquent la règle selon laquelle un marché national est monopolistique si les quatre plus grandes entreprises de ce marché représentent 40 % ou plus de la totalité des ventes. Lorsque cinq entreprises contrôlent plus de la moitié du marché mondial dans leur secteur, ce marché est considéré comme hautement monopolistique.

16 | Une grande entreprise ou un cartel en position de monopole peut imposer sa volonté sur le marché, par exemple en imposant des prix plus élevés pour certaines marchandises afin de faire encore davantage de profit. C'est ce que l'on appelle profits de monopole.

17 | Impérialisme = le processus par lequel les pays capitalistes cherchent à étendre leur pouvoir dans d'autres parties du monde en conquérant des territoires ou en les contrôlant économiquement et politiquement, au profit de leurs monopoles. (Voir également le chapitre 3 « Nous choisissons la paix ».)

position des syndicats est mise sous pression, et encore plus le droit de grève.

- 52 Depuis la Révolution française, la séparation des pouvoirs est un principe fondamental de l'État de droit. Le pouvoir judiciaire est là pour offrir un rempart contre l'arbitraire et faire contrepoids à l'exécutif. Or, on voit aujourd'hui différentes formations politiques traditionnelles remettre en question ce principe fondamental. Elles réclament de pouvoir, par le Conseil national de sécurité, déployer l'armée, interdire les rassemblements publics, assigner à résidence, effectuer des perquisitions administratives, procéder à des arrestations préventives, etc. Le monde politique, la police et les services de renseignement voient leur marge de manœuvre s'élargir toujours plus au détriment du pouvoir judiciaire.
- 53 Au fil des différentes crises, un grand complexe militaro-industriel de la sécurité s'est mis en place, les médias se sont concentrés entre les mains de quelques grands magnats¹⁸ et on donne toujours plus d'échos au lobby de droite de la loi et de l'ordre¹⁹. Depuis les attentats de 2016, notre pays évolue lui aussi toujours plus vers un État sécuritaire, avec l'installation de caméras « intelligentes » dans les quartiers populaires et une collecte à grande échelle de données sur la population. Pendant ce temps, la privatisation des tâches de sécurité va bon train et on constate une tendance croissante des services de police à recourir à un usage excessif de la force lors d'incidents du quotidien.
- 54 La société est divisée en citoyens, citoyens de seconde zone et non-citoyens. Le racisme, le sexisme et l'homophobie règnent. Les personnes « différentes » sont exclues. Les réfugiés sont déshumanisés. Et, partout, refait surface un

18 | Magnat = un riche capitaliste qui contrôle une grande partie d'une industrie (par exemple, un magnat des médias).

19 | La loi et l'ordre = en anglais : *law and order*, slogan politique qui veut instaurer plus d'ordre et plus d'autorité dans la société capitaliste, en réponse à une menace, réelle ou non, pour la paix sociale.

discours appelant à soumettre les droits humains à certaines conditions. Après la barbarie du fascisme et après la Seconde Guerre mondiale, les droits humains sont devenus « universels » afin de ne pas être tributaires des rapports de force, des régimes politiques, des situations climatiques ou sanitaires ou de l'esprit du temps. Les droits humains sont inaliénables, personne ne peut en être privé. Ces droits sont applicables à tout le monde, de manière inconditionnelle. Pourtant, tout ça est remis en question aujourd'hui.

- 55 Il en va de même pour la Convention de Genève²⁰. Cette convention sur le statut des réfugiés était destinée à éviter que ne se répète ce qui s'est passé dans les années 30, lorsque de nombreux pays ont refusé d'accueillir les réfugiés juifs et autres en provenance de l'Allemagne nazie. La Convention stipule que les réfugiés reconnus bénéficient des mêmes droits sociaux que les citoyens de leur pays d'accueil. Ni plus, ni moins.
- 56 Le centre de gravité du développement économique n'est plus aux États-Unis ou en Europe, mais se déplace de plus en plus vers l'est, plus particulièrement vers la Chine. Les États-Unis risquent de perdre leur statut de « première nation au monde ». Une partie du grand capital exige des mesures protectionnistes²¹ et attise le chauvinisme²². La guerre froide contre la Chine ravive un anticommunisme virulent²³. Or, l'anticommunisme a toujours été un pilier essentiel de la droitisation et du fascisme.

20 | La Convention de Genève est un traité conclu par les Nations unies en 1951, qui porte sur les droits des réfugiés.

21 | Mesures protectionnistes = mesures politiques visant à protéger son propre marché contre les concurrents étrangers, par exemple en accordant des subventions à ses propres entreprises, en introduisant des taxes à l'importation et des quotas.

22 | Chauvinisme = exaltation de son propre pays, de sa propre langue, de son propre peuple ou de sa propre région.

23 | Virulent = agressif.

- 57 Les budgets militaires repartent à la hausse, l'OTAN²⁴ se renforce et, depuis les attaques terroristes, la société se militarise pas à pas. L'idéal de paix s'estompe et au lieu de l'idée d'humanité s'installe l'image idéale d'un État sécuritaire puissant et fort.
- 58 Tous ces phénomènes politiques ne sont pas sans rapport entre eux. Ils reposent en effet sur une base économique : le besoin des grands monopoles d'accumuler toujours plus de capital. Soumises à une telle pression, nos sociétés ne vont pas vers davantage de démocratie et d'émancipation, mais dans la direction de l'oppression politique et de la réaction²⁵ sur toute la ligne. « Il est impossible de définir l'essence même du fascisme si on ne connaît pas l'impérialisme²⁶ », disait déjà le communiste et antifasciste italien Palmiro Togliatti. C'est aujourd'hui plus vrai que jamais.

Un climat de droitisation peut mener au fascisme

- 59 Le concept de « fascisation » remonte aux années vingt du siècle dernier. Le juriste allemand Franz Neumann l'a défini comme un processus de mesures autoritaires²⁷, de lois répressives

24 | OTAN = Organisation du Traité de l'Atlantique Nord. L'OTAN est une alliance militaire de 30 pays d'Amérique du Nord et d'Europe. L'OTAN a été fondée en 1949 dans le cadre de la lutte contre le communisme, pour faire « contre-poids » au « bloc de l'Est », bien que le Pacte de Varsovie n'ait été créé que six ans plus tard, en 1955. L'OTAN regroupait initialement 12 pays. Aujourd'hui, l'OTAN est l'alliance militaire la plus importante et la plus puissante du monde, contrôlée d'une main de fer par les États-Unis d'Amérique.

25 | Le terme politique réaction désigne les forces qui résistent au changement et au progrès social. De plus, elles veulent revenir au passé et démolir les acquis.

26 | Impérialisme = le processus par lequel les pays capitalistes cherchent à étendre leur pouvoir dans d'autres parties du monde en conquérant des territoires ou en les contrôlant économiquement et politiquement, au profit de leurs monopoles. (Voir également le chapitre 3 « Nous choisissons la paix ».)

27 | Mesures autoritaires = le contraire des mesures démocratiques. Il s'agit de mesures oppressives qui brisent les possibilités de résistance ou d'opposition sociale.

et d'idées racistes qui ont empoisonné le climat politique en Allemagne et préparé l'État à une prise de pouvoir par l'extrême droite. Dans ce processus, il y a une interaction constante entre les tendances à la droitisation de la vie politique et à l'autoritarisme, d'une part, et le renforcement d'un parti ouvertement d'extrême droite, d'autre part.

- 60 Si l'histoire ne se répète pas à l'identique, nous devons malgré tout en tirer des leçons afin de mieux comprendre les processus politiques actuels. Aujourd'hui aussi, nous assistons à un double processus : l'espace démocratique se rétrécit, tandis que les idées d'extrême droite gagnent progressivement l'opinion publique.
- 61 Dans de nombreux pays, les partis politiques traditionnels sont durement sanctionnés. La caste²⁸ politique traditionnelle est en crise et, en différents endroits, des partis d'extrême droite nouveaux ou anciens s'engouffrent dans la brèche et se présentent comme « alternatifs ». En France, nous voyons cela avec le Rassemblement National (anciennement Front National) emmené par Marine Le Pen. Dans notre pays, le Vlaams Belang est le principal moteur en Flandre de la propagation de l'idéologie d'extrême droite depuis des dizaines d'années.
- 62 La plupart des propositions du plan en 70 points²⁹ du Vlaams Blok, que la presse qualifiait à juste titre de « programme de l'horreur » en 1992, ont été mises en œuvre par les partis traditionnels ou ne représentent plus des tabous. L'idéologie de « notre peuple d'abord » était encore marginale au début des années 90. Entre-temps, le racisme et la xénophobie³⁰ sont devenus omniprésents dans notre société. Cette évolution

28 | Caste = une catégorie sociale fermée.

29 | Le plan en 70 points a été élaboré par le Vlaams Blok en 1992 sous le titre *Immigration : les solutions, 70 propositions pour résoudre le problème des étrangers*.

30 | Xénophobie = peur irrationnelle de tout ce qui est étranger, peu familier ou inhabituel.

coïncide avec trente ans d'austérité budgétaire dans les services sociaux et les services publics. Ainsi se crée une pénurie de logements sociaux, de maisons de repos abordables pour les personnes âgées, mais aussi de soins en général, ce qui rend plus facile de pointer du doigt un bouc émissaire qui est au bas de l'échelle sociale. Ce racisme est une aubaine pour l'establishment, ravi de voir les gens s'entre-déchirer, ce qui évite à celles et ceux qui se trouvent au sommet d'assumer leurs responsabilités. C'est la bonne vieille tactique du diviser pour mieux régner, en l'occurrence, diviser la classe travailleuse pour privilégier les besoins du grand capital. C'est l'une des fonctions essentielles de l'extrême droite.

- 63 Les attaques contre le mouvement ouvrier et la capitulation³¹ de la social-démocratie face au néolibéralisme ont également fait passer les analyses socio-économiques et structurelles au second plan. On ne se demande plus sur quelles bases économiques repose la société, quels intérêts économiques et de classe sont en jeu, qui profite de quelle politique. La notion de « classe » est dépouillée de son contenu économique et réduite à un concept de « domination ». Au lieu d'une sobre analyse de classe, ce sont toutes sortes de différences « identitaires » ou « culturelles » qui sont mises en avant. On ne parle plus d'intérêts économiques, d'inégalités structurelles ou de problèmes systémiques inhérents au capitalisme. Ce changement de discours et de langage n'est pas un hasard. C'est le fruit d'une stratégie élaborée depuis des années dans beaucoup de cercles de la Nouvelle Droite³² afin de distiller leurs idées et leurs concepts dans l'ensemble des partis traditionnels, dans les grands médias et dans la société tout entière.

31 | Capitulation = abandon, renoncement.

32 | La Nouvelle Droite = un mouvement politique et une philosophie d'extrême droite apparus en France à la fin des années 60. Ce mouvement s'oppose aux valeurs des Lumières, de l'égalité et des droits humains universels. Aujourd'hui encore, divers partis d'extrême droite, l'alt-right et des mouvements identitaires de droite s'inspirent des idées de la Nouvelle Droite.

- 64 Entre-temps, l'extrême droite s'est réparti les tâches. Il y a les partis officiels d'extrême droite qui font tout ce qu'ils peuvent pour devenir fréquentables, respectables, ont changé d'image et adopté un nouveau langage bien moins inoffensif qu'il n'y paraît. Le but est de briser le cordon sanitaire qui fait encore rempart contre l'extrême droite en Flandre, puis arriver là au pouvoir en 2024, tant au niveau local que régional. Ils laissent les discours fascistes les plus violents à des organisations satellites telles que Schild en Vrienden ou le Voorpost, ou encore à des blogs d'extrême droite tels Breitbart News. L'extrême droite montre ainsi deux visages : l'un socialement acceptable et l'autre beaucoup plus brutal.
- 65 Partout, des éléments d'extrême droite tentent de conquérir l'espace public. Ce qui va de pair avec la chasse aux boucs émissaires, aux syndicalistes, aux marxistes et d'autres opposants politiques. Des organisations paramilitaires organisent dans toute l'Europe des camps d'entraînement destinés aux jeunes d'extrême droite. Aux frontières hongroises et grecques, des milices fascistes traquent les réfugiés, et pas toujours à l'insu de la police officielle. Cela s'appelle de la collusion³³.
- 66 L'extrême droite récupère, dans l'intérêt des cercles les plus réactionnaires de l'establishment, les déçus des partis traditionnels. Elle dirige cette colère non pas vers les hautes sphères, mais l'oriente vers le bas. Cela arrive tout en subtilité. Le loup se déguise en brebis : aux quatre coins de l'Europe, l'extrême droite se fait passer pour un mouvement anti-establishment. Partout, elle vole des éléments de programme sociaux à la gauche authentique. Historiquement, c'est aussi du déjà-vu. Fondamentalement, le fascisme vise à créer un mouvement de masse au moyen d'une démagogie³⁴ sociale, nationaliste et raciste. L'extrême droite spéculer sur

33 | Collusion = collaboration cachée, dans ce cas entre les milices d'extrême droite et la police officielle.

34 | Démagogie = l'art de diriger ou d'induire les gens en erreur par des moyens rhétoriques.

la profonde déception de la population à l'égard des partis et institutions traditionnels. Il y a toutefois une énorme contradiction entre le discours de l'extrême droite et ses pratiques : elle mange dans la main des grandes fortunes et défend activement la politique qui leur est favorable. Les partis d'extrême droite sont des partis alternatifs bien ancrés dans l'establishment, qui attendent simplement le bon moment pour monter au pouvoir.

Nous voulons développer une large lutte antifasciste

- 67 Il est temps de sortir l'extrême droite de la normalité dans laquelle on l'a installée, de la démasquer et de la combattre. Le fascisme a de tout temps mené aux pires crimes contre l'humanité, à l'enfermement de syndicalistes, marxistes, socialistes, roms, lesbiennes, gays, personnes transgenre et dissidents dans des camps de concentration. Il est à l'origine du génocide de six millions de Juifs, de l'assassinat de plus de 20 millions de personnes en Europe de l'Est et d'une guerre criminelle qui a coûté la vie à 60 millions de personnes.
- 68 Il est temps de réhabiliter l'antifascisme. On ne peut pas mettre un bourreau du camp de Breendonk sur le même pied qu'un antifasciste qui y a été torturé et exécuté. Où peut-on encore parler de communistes tels que Julien Lahaut ? Ce communiste liégeois, en 1941, a mené 100 000 personnes dans une grève contre l'occupant nazi, avant d'être déporté au camp de concentration de Neuengamme, où il a, là aussi, ravivé la flamme de la résistance, gagnant au passage le surnom de « l'homme qui avait le soleil dans sa poche ». Qui se souvient de Piet Akkerman ? Anversois, lui aussi communiste, il a organisé les grèves dans le secteur diamantaire et perdu la vie en combattant, en tant qu'antifasciste, au sein des Brigades internationales en Espagne. Et qui se souvient de Gilberte Borgers qui, sous l'occupation, a organisé des grèves de femmes, avant d'être décapitée par les nazis ? Il faut donner à la résistance et à la contestation la place qu'elles méritent dans l'histoire.

- 69 L'antifascisme d'aujourd'hui doit revenir à l'analyse économique des inégalités structurelles et des problèmes systémiques. Le capital se concentre de plus en plus, les monopoles se montrent toujours plus insistants à revendiquer leur hégémonie. L'espace démocratique rétrécit et 0,1 % de la population contrôle aujourd'hui autant de richesses que les 90 % les plus pauvres. Compte tenu de l'ampleur des antagonismes de classes, nous devons veiller à ramener les analyses économiques au premier plan. La gauche doit à nouveau se battre pour la sécurité sociale, la justice et le droit des millions de travailleuses et travailleurs d'avoir voix au chapitre. Elle doit partir d'une politique de la classe travailleuse au sens large, celle qui produit la richesse de la société.
- 70 Les travailleurs et travailleuses ont la vie dure, ils voient leurs certitudes disparaître, manquent de points de repère émancipateurs et idéologiques et cherchent une issue. Au lieu de les prendre de haut et de leur faire la leçon sur les prétendues valeurs de la démocratie capitaliste, du cosmopolitisme bourgeois ou de la citoyenneté, la gauche doit entendre leurs justes préoccupations, les politiser, les relier entre elles et les transformer en résistance, dans un sens démocratique radical. Le combat contre l'extrême droite ne pourra pas être mené par une caste politique qui a perdu toute crédibilité ni par des tentatives de préserver un vieux monde qui se meurt. La lutte contre l'extrême droite s'inscrit dans un mouvement plus large qui aspire à un autre monde, fondé sur l'égalité, le respect et la solidarité.
- 71 L'égalité, le respect, le vivre ensemble, la solidarité, l'internationalisme et le rationalité³⁵ sont les valeurs fondamentales de notre vision socialiste du monde. L'extrême droite a une vision du monde qui prône exactement le contraire sur tous les points essentiels, à savoir le racisme, le chauvinisme, l'élitisme, le sexisme, l'inégalité et l'irrationalité. Le combat oppose ces deux visions du monde.

35 | Rationalité = l'attitude de donner une place centrale à la raison et à la science.

72 La conscience socialiste se développe par l'action et la mobilisation. Par un mouvement ouvrier solide, qui constitue la principale force contre l'extrême droite. Par des jeunes en action, qui font entendre leur voix pour défendre les idéaux de solidarité et d'égalité. Par le mouvement antiraciste qui se dresse contre toute discrimination et combat le poison raciste. Par le mouvement combatif des femmes et des LGBT+, qui conteste les idées sexistes, machistes, patriarcales et homophobes de l'extrême droite. Par le mouvement climatique qui s'oppose au climatoscepticisme de l'extrême droite. Et par le mouvement pour la paix, qui combat le nationalisme, le militarisme et le bellicisme. Tous ces mouvements luttent contre l'extrême droite. Il est important de relier ces mouvements dans un tout antifasciste plus large qui propose lui-même une alternative sociale : le socialisme.



Nous choisissons la paix

Thèses :

- ▶ Les États-Unis sont une superpuissance en déclin
- ▶ L'essor de la Chine suscite une nervosité croissante en Occident
- ▶ Nous nous opposons à une nouvelle guerre froide et nous optons pour la paix

Les États-Unis sont une superpuissance en déclin

- 73 Après la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis d'Amérique se sont imposés comme la superpuissance occidentale incontestée et, depuis la disparition de l'Union soviétique, ils sont même devenus la seule puissance mondiale. Cette suprématie³⁶ s'est manifestée sur le plan économique, d'une part, par le développement du commerce et des investissements extérieurs des États-Unis, qui ont donné naissance au réseau mondial des monopoles américains. D'autre part, elle s'est aussi manifestée par l'hégémonie³⁷ du dollar en tant que monnaie internationale. Il y a eu un contrepois temporaire avec l'Union soviétique et avec les mouvements de décolonisation et la lutte de libération dans le tiers monde. Mais militairement, les États-Unis sont restés les maîtres. Ils sont intervenus partout pour étouffer dans l'œuf ou réprimer les velléités indépendantistes ou révolutionnaires, dans ou en dehors du cadre de l'OTAN³⁸, cette alliance militaire dont notre pays est un membre éminent.
- 74 Aujourd'hui, le centre de gravité de l'économie mondiale se déplace vers l'Asie, où la Chine poursuit sa progression. Depuis la chute de l'Union soviétique en 1991, la Chine est le premier pays qui dispose du potentiel de menacer l'hégémonie du capitalisme occidental. Selon la Banque mondiale, la Chine a rattrapé et dépassé économiquement l'Union européenne et les États-Unis depuis plusieurs années³⁹. Entre 2008 et 2018, le pays a doublé son PIB⁴⁰ par habitant, alors que celui des États-Unis et de l'Union européenne n'a augmenté que

36 | Suprématie = situation de domination.

37 | Hégémonie = domination.

38 | OTAN = Organisation du Traité de l'Atlantique Nord. L'OTAN est une alliance militaire de 30 pays d'Amérique du Nord et d'Europe. (Voir aussi note 24.)

39 | Mesuré par leur produit intérieur brut (PIB, voir ci-après) ajusté au pouvoir d'achat.

40 | PIB = produit intérieur brut, le total des biens et services produits dans un pays au cours d'une année.





d'un dixième sur la même période. La crise du coronavirus a encore accentué cette évolution : les économies occidentales se sont fortement contractées en 2020, alors que la Chine a continué à connaître une croissance économique.

- 75 Ce n'est pas seulement l'ampleur du développement chinois qui menace la suprématie américaine mais aussi le poids technologique de la Chine. Jusqu'à présent, la haute technologie occidentale, en particulier celle de la Silicon Valley⁴¹, déterminait les normes, les procédures et les systèmes de sécurité dans le domaine des technologies de l'information et de la communication. Les progrès scientifiques et technologiques rapides de la Chine brisent ce monopole.

Une guerre froide peut devenir chaude

- 76 La mise sous pression de l'hégémonie mondiale des États-Unis provoque une grande nervosité au sein des sphères dirigeantes de Washington. La Maison-Blanche considère la Chine, avec la Russie, comme la plus grande menace. La Russie possède toujours un grand potentiel militaire et est riche en matières premières. Tout partenariat éventuel entre Moscou et Pékin inquiète particulièrement les États-Unis.
- 77 De Bush à Biden, chaque président américain a été et est déterminé à ne pas céder la position de leadership dans le monde⁴². Les États-Unis répondent donc à la montée en puissance de la Chine par une agressivité croissante. La superpuissance en déclin utilise un large arsenal de moyens pour parvenir à ses fins. Sur le plan économique, elle menait déjà une guerre commerciale, en imposant des droits de douane et des quotas sur

41 | Silicon Valley = endroit, près de San Francisco aux États-Unis, où se concentrent les plus grandes multinationales de technologie.

42 | Cela a été établi sous la présidence de Bush Jr. dans le manifeste intitulé *Project for a New American Century* (Manifeste pour un nouveau siècle américain). Sous la présidence d'Obama a débuté le Pivot to Asia : les États-Unis ont concentré leur attention sur l'Asie afin de contrer la Chine. Sous la présidence de Trump, la guerre commerciale et technologique contre la Chine a connu une escalade rapide.

l'importation de produits chinois. À cela s'ajoute désormais la lutte croissante, car stratégique, pour le leadership dans le développement et la production de hautes technologies. La présence militaire américaine aux frontières de la Chine s'est accrue : navires de guerre, avions de reconnaissance, drones-espions, manœuvres et bases militaires. Sans oublier les actions anti-Chine au niveau politico-diplomatique et une guerre idéologique qui fait rage.

- 78 Tous les moyens sont bons pour attiser cette nouvelle guerre froide⁴³, à commencer par la diabolisation de l'adversaire. Les États-Unis ont un palmarès impressionnant en matière de propagande grise et noire⁴⁴ contre les pays et régimes qui leur déplaisent. Les mensonges sur les armes de destruction massive ont précédé la guerre contre l'Irak en 2003. Des mensonges sur des massacres et des viols collectifs devaient justifier la guerre contre la Libye en 2011. Ils déforment, amplifient ou exagèrent toujours des faits pour justifier les sanctions et les interventions.
- 79 Par définition, une guerre froide accentue les tensions entre les différents camps. Une guerre froide peut tôt ou tard s'enflammer et se transformer en un conflit militaire ouvert. Directement entre les superpuissances impliquées. Ou indirectement par le biais de guerres locales ou régionales entre les alliés d'une superpuissance, ce que l'on appelle les « guerres par procuration ». C'est un jeu dangereux.
- 80 L'expansion militaire des États-Unis et de l'OTAN n'est donc pas de bon augure. Le nom « OTAN » indique que la portée

43 | La Guerre froide = période de tensions croissantes, de conflits, de propagande et de course aux armements dans les années 1950 à 1990 entre le monde « occidental » capitaliste et l'alliance militaire de l'OTAN, d'une part, et le bloc socialiste de l'Union soviétique et des pays socialistes d'Europe de l'Est, d'autre part.

44 | Propagande grise = fausse information basée sur une combinaison de mensonge et de vérité, laissant la source dans l'ombre. Propagande noire = fausse information qui semble provenir d'une source, mais qui est en fait d'une autre. Le but est de noircir, diaboliser ou ridiculiser l'autre partie.



de cette alliance militaire se limiterait à « l'Atlantique Nord ». Mais aujourd'hui, l'OTAN désigne sans ambages la Chine, pourtant de l'autre côté du globe, comme le nouvel ennemi commun. Washington a également dépoussiéré le Quad⁴⁵, un partenariat militaire entre les États-Unis, l'Australie, le Japon et l'Inde. Ce Quad est maintenant présenté comme « une nouvelle OTAN », dirigé contre la Chine, pour la région Asie-Pacifique.

81 Les États-Unis ont l'armée la plus puissante au monde. Leurs dépenses militaires sont supérieures à celles des dix pays suivants réunis⁴⁶. En 2019, leur budget militaire (720 milliards de dollars) équivalait à trois fois celui de la Chine. Les États-Unis ont des troupes, des armes, des avions de chasse, des bombes nucléaires et des flottes de guerre stationnées partout sur la planète. Actuellement, quelque 250 000 militaires américains sont stationnés dans 160 pays, sur tous les continents. Les interventions militaires et les guerres dans lesquelles les États-Unis ont été impliqués depuis le 11 septembre 2001 ont causé la mort d'environ 800 000 personnes. Contre ces guerres et la militarisation, il existe également un fort mouvement de protestation aux États-Unis.

82 La tendance à l'impérialisme⁴⁷ et à la guerre est ancrée dans la logique du capitalisme. Au début de la Première Guerre mondiale, il y a un siècle, Lénine voyait cinq caractéristiques fondamentales de l'impérialisme qui restent étonnamment pertinentes aujourd'hui : (1) la production et le capital sont tellement concentrés entre des mains de moins en moins nombreuses que de grands monopoles sont créés ; (2) le capital bancaire et industriel fusionne en un « capital financier »

45 | Quad = *Quadrilateral Security Dialogue*, ou « dialogue quadripartite sur la sécurité ».

46 | Ces pays sont la Chine, l'Inde, la Russie, l'Arabie saoudite, la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni, le Japon, la Corée du Sud et le Brésil.

47 | Impérialisme = processus par lequel les pays capitalistes cherchent à étendre leur pouvoir dans d'autres parties du monde en conquérant des territoires ou en contrôlant des territoires sur le plan économique ou politique, pour favoriser leurs monopoles.

encore plus puissant ; (3) au lieu de la simple exportation de marchandises, c'est l'exportation de capitaux (investissements et prêts étrangers) qui domine ; (4) les grands monopoles capitalistes se partagent le monde entre eux ; et (5) le monde a été entièrement divisé entre les plus grandes puissances capitalistes⁴⁸.

- 83 Le développement capitaliste n'est pas harmonieux, mais inégal. Des multinationales géantes recherchent frénétiquement des matières premières, de nouveaux débouchés et des forces de travail. Elles veulent ainsi transformer leur domination en un monopole et verser encore plus de dividendes à leurs actionnaires. Dans cette concurrence féroce, de gigantesques entreprises privées sont soutenues par les États capitalistes concernés. Cela se traduit par des conflits commerciaux, des guerres économiques et finalement des confrontations militaires. « Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage », a dit le socialiste Jean Jaurès, qui fut assassiné à la veille de la Première Guerre mondiale.

L'essor de la Chine suscite une nervosité croissante en Occident

- 84 La Chine ne cache pas son ambition d'être plus présente sur la scène mondiale. Elle propose une coopération avec les pays qui le souhaitent, selon les principes de la coexistence pacifique⁴⁹ et de bénéfice mutuel⁵⁰. Cela doit conduire à un « monde multipolaire⁵¹ » dans lequel les pays s'associent dans différentes formes de coopération et empêchent la

48 | V.I. Lénine [janvier-juin 1916], *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, Œuvres, tome 22, p. 201-327.

49 | Coexistence pacifique = coexistence pacifique de régimes ayant différents caractères politiques.

50 | Bénéfice mutuel = ce qu'on qualifie de « win-win » (gagnant-gagnant), dans le cadre de relations qui profitent aux deux partenaires.

51 | Monde multipolaire = un monde dans lequel les relations internationales sont dominées économiquement et politiquement non pas par un seul pays ou centre de pouvoir, mais par plusieurs pays ou centres de pouvoir.



domination d'une superpuissance – traduction : les États-Unis – sur l'ensemble de la planète.

85 Une importante initiative dans ce sens fut la collaboration des BRICS, entre cinq pays émergents : le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud. Dans l'Organisation de coopération de Shanghai, c'est la coopération avec la Russie qui constitue le noyau. Depuis 2013, Pékin déploie son initiative stratégique des Nouvelles routes de la soie, sur terre et sur mer. Grâce à elles, la Chine entend stimuler ses investissements et son commerce avec l'Asie centrale, l'Europe et l'Afrique⁵².

86 La Chine semble être un partenaire attrayant pour de nombreux pays, surtout dans le Sud. Elle a conclu des accords de coopération avec 46 pays africains et est devenue le plus important nouveau partenaire commercial et d'investissement de l'Afrique. Les prêts et les investissements chinois sont principalement destinés à des travaux d'infrastructure : des routes, des chemins de fer, des ports, des réseaux de distribution d'énergie et d'eau. La Chine accorde généralement des prêts à taux réduit, avec des taux d'intérêt très bas et à long terme. Le contraste est frappant avec les prêts et les conditions difficiles « accordés » par les pays capitalistes. Les prêts chinois ne sont pas non plus soumis à des exigences de réformes néolibérales, comme c'est le cas des tristement célèbres programmes d'ajustement structurel que le Fonds monétaire international (FMI) impose comme condition d'octroi des prêts. Dans ces programmes d'ajustement, le FMI exige des pays du Sud qu'ils privatisent des services publics tels que la santé ou des infrastructures publiques telles que les aéroports. Ce n'est pas le cas avec les prêts chinois. En 2020 et 2021, la Chine a accordé un allègement de la dette de 6,5 milliards d'euros à 23 pays, dont 16 africains.

52 | La Chine appelle cela l'initiative « Belt and Road » : une ceinture de voies terrestres traversant l'Asie centrale, la Russie et le Moyen-Orient jusqu'en Europe, et une route maritime longeant l'océan Indien jusqu'à Djibouti, en Afrique, et reliant l'Europe par le canal de Suez.

87 Lorsqu'un nouvel acteur mondial émerge et brise les anciens schémas, cela ne se fait pas sans occasionner des tensions. Tant que l'économie africaine ne générera pas suffisamment de valeur ajoutée et surtout tant qu'elle restera principalement dépendante de l'exportation de matières premières et de l'importation de biens de consommation, elle aura du mal à décoller. Néanmoins, l'option chinoise constitue globalement une alternative avantageuse pour l'Afrique, par rapport aux multinationales européennes et américaines. Le nouvel acteur économique brise la position de monopole de l'Occident ; il offre plus de latitude de négociations favorables et plus de chances de développement autonome. Il reste à voir si cela se produira effectivement et en définitive, le développement politique et économique de l'Afrique devra venir avant tout des pays et des peuples africains eux-mêmes.

88 L'intégration de l'économie chinoise dans le système économique capitaliste mondial soulève des questions. Dans le cadre de leurs acquisitions et de leurs investissements à l'étranger, y compris en Europe, les grandes entreprises privées chinoises s'affirment comme des entreprises capitalistes ordinaires, motivées par les intérêts personnels et la soif de profit. Pourtant, la Chine n'est pas impérialiste ni colonisatrice. C'est une différence fondamentale avec l'Union européenne et les États-Unis d'Amérique. Ces derniers ont fondé leur puissance sur la colonisation, l'oppression, le pillage des matières premières et les interventions militaires, avec des conséquences sociales, économiques et politiques catastrophiques pour les pays du Sud. La pauvreté, les inégalités, le sous-développement et la crise humanitaire quasi permanente qui sévissent dans de grandes parties des continents du Sud sont en très grande partie dus à l'impérialisme occidental. Cette situation est encore minimisée ou niée en Occident aujourd'hui.

89 En quarante ans, la Chine a sorti 800 millions de personnes de la pauvreté grâce à d'importants investissements publics, des programmes de développement et des programmes sociaux. Le Secrétaire général des Nations Unies, António



Guterres, parle de « la plus grande réalisation de l'histoire contre la pauvreté ».

- 90 La Chine, comme d'autres pays asiatiques, a endigué la pandémie de coronavirus grâce à un système de santé intégré, à une approche ferme et à une mobilisation à tous les niveaux. Lorsque la pandémie a éclaté, elle a été capable d'orienter son économie de façon à répondre à l'urgence sanitaire en un court laps de temps.
- 91 Le développement industriel de la Chine fut tardif, si bien que ce pays a longtemps été le plus grand pollueur de la planète en termes absolus, avec une forte consommation de charbon et de pétrole. Aujourd'hui, elle est devenue un leader mondial dans le domaine de l'énergie solaire, éolienne et d'autres sources d'énergie verte et elle met en œuvre un plan ambitieux pour devenir neutre en carbone d'ici 2060.
- 92 Sur le plan intérieur, la Chine connaît un système hybride⁵³, qui a réalisé de grandes choses, mais qui, par ailleurs, pose de sérieux problèmes. Le « socialisme aux caractéristiques chinoises » n'est pas sans ambiguïté. Le développement d'un « système de marché de haut niveau » est un objectif officiel de la politique chinoise. Dans ce cadre, même des secteurs essentiels sont ouverts à la concurrence commerciale privée, comme les soins de santé. La Chine est confrontée à des bulles immobilières et à des problèmes bancaires, bien que le gouvernement tente de les réguler. Cette « économie de marché socialiste » a donné naissance à une couche d'entrepreneurs privés capitalistes extrêmement riches.
- 93 Les progrès spectaculaires réalisés au cours des dernières décennies, grâce auxquels le pays a réussi à sortir de la féodalité et du sous-développement, n'ont été possibles que grâce à la participation sociale active de la population. Nous avons également vu des comités de quartier et des équipes

53 | Hybride = croisement entre deux ou plusieurs types ou genres sensiblement différents les uns des autres.

d'aide sociale à l'œuvre pendant la crise du coronavirus. Toutefois, en termes de droits démocratiques, de sérieuses questions se posent aussi. Pour lutter contre le terrorisme, le séparatisme violent et l'extrémisme, des mesures répressives drastiques ont été prises. Enfin, l'usage intensif de hautes technologies dans le domaine de l'informatique et de la communication menace le droit à la vie privée, comme ailleurs dans le monde.

Nous nous opposons à une nouvelle guerre froide et nous optons pour la paix

- 94 La Chine n'est donc pas notre modèle de socialisme et de nombreuses questions se posent quant à son développement futur. Mais la guerre froide menée par les États-Unis contre la Chine ne peut nous laisser indifférents. La nouvelle guerre froide constitue une menace pour la paix dans le monde entier. Elle entraîne la militarisation de sociétés entières, ce qui se fera également au détriment de l'espace démocratique pour les syndicats et mouvements d'action combatifs. De plus, une guerre froide engloutit des masses d'argent et ce qui va aux dépenses militaires ne va pas aux dépenses sociales. En résumé, c'est la classe travailleuse qui paie pour les intérêts de la classe dominante. C'est pourquoi nous nous préoccupons de la position de notre pays et de l'Union européenne sur cette question.
- 95 L'Union européenne s'enorgueillit de son ambition de devenir une puissance mondiale forte. Une puissance impérialiste, ce qui implique la conquête de matières premières et de débouchés pour ses propres multinationales. L'establishment européen considère toujours l'Afrique comme « l'arrière-cour de l'Europe », où les pays européens ont le droit « d'entreprendre une intervention militaire conjointe ». Les élites européennes sont divisées sur la manière d'y parvenir. Les uns veulent rester dans le sillage des États-Unis à tout prix, même si cela signifie les suivre sur la voie d'une nouvelle guerre froide. D'autres veulent adopter une ligne plus



indépendante. Mais elles aspirent toutes à une politique qui soutient avant tout les intérêts économiques et géostratégiques des grandes multinationales européennes, dans une politique néo-impérialiste.

96 Washington exige que les alliés de l'OTAN augmentent leurs dépenses militaires. Pour la Belgique, l'objectif de l'OTAN de consacrer 2 % de son PIB aux dépenses militaires équivaut à une augmentation de cinq milliards d'euros par an. Par le biais de l'OTAN et des traités européens, le wagon européen est amarré à la locomotive américaine.

97 Les États-Unis font pression sur les États membres de l'Union européenne afin qu'ils adoptent une attitude hostile à l'égard de la Chine et des investissements chinois en Europe. L'accord d'investissement de la fin 2020 entre la Chine et l'Union européenne s'est immédiatement heurté à la colère des États-Unis. Washington a entraîné des forces politiques européennes dans son sillage, qui l'accompagnent dans la rhétorique incendiaire et dans des mesures de guerre froide. Mais pourquoi l'Europe devrait-elle suivre docilement Washington dans sa nouvelle guerre froide, sa militarisation et ses alliances agressives ? L'Union européenne et les pays européens peuvent choisir de rompre l'alliance unilatérale avec les États-Unis et de tourner le dos à l'Otan.

98 Les relations internationales sont l'un des domaines qui illustrent à quel point le système mondial capitaliste est sous tension. Une paix durable ne peut être garantie que dans une société qui ne se base pas sur la concurrence et le profit, mais sur la coopération et la solidarité, sur la démocratie politique et économique, sur la satisfaction des besoins sociaux et écologiques.

99 Dans cette perspective, nous nous engageons dans les relations et initiatives internationales qui empêchent et préviennent les conflits, les interventions, la militarisation et les menaces de guerre. Il est important que la classe travailleuse et la jeunesse s'engagent contre l'impérialisme et la

guerre. Elles peuvent contribuer à façonner un vaste mouvement pour la paix, comme elles l'ont fait dans les années 80, lorsque des centaines de milliers de personnes sont descendues dans la rue contre les missiles nucléaires, la course aux armements et la guerre froide de l'époque.

100 Nous nous opposons à la politique de polarisation dangereuse que les États-Unis veulent imposer au monde entier. Nous choisissons la coopération internationale sur un pied d'égalité, la coexistence pacifique, la non-ingérence et le respect de la Charte des Nations Unies. C'est le choix d'une approche préventive des conflits, basée sur le droit international, la diplomatie et le dialogue. Ce choix offre les meilleures perspectives sur le plan du progrès social, de la révolution climatique, de la démocratie, de la solidarité internationale et de la paix.

Nous choisissons le climat

Thèses :

- ▶ Le capitalisme vert ne sauvera pas le climat
- ▶ Le climatoscepticisme et le climato-élitisme font obstacle à une solution
- ▶ Qui veut sauver le climat doit sortir de la philosophie du marché

4

Nous choisissons le climat

- 101** Depuis la découverte de la machine à vapeur et le développement du capitalisme, des combustibles fossiles tels que le charbon, le pétrole et le gaz naturel ont été extraits et brûlés à un rythme effréné. La course à toujours plus de profits a ainsi amené des quantités astronomiques de gaz à effet de serre⁵⁴ dans l'atmosphère⁵⁵. Aujourd'hui encore, ces émissions ne cessent d'augmenter.
- 102** Ces émissions de gaz à effet de serre font rapidement changer notre climat. Au cours de l'été 2021, la Belgique a connu des inondations sans précédent qui ne se seraient pas produites sans ce changement climatique. Les vagues de chaleur et les sécheresses se répètent également de plus en plus souvent et de plus en plus intensément. La hausse des températures fait fondre les calottes polaires et les glaciers, ce qui a pour effet d'élever le niveau des océans. On voit partout sur la planète les pénuries d'eau et de nourriture s'aggraver en raison du changement climatique. Il y a déjà des millions de réfugiés climatiques. Si nous ne prenons pas dès aujourd'hui des mesures drastiques, l'humanité va au-devant de catastrophes planétaires qui toucheront principalement la classe travailleuse et les plus vulnérables.
- 103** Toute politique climatique sérieuse commence par une prise de conscience de la gravité et de l'urgence de la situation, mais aussi de l'ampleur des efforts à fournir. Les Nations unies ont qualifié de « code rouge pour l'humanité », le dernier rapport sur le climat du GIEC⁵⁶. Même si nous parvenons à limiter le réchauffement de la planète à 1,5 degré, les conséquences sont irréversibles. Les prochaines années sont cruciales pour prendre des mesures visant à garder quelque peu le contrôle sur les catastrophes naturelles qui nous menacent. Il n'y a pas de temps à perdre.

54 | Gaz à effet de serre = gaz qui réchauffent le climat, comme le CO₂.

55 | Atmosphère = la couche de gaz qui recouvre notre planète.

56 | GIEC = Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat. Le GIEC est l'organisation scientifique des Nations unies qui évalue les risques de changement climatique.

Le capitalisme vert ne sauvera pas le climat

- 104 Les solutions pour lutter contre le réchauffement climatique existent. Il faut pour cela investir massivement dans une transition⁵⁷ qui est durable pour les gens et la nature. Or, le capitalisme empêche la rupture radicale que cela nécessite.
- 105 Les grands monopoles privés déterminent où et quand investir et comment on produit, en se basant avant tout sur leurs chances d'empocher des profits et non sur la survie de l'humanité. Le grand patron du géant pétrolier Total, M. Patrick Pouyanné, le dit clairement : « Ce dont les actionnaires veulent avant tout s'assurer... c'est de la durabilité de nos dividendes. » Leur préoccupation principale, c'est la durabilité du profit, pas la durabilité de la planète.
- 106 Pour les géants de l'énergie fossile, les empires du pétrole, du gaz et du charbon aux intérêts financiers privés colossaux, les réserves du sous-sol représentent des milliers de milliards d'euros de profit potentiel. Rien d'étonnant à ce qu'ils ne veuillent pas laisser ces ressources dans le sol. De plus en plus de capitalistes ont bien compris les opportunités qu'offraient les technologies durables, mais seulement si elles leur ouvrent la voie à des marchés « verts » encore plus lucratifs et des subventions publiques massives. Toute la politique climatique des familles politiques traditionnelles, en ce compris les partis écologistes, vise à développer ces nouveaux « marchés verts ». Faire confiance au marché, c'est la politique climatique que nos gouvernements suivent depuis des années. La libéralisation du marché de l'énergie, le système d'échange de quotas d'émission⁵⁸ et le fait d'insister sans cesse sur la responsabilité individuelle de chacun : tout cela n'a mené à rien. Ainsi, nous avons perdu de précieuses

57 | Transition = passage d'un état à un autre..

58 | Échange de quotas d'émission = marché sur lequel les entreprises peuvent échanger entre elles des droits d'émission de gaz à effet de serre.

années, tandis que les émissions mondiales de CO₂ ne cessaient de grimper.

107 Il n'y a plus une minute à perdre et pourtant, la solution proposée reste encore et toujours la même. Qu'il s'agisse du Green Deal⁵⁹ de la Commission européenne ou des plans climatiques nationaux, nos gouvernements versent massivement de l'argent dans les caisses des grands monopoles privés. Au lieu d'investir eux-mêmes dans les énergies renouvelables ou les transports publics, ils orientent les ressources disponibles vers le secteur privé afin que celui-ci puisse conquérir des parts de marché et réaliser des bénéfices dans l'« économie verte ». Les grandes entreprises comptent sur ce soutien financier pour devenir les « championnes européennes » de la transition écologique et conquérir de nouveaux marchés.

108 La voie du « capitalisme vert » est non seulement coûteuse, mais aussi tout sauf efficace pour lutter contre le réchauffement climatique. Car les technologies durables ne sont appliquées que lorsqu'elles génèrent un profit pour les actionnaires. Il n'y a aucun pilotage central des investissements massifs nécessaires à l'isolation, aux transports publics ou à l'agriculture durable. Tant que le gaz et le pétrole continuent de produire de la valeur ajoutée, on reporte les changements fondamentaux qui permettraient de laisser ces combustibles fossiles dans le sol.

109 Les coûts du capitalisme vert sont reportés sur les ménages, les indépendants et les petites entreprises via des taxes vertes, des taxes sur le CO₂ et des hausses des prix. En l'absence de réelles alternatives sociales, les taxes vertes et les taxes sur le CO₂ réduisent les droits de la classe travaillante à la mobilité, au logement et au chauffage, et elles sapent le soutien à une politique climatique ambitieuse.

59 | Green Deal = une série d'initiatives de la Commission européenne pour une politique climatique européenne.

Le climatoscepticisme et le climato-élitisme font obstacle à une solution

- 110 Seul un plan ambitieux nous permettra de résoudre le problème du climat. Cela ne se fera pas sans la lutte sociale de la classe travailleuse. Deux tendances font obstacle à une solution sociale et efficace : le climatoscepticisme et le climato-élitisme.
- 111 De nombreuses personnes tentent de réduire leur propre impact sur le climat en se déplaçant, en s'alimentant et se logeant de manière durable. C'est positif, même s'il s'agit de choix que beaucoup de gens ne peuvent pas faire. Mais surtout cette approche individuelle ne suffira pas à elle seule à renverser la vapeur. Après tout, comment être plus nombreux à pouvoir abandonner la voiture si l'on démantèle petit à petit les transports publics ? Comment des ménages peuvent-ils passer à l'énergie renouvelable alors qu'ils se font arnaquer par Engie ou d'autres qui leur vendent des garanties d'origine⁶⁰ bon marché achetées à l'étranger ? Un cadre collectif est nécessaire pour que les efforts individuels puissent porter leurs fruits.
- 112 Le climato-élitisme est l'expression politique du capitalisme vert. Il nuit considérablement à la lutte pour le climat. « Mes collègues sont particulièrement opposés à cet élitisme », explique un ouvrier d'une grande entreprise. « Les taxes, les petits règlements, ce petit doigt accusateur qui montre qu'ils devraient faire mieux... Pour mes collègues, être pour le climat équivaut à être pour des taxes supplémentaires. Et, donc, ça, pour eux, c'est non. » Le climato-élitisme est le bras politique du capitalisme vert, qui impose sa politique élitiste et moralisatrice à l'égard de la classe travailleuse, tout en distribuant des millions aux grands pollueurs. Ainsi, il jette littéralement la classe travailleuse dans les bras de la droite et de l'extrême droite qui, même à l'heure actuelle, continuent à nier la réalité du changement climatique.

60 | Garantie d'origine = preuve de l'origine de l'énergie renouvelable qui peut être échangée pour vendre de l'énergie non renouvelable comme renouvelable.

- 113 Partout dans le monde, les groupes d'extrême droite encouragent le climatoscepticisme. Ils tirent profit de la politique des partis traditionnels, prompts à répercuter les coûts de la crise climatique sur la classe travaillieuse. Ils effraient les gens en leur disant qu'une politique climatique ambitieuse va leur faire perdre leur emploi. Ils tentent ainsi de gagner à eux une partie de la population et de monter le mouvement social contre les activistes et les jeunes grévistes du climat. Mais en réalité, ils protègent les grands pollueurs alors que le changement climatique est de plus en plus violent.
- 114 Le climato-élitisme et le climatoscepticisme ne s'excluent pas mutuellement, bien au contraire. Une partie de la droite reconnaît que le climat est en train de changer, mais nie la gravité de la situation en ramenant les jeunes grévistes du climat à des oiseaux de mauvais augure ou en insistant sur le fait que l'influence de l'activité humaine sur le climat fait débat. Ils refusent aussi catégoriquement de prendre les mesures appropriées pour éviter de mettre en péril les profits des grandes entreprises. Ils combinent cela avec une foi aveugle dans le greenspeak⁶¹ des grandes entreprises, les taxes kilométriques et les zones à faible émission que le climato-élitisme adore.
- 115 La seule réponse possible à la crise climatique susceptible d'enthousiasmer et de mobiliser aussi la classe travaillieuse pour une planète vivable est une politique climatique radicalement sociale. La transition vers une société durable doit, dès le départ, aller de pair avec une politique de redistribution et de progrès social. Avec des investissements publics dans l'isolation et les énergies renouvelables abordables, des services publics forts et la recherche et le développement de technologies respectueuses du climat. Cela signifie investir massivement dans des emplois durables. C'est tout le sens des cinq éléments de notre plan Red Five. (Voir chapitre suivant.)

61 | Greenspeak = littéralement un discours vert sur l'environnement.

Qui veut sauver le climat doit sortir de la philosophie du marché

- 116 Les marches pour le climat qui ont mobilisé des millions de jeunes d'un bout à l'autre de la planète ont mis la question du climat et de la justice climatique à l'ordre du jour. De l'Inde au Portugal, il y a eu des mobilisations contre les conséquences du réchauffement climatique. Pour répondre véritablement au défi climatique, nous devons prendre une tout autre voie. Et cette voie est incompatible avec le capitalisme.
- 117 Pour prévenir une catastrophe climatique, la société doit limiter l'utilisation des ressources naturelles en les répartissant mieux, de manière plus sociale et rationnelle. Or, le capitalisme exige une accumulation⁶² sans limite, qui épuise la nature et exploite le travail. Les solutions au défi climatique ne se trouvent pas à l'intérieur des limites du marché. Au contraire, c'est le marché qui nous a amenés là où nous sommes aujourd'hui.
- 118 Une autre voie est possible. Avec des normes contraignantes sur les émissions de gaz à effet de serre. Avec une planification écologique capable d'investir rationnellement pour l'ensemble de la société dans l'énergie, les transports, le logement, l'aménagement du territoire, l'agriculture, l'eau... Avec un système économique différent, réellement durable, en dehors du cadre du marché.
- 119 Le changement climatique peut être le moteur de changements profonds au niveau social et démocratique. La transition, si elle est sociale, peut être créatrice d'emplois. Toute l'infrastructure énergétique doit être transformée. C'est à la collectivité de prendre l'initiative en la matière.
- 120 Aujourd'hui, sous le capitalisme, nous pouvons imposer des investissements dans les économies d'énergie, par le développement de réseaux de chauffage et par l'isolation des

62 | Accumulation = dans ce contexte : accumulation de capital.

logements, comme nous le proposons dans le plan Red Five. Nous pouvons d'ores et déjà investir dans les transports publics, dans la planification urbaine et dans le développement d'une mobilité neutre sur le plan climatique. Nous avons besoin d'investissements dans l'énergie solaire et éolienne en tant que sources d'énergie durables. Pour réaliser cela, un large mouvement est nécessaire qui ose remettre en question la toute-puissance du marché. Tout cela bénéficiera à la collectivité, grâce à des logements et des transports publics de meilleure qualité. Mettre l'approvisionnement de ressources telles que l'énergie et l'eau dans les mains du public permet aussi de les offrir à un prix réellement abordable. Nous serons aussi en mesure de rendre plus sain notre secteur agricole et alimentaire, actuellement bien mal en point.

Nous choisissons le plan Red Five

Thèses :

- ▶ Notre système économique était déjà malade avant l'infection du Covid
- ▶ L'intervention massive de l'État sert à sauver les grands monopoles
- ▶ Le plan Red Five se base sur une autre politique d'investissements publics

Notre système économique était déjà malade avant l'infection du Covid

- 121** Au moment de l'éclatement de la crise du coronavirus, l'économie mondiale est passée sous perfusion aux soins intensifs : une fois de plus, une injection massive d'argent public a dû la sauver du pire.
- 122** Le patient était déjà malade avant de contracter le covid19. Nous l'avons exposé dans le livre *Ils nous ont oubliés*⁶³. L'économie mondiale ne s'est jamais vraiment remise de la crise de 2008. L'élite financière mondiale a fait porter le poids de la récession économique par les classes populaires. La crise de 2008 s'est transformée en un hold-up majeur sur le pouvoir d'achat, les conditions de travail, la sécurité sociale et les services publics de la classe travailleuse. L'insécurité de l'emploi, l'« uberisation⁶⁴ » et les bas salaires se sont généralisés dans toute l'Europe.
- 123** Pendant douze ans, le système a vivoté au bord de la rechute car toutes les réserves pour un rebond étaient vides. Le pouvoir d'achat réel de la classe travailleuse a diminué et le gouvernement s'est retrouvé avec moins de moyens et plus de dettes, et les investissements privés sont restés aux abonnés absents. Les banques centrales du monde capitaliste ont injecté des milliers de milliards d'argent frais dans le système mais la plus grande partie a grossi les comptes des grandes entreprises, servant d'accélérateur pour gonfler l'endettement et la spéculation.
- 124** À la mi-2019, une nouvelle récession s'annonçait. La demande stagnait dans l'automobile, la construction et la sidérurgie connaissaient des soubresauts vers le bas. L'offre

63 | Peter Mertens, *Ils nous ont oubliés : Les travailleurs, la santé et la crise qui vient*, Le Temps des Cerises et EPO, 2020.

64 | Ubérisation = tendance où les travailleurs et travailleuses exercent leur métier sous le statut de faux indépendants, sans véritable protection sociale et contractuelle, comme chez Uber ou Deliveroo.



surabondante dans l'aviation s'était encore accrue. La guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine a commencé à se faire sentir. L'Allemagne, pays moteur de l'Union européenne, était le premier pays à plonger avec un recul de la croissance. Alors qu'il n'était pas encore question d'une crise du coronavirus, tous les indicateurs économiques étaient déjà dans le rouge.

- 125 Dans un contexte de crise persistante, d'accroissement des inégalités et des contradictions aiguës, l'insatisfaction de la classe travailleuse ainsi que la méfiance grandissante envers la classe politique dominante ont suscité des révoltes dans le monde entier. Ces révoltés ont été dans tous les sens, selon les forces qui les dirigeaient. Rien qu'en 2019, près d'un quart des pays du monde ont connu d'importants mouvements sociaux. Ceux-ci étaient souvent portés par les travailleurs et les jeunes, du Chili au Liban, en passant par la Grèce, l'Équateur, la France et la Belgique. Puis, partout dans le monde, il y a eu la pandémie et le confinement.

L'intervention massive de l'État sert à sauver les grands monopoles

- 126 Le covid-19 a frappé la santé de millions de gens et a aiguë toutes les contradictions du capitalisme mondial. La période de la pandémie a signifié un succès sans précédent pour les plus riches et une grande misère pour de très nombreux autres. Alors que le nombre de gens vivant dans l'extrême pauvreté a augmenté de 150 millions, la richesse des milliardaires s'est accrue de 3 900 milliards d'euros. Jamais, depuis qu'on a commencé à les mesurer, les inégalités mondiales n'ont autant augmenté que pendant la pandémie. « Une société qui voit sa richesse grossir sans faire diminuer la pauvreté doit être pourrie jusqu'à l'os », a écrit Karl Marx.
- 127 Les gouvernements d'Europe et d'Amérique du Nord ont adopté une approche différente de celle appliquée lors de la crise de 2008. Ils avaient alors renfloué les banques privées qui risquaient de s'effondrer, pour ensuite en faire supporter

le coût directement à la population par des mesures d'austérité. En 2020, ils ont fait des interventions beaucoup plus massives. Les États capitalistes se sont, sans hésiter, lourdement endettés, ont temporairement abandonné le dogme de l'austérité et ont investi des centaines de milliards dans des plans de sauvetage et dans de l'aide directe.

128 L'économie a été mise sous perfusion, avant toute chose pour sauver le système de l'effondrement. Le but était en premier lieu de sauver les plus gros acteurs de la noyade. Les monopoles, compagnies aériennes, constructeurs automobiles et autres géants ont bénéficié de reports de paiement, de garanties et de montagnes de subsides. Par contre, les petites entreprises, le secteur de l'horeca et de l'événementiel, les artistes, les travailleurs indépendants et les étudiants ont, quant à eux, reçu un peu de soutien, mais trop peu pour combler leurs pertes. Des milliards sont tombés du ciel, mais pas partout ni pour tout le monde.

129 La pandémie a été une aubaine pour les monopoles déjà bien installés dans certains secteurs. Les géants des nouvelles technologies ont crevé les plafonds de profits s'installant au top des entreprises les plus rentables. La vente à distance a fait exploser les bénéfices et la valeur boursière des sociétés de distribution géantes. Beaucoup de grosses sociétés dans différents secteurs ont profité également de la nouvelle distribution massive d'argent frais par les banques centrales. Cet argent a atterri dans la spéculation, comme après 2008. Certains groupes ont utilisé cet argent pour faire des reprises et liquider des concurrents. D'autres l'ont utilisé pour acheter leurs propres actions et faire monter leur valeur boursière. Après une grosse chute début 2020, les marchés boursiers ont rebondi rapidement et ont atteint des niveaux plus élevés qu'avant la pandémie. Chaque crise est une aubaine pour les plus forts. Avant la prochaine rechute.

130 À la différence de l'après 2008, l'Europe et les États-Unis ont lancé des plans d'investissement public à grande échelle tels que *Next Generation EU* ou *Build Back Better* en Amérique.



Ce revirement important s'explique uniquement par les circonstances particulières que vit le monde capitaliste.

131 Sans investissements massifs, nous ne sortirons pas du bourbier de la crise économique, et nous ne pourrons pas non plus relever les défis écologiques. Ces investissements comportent des risques que les capitaux privés ne sont pas prêts à assumer. C'est pourquoi l'État intervient, pour garantir l'intérêt commun des capitalistes. Il leur faut des subsides publics massifs et la garantie d'État pour assurer une rentabilité suffisante. L'argent public investi sert à rendre les investissements attrayants. C'est particulièrement le cas dans deux secteurs d'avenir : la technologie verte et la technologie numérique – deux secteurs dans lesquels la Chine est très performante. Pour les États-Unis et l'Union européenne, il s'agit surtout d'armer ses propres « champions » industriels à affronter leurs rivaux chinois. Le développement d'une nouvelle infrastructure pour l'énergie verte et pour la digitalisation coûte beaucoup d'argent. Les monopoles privés veulent que les autorités publiques supportent ces coûts, pour pouvoir ensuite engranger les bénéfices sur le reste.

132 Il n'y a pas de contrôle des autorités sur tout cet argent public investi dont le privé bénéficie. Le gouvernement prend les risques et agit comme le « dernier assureur » pour que les multinationales puissent développer leurs activités quasi « sans risque ». Les investissements, la recherche et le développement sont souvent publics, tandis que la production finale et les bénéfices reviennent au secteur privé. C'est ce qu'on voit se produire avec la production des vaccins contre le coronavirus par les grandes firmes pharmaceutiques.

133 Ce « service public » au capital privé et aux mécanismes du marché est au cœur de la stratégie de relance européenne et américaine. Les conglomérats énergétiques privés, les géants de la technologie et autres multinationales se taillent la part du lion.

134 Différents partis sociaux-démocrates et écologistes annoncent des temps meilleurs. Il y a une nouvelle période annoncée d'un capitalisme « social », « dynamique » et « vert ». Les États n'interviennent cependant pas dans l'intérêt de l'humanité et de la planète dans laquelle l'humanité vit, respire et travaille. Les États capitalistes interviennent dans l'intérêt du capital monopoliste privé. Il en a été ainsi lors des crises passées ; il n'en va pas autrement aujourd'hui.

Le plan Red Five se base sur une autre politique d'investissements publics

135 L'histoire enseigne que le changement n'est possible que quand la classe travailleuse se met en mouvement, s'organise, devient consciente, jette le fatalisme aux orties, avance des objectifs ambitieux qui peuvent entraîner aussi d'autres couches de la population. Nous savons que les gens ne se mettent en mouvement que pour des revendications dans lesquelles ils se reconnaissent et pour des objectifs qu'ils pensent pouvoir réaliser collectivement. Notre perspective, c'est le socialisme et c'est dans cet esprit que nous mobilisons pour un ambitieux plan d'investissements publics, qui s'oppose à la volonté des grands monopoles privés.

136 Nous donnons à notre plan le nom de « plan Red Five⁶⁵ » parce qu'il se compose de cinq axes rouges et se base sur une autre politique d'investissements publics. Nous exigeons qu'on utilise l'argent de la collectivité à des investissements publics, que ces investissements soient sous contrôle public et qu'ils partent des grands besoins sociaux et environnementaux de notre temps. Le plan Red Five repose sur la propriété collective des secteurs stratégiques comme l'énergie et les transports et sur la garantie des intérêts sociaux collectifs comme l'accès au logement, aux soins de santé et au développement numérique.

65 | Dans le livre *Ils nous ont oubliés* (Peter Mertens, EPO et Le Temps des Cerises, 2020), on avait appelé plan Prométhée une version embryonnaire de ce plan.



137 Nous considérons le plan Red Five comme une étape dans le développement d'un contre-pouvoir. Il répond aux besoins concrets de la classe travailleuse et sort des sentiers battus de la logique capitaliste. C'est ainsi que le plan Red Five va à contre-courant des règles européennes qui imposent la concurrence et la libéralisation. C'est un plan antimonopoliste, qui brise avec la logique infernale de verser encore des milliers de milliards d'euros de budget public dans les caisses privées de l'entreprise monopoliste. C'est pourquoi notre plan Red Five n'est pas encore un des projets public-privé de plus, mais un vrai projet public-public. À l'échelle nationale, en Belgique. Et à l'échelle continentale, en Europe.

138 Les grands objectifs ambitieux dont nous avons besoin ne sont pas là pour laisser les géants privés continuer à se sucrer, mais pour servir l'humanité et la planète. Il est temps de prendre un tournant, il est temps de prendre une initiative publique dans l'organisation et la production de l'énergie, des transports, des nouvelles technologies numériques, du logement, de la santé et du crédit. Notre plan Red Five comporte cinq éléments essentiels :

139 ① L'énergie est le premier élément. Nous avons besoin de passer d'une économie basée sur les énergies fossiles à une économie basée sur les énergies renouvelables. Mais tant que nous nous en remettons à l'approvisionnement énergétique traditionnel des grandes centrales nucléaires et au gaz, un nouveau modèle énergétique ne pourra pas percer. Avec un consortium public, on peut déployer un modèle sans énergie fossile que pilote un réseau intelligent et une capacité de stockage pour faire face aux pics et aux creux. Comme il s'agit de beaucoup d'argent public, il vaut mieux confier cette mission à des entreprises publiques.

140 ② Le transport est le deuxième élément. Notre plan Red Five veut investir dans l'expansion des chemins de fer et des transports publics écologiques, ainsi que dans des infrastructures ferroviaires supplémentaires, des trains, des trams et

des bus, minibus et voitures partagées respectueux de l'environnement. Nous pouvons ainsi démocratiser la mobilité et garantir que chacun puisse se déplacer facilement et durablement, quels que soient ses revenus. Ce deuxième pilier peut également créer des dizaines de milliers d'emplois durables. Il peut mettre à profit le savoir-faire, les techniques et les capacités des travailleurs du secteur automobile durement touchés par la crise.

141 ③ Le troisième élément est le tournant numérique. Le tournant numérique de la société est une véritable révolution industrielle. Il s'agit d'intelligence artificielle, du cloud et surtout de big data (les grandes bases de données). Des entreprises publiques de notre pays, mais aussi un consortium numérique européen, pourraient mettre en place ce changement, garantir l'accès au net pour tous par le wifi gratuit et protéger les données en les gardant dans des mains publiques. Les meilleurs spécialistes européens travaillent alors ensemble à mettre cette révolution numérique au service des intérêts communs du public. Des nouvelles technologies, qui offrent des solutions pour la mobilité, la logistique, la communication, la santé, l'environnement et des conditions humaines de travail, c'est un projet mobilisateur qui peut attirer des dizaines de milliers de jeunes.

142 ④ Le quatrième élément, ce sont les soins de santé. Au sens large : les soins aux personnes. Sur ce plan, beaucoup de choses ont été détruites sur notre continent au cours des trente dernières années. Nous devons les reconstruire différemment. Nous parlons d'une approche de santé préventive, loin de toute marchandisation. Ce tournant nous met en état de prévenir les épidémies avec l'aide des travailleurs de la prévention sur le terrain. Le développement est local, la vision est globale. Nous parlons également aussi de la levée des brevets sur les médicaments les plus essentiels, afin que la production et l'accès en soient garantis. Et nous voulons aussi un consortium public européen de la recherche et du développement de médicaments.



- 143 ⑤ Le logement est le cinquième élément. Les spéculateurs et un marché en surchauffe rendent le logement pratiquement inabordable pour un nombre croissant de personnes. Dans le même temps, de nombreux logements doivent être rénovés et isolés afin de les rendre plus confortables et plus efficaces sur le plan énergétique. Notre plan Red Five veut mettre sur pied un grand projet de logements cent pour cent durables, écologiques et abordables. Avec des logements sociaux modernes et avec un plan ambitieux d'isolation par un système de tiers payant. Afin que se loger ne soit plus une source de tracas financiers, mais un droit fondamental.
- 144 Les cinq éléments de notre plan Red Five peuvent créer de nouvelles activités économiques avec leur propre dynamique : des entreprises spécialisées dans les énergies renouvelables, dans l'isolation et les transports en commun, un secteur florissant de la construction et de la rénovation, des entreprises de niche pour l'assistance sociale et les soins, etc. Toutes activités qu'on ne peut pas délocaliser.
- 145 Il s'agit d'initiatives purement publiques qui fonctionneront le plus possible en dehors du marché, de la recherche du profit et de la concurrence. Le contrôle et la participation démocratique de la population, des travailleurs, des syndicats et des usagers sont fondamentaux. De cette manière, il est possible de contrer l'emprise des grands monopoles privés, de combattre la corruption, de limiter les privilèges et les arrangements entre amis.
- 146 Pour réaliser le plan Red Five à l'échelle nationale, il faut un fédéralisme d'unité, démocratique, social et humain, qui combat toutes les tendances au monopole et à l'autoritarisme. La perspective d'un plan aussi ambitieux doit être continentale, à l'échelle européenne. Nous avons besoin de cette perspective, ambitieuse et ardente.
- 147 Bien sûr, le plan Red Five ne résoudra pas les problèmes systémiques inhérents au capitalisme. Pour cela, il faut le socialisme. Il y a un lien entre les deux. Notre plan pousse dans la

direction des entreprises productives publiques dans des secteurs clés, il offre une perspective à la lutte pour de nouveaux emplois et suscite de nouvelles possibilités de lutte. La lutte pour les cinq éléments rouges du plan peut libérer, enthousiasmer et mobiliser de nouvelles forces, peut apporter un nouvel espace démocratique et un vent d'air frais et peut permettre à de nombreuses personnes d'accumuler des expériences qui sont nécessaires aussi pour réaliser le socialisme. Pour nous, le plan Red Five n'est pas un point final, mais seulement un point de départ dans le mouvement pour un Socialisme 2.0.

A stylized white number '5' is centered on a solid orange rectangular background.

Nous choisissons le plan Red Five

Nous choisissons le Socialisme 2.0

Thèses :

- ▶ Nous construisons un contre-pouvoir, contre la toute-puissance des grands monopoles
- ▶ Le capitalisme est un malade incurable
- ▶ Nous avons besoin du Socialisme 2.0 pour ancrer durablement le changement

Nous construisons un contre-pouvoir, contre la toute-puissance des grands monopoles

- 148 Jamais dans l'histoire, un groupe aussi restreint n'a eu le contrôle de la société et de la direction qu'elle prend. Cette classe dominante étend ses tentacules jusqu'aux plus hauts cercles de l'administration, de la justice et de la police, et même jusqu'au cœur des cabinets ministériels. Grâce à la politique de la « porte tournante », des personnes de premier plan issues du monde des affaires et des groupes de pression se voient confier des postes cruciaux avant de retourner aux affaires.
- 149 « J'ai gagné un gouvernement, mais pas le pouvoir », a déclaré un jour le socialiste François Mitterrand alors qu'il avait été élu président de la République française en 1981. Sous le capitalisme, les rênes du véritable pouvoir sont dans les mains des grands monopoles et de leurs lobbys. La gauche réformatrice grecque Syriza⁶⁶ l'a appris à ses dépens lorsqu'elle s'est fracassée devant la toute-puissance de l'élite financière et industrielle européenne en 2015.
- 150 Pour y arriver, il nous faut construire un contre-pouvoir, la perspective d'une autre société, le Socialisme 2.0.
- 151 La classe travailleuse est la pierre angulaire de ce contre-pouvoir. Dans notre société, la richesse est le fruit du travail de la classe travailleuse : les travailleurs et travailleuses sont les véritables créateurs de richesse de la société, comme nous l'avons aussi vu durant les nuits noires de la pandémie de covid-19. Ce ne sont pas les marchés financiers qui ont fait tourner le monde, ce n'est pas la bourse qui a fait fonctionner la société, ce n'est pas la classe des beaux parleurs

66 | Syriza a remporté une importante victoire électorale en Grèce en 2015. Elle a ensuite formé un gouvernement qui, sous le chantage de la Commission européenne, du FMI et de la Banque centrale européenne, a imposé une nouvelle politique d'austérité à la population. (Voir le chapitre 6 du livre *Au pays des profiteurs* de Peter Mertens, Éditions Solidaire, 2016.)

qui est allée au feu. Ce sont les travailleuses et travailleurs ordinaires. Celles et ceux qui vendent leur travail produisent la richesse dans notre société. C'est grâce à leur travail que grandissent chaque année le bien-être, les connaissances et les richesses. Mais le fruit de ce travail retourne de moins en moins à celles et ceux qui l'ont créé, et disparaît de plus en plus dans les caisses des grands monopoles. Cette contradiction économique est une contradiction fondamentale du capitalisme. La libération du travail ne peut être que l'œuvre de la classe travailleuse elle-même.

152 C'est loin d'être automatique. Il est important que les gens fassent le plein de confiance en leur propre force. Qu'ils sachent qu'ils sont essentiels au fonctionnement de la société. Qu'ils prennent conscience de ce qu'ensemble, avec tous les autres travailleurs, ils forment une classe dans la société : la classe travailleuse⁶⁷. Qu'ils peuvent s'émanciper eux-mêmes, en tant que classe. Que par la force de leur nombre, ils peuvent faire bouger les lignes quand ils sont en mouvement. Qu'ils peuvent diriger la société. Si la classe travailleuse reconstruit une conscience collective et développe une confiance en soi, alors beaucoup de choses sont possibles. Alors les rapports de force qui ont contraint le monde du travail à être sur la défensive pendant quarante ans pourront être inversés.

153 Dans ce récit, l'unité est un élément clé. Tout ce qui nous divise nous affaiblit. Tout ce qui nous unit nous renforce. Cela doit être la devise de la classe travailleuse, car elle est confrontée à une classe dominante qui veut la diviser et briser son identité. En mettant en concurrence travailleurs fixes, temporaires, détachés⁶⁸ et les travailleurs au chômage. En opposant jeunes et vieux, travailleurs du privé et agents

67 | Pour la composition de la classe travailleuse, voir Congrès de la solidarité (2015), page 245 et suivantes.

68 | Il s'agit de travailleurs qui travaillent pour une entreprise à l'étranger et qui sont temporairement employés dans une entreprise en Belgique (par exemple, ouvriers portugais de la construction).

des services publics. En cherchant à scinder les gens sur base de leur origine, de leur couleur de peau, de leur religion ou de leur sexe. En propageant le virus du racisme et du nationalisme. Notre classe est la classe travailleuse. Notre langue est celle du travail et de la solidarité. Notre force réside dans notre unité.

154 Le monde politique s'enlise toujours plus et mène une politique à la mesure des grands monopoles privés. Les grandes entreprises pharmaceutiques, les géants de la haute technologie, les conglomérats privés de l'énergie et les grandes banques renforcent leur emprise économique au fil des crises, comme nous en avons encore été témoins récemment. En même temps, ils réclament davantage de pouvoir politique, afin de façonner les politiques selon leurs souhaits. C'est une démocratie pour les grands monopoles privés, pas pour la classe travailleuse, ni pour la jeunesse, ni pour les petits indépendants, ni pour les différents peuples de cette planète.

155 Le contre-pouvoir ne peut que l'emporter, s'il se tourne vers l'avenir. Il n'y a pas de place pour la nostalgie, pour la mentalité du « c'était mieux avant ». Il y a un monde à gagner et il se trouve dans l'avenir. Quiconque veut gagner l'avenir doit être capable d'enthousiasmer la jeunesse, de la mettre en mouvement. Les jeunes se heurtent au capitalisme et à la toute-puissance des monopoles. Lorsque le virus s'est répandu sur la planète, la jeunesse a été oubliée, niée ou simplement réprimée. Restez chez vous et écoutez, c'était le mot d'ordre. Au même moment, les Amazon et Bol.com encaissaient des profits gigantesques, sur le dos de centaines de milliers de jeunes, de livreurs, de réassortisseurs, aux mini-salaires et quasiment sans protection. La jeune génération sera aussi la génération qui subira le plus les conséquences du réchauffement climatique. Elle est également en sursis dans le domaine de la démocratie, car la jeune génération est rendue invisible, inaudible, elle est tenue à l'écart.

6

Nous choisissons le Socialisme 2.0

- 156 Évidemment, beaucoup de jeunes ouvriers et ouvrières, élèves et étudiants aspirent ardemment à un changement radical de société. La jeunesse remet en doute toutes les certitudes actuelles, parce que le présent ne lui offre aucun avenir. Pour détourner cette révolte potentielle, des mouvements de jeunes radicaux d'extrême droite, des intégristes religieux et complotistes essaient de capter les jeunes pour leurs projets de société rétrogrades et arriérés.
- 157 C'est au contre-pouvoir libérateur de gagner l'énergie, la créativité et l'espoir de la jeunesse à une cause positive et enthousiasmante : la construction d'une autre société, solidaire et démocratique, une société socialiste. Le monde aspire à une telle société. Aux États-Unis d'Amérique, en plein cœur du capitalisme, il y a aujourd'hui autant de jeunes qui croient en un avenir socialiste qu'en un avenir capitaliste⁶⁹. Les moyens de communication extrêmement rapides, l'internationalisation des lieux de travail (particulièrement dans les secteurs à bas salaires) et la diversité de la population dans les grands centres urbains ont permis à une partie de la jeune génération de grandir dans un cadre plus international que les précédentes. Cela peut aider les jeunes à internationaliser l'ensemble du contre-pouvoir. La solidarité internationale est une solidarité de la jeunesse. Nous l'avons constaté dans les mouvements de lutte contre le sexisme et le racisme, dans les grèves mondiales pour le climat réclamant une transition climatique sociale et juste, dans les mouvements pour le salaire minimum chez McDonald's et dans la lutte contre la précarité du travail chez Amazon et Deliveroo.
- 158 Nous voulons construire un contre-pouvoir dont la classe travailleuse est le moteur. Il est essentiel pour la classe travailleuse de tendre la main aux jeunes et de leur donner un rôle clé dans le processus de changement. Mais il existe, dans le capitalisme actuel, encore beaucoup d'autres couches

69 | Gallup, « Socialism as Popular as Capitalism Among Young Adults in US » (Le socialisme aussi populaire que le capitalisme chez les jeunes adultes aux États-Unis), 25 novembre 2019.

de la population, qui sont étouffées par la toute-puissance économique et politique des grands monopoles privés. Les petits indépendants ont la tête sous l'eau à cause d'une politique taillée à la mesure des monopoles. C'est aussi le cas des créateurs, des artistes et des travailleurs de la culture. Une classe travailleuse qui veut construire un contre-pouvoir tend la main à la classe moyenne indépendante. Elle tend la main aux agriculteurs, qui sont asphyxiés par la toute-puissance des monopoles agricoles. Ainsi qu'à toutes les autres couches de la population qui ont un monde à gagner, telles que les étudiants et les intellectuels. Un contre-pouvoir se construit en établissant une convergence progressiste avec toutes ces couches, pour contrer l'hégémonie des grands monopoles.

Le capitalisme est un malade incurable

- 159 Lorsque le moteur d'un système est structurellement cassé, une solution durable ne peut être trouvée que dans un changement de système. On peut certes faire des réparations ici et là, mettre du carburant en plus dans le moteur ou remplacer quelques pièces. Mais nous savons que le moteur s'esoufflera à nouveau si le capital continue de s'accumuler entre les mains d'une poignée de personnes et nous savons que cela nous conduira à de nouvelles crises, avec des conséquences énormes pour les gens et la planète.
- 160 Sous le capitalisme, ce sont toujours les intérêts privés qui contrôlent le capital et qui déterminent où et combien on investit. Pour ces grands et puissants intérêts privés, l'État a un rôle central : huiler les rouages de la machine à profit et garantir l'ordre et l'autorité du système de profit. C'est une illusion de penser que le capitalisme peut avoir pour point de départ les besoins des gens ou la durabilité de la planète. Au contraire, les lois économiques font qu'il est guidé par une concurrence aveugle et une accumulation effrénée du capital.

- 161 Il y a une maladie incurable dans ce système : la baisse du taux de profit. La logique de la concurrence oblige les propriétaires du capital à remplacer autant que possible le travail manuel par des machines — aujourd'hui, il s'agit principalement de robots et d'intelligence artificielle. Pourtant, le travail vivant est la seule source de valeur nouvelle. Le système tente alors de compenser la perte de revenus en allongeant les journées de travail avec une ultra-flexibilité, ou en réduisant les salaires, ou encore en se réfugiant dans les profits rapides du monde financier et de la spéculation. Ces remèdes ne résolvent pas le problème. Au contraire, ils portent en eux les germes de nouvelles crises.
- 162 Sans aucun doute, à court terme, on pourra convaincre les grands groupes capitalistes d'investir dans les secteurs d'avenir par les subsides attractifs des plans d'investissement. Mais cela ne résoudra pas grand-chose. Il est probable que la plupart des secteurs traditionnels continueront à souffrir des effets de la crise du coronavirus, à partir d'une situation qui était déjà inquiétante en 2019. Pendant ce temps, les dettes des entreprises privées atteignent des niveaux record dans presque tous les pays. Si les États décident de mettre fin à leur aide d'urgence, des entreprises risquent la faillite ou une restructuration majeure. Et tôt ou tard, les gouvernements reviendront à leur régime d'austérité pour alléger les dettes publiques.
- 163 Nous dirigeons-nous vers une courte reprise avant une nouvelle chute plus profonde ? Ou une brève relance avant une longue stagnation ? Ou un grand krach économique à court terme ? Cela peut aller dans différentes directions. Il est clair que ce système est mortellement malade, qu'il n'offre pas d'avenir, ni pour ceux qui produisent la richesse ni pour la planète et pour la nature.
- 164 Les paroles de *l'Internationale*, qui affiche aujourd'hui fièrement ses 150 ans, résonnent : « Du passé faisons table rase ». Notre société ne peut continuer à être basée sur la concurrence, l'accumulation du capital et l'égoïsme froid. Ce dogme

a largement dépassé sa date de péremption. L'heure du socialisme a sonné.

Nous avons besoin du Socialisme 2.0 pour ancrer durablement le changement

- 165 Le progrès ne tombe pas du ciel. Le progrès, il faut le conquérir, centimètre par centimètre. La classe travailleuse a dû conquérir chaque miette, chaque pain, chaque rose par la lutte. Et chaque avancée est importante, car elle donne plus d'oxygène à la classe travailleuse, plus d'espace pour s'organiser mieux, avec plus de force, contre le pouvoir et pour tisser une convergence progressiste avec toutes les forces antimonopolistes.
- 166 Nous cherchons constamment des moyens d'action capables d'éveiller autant de gens que possible, de les mobiliser, de les enthousiasmer et de les mettre en mouvement. Parce que nous savons que la compréhension et la conscientisation grandissent à travers la lutte et les perspectives. Et qu'à ces moments-là, l'histoire peut s'accélérer et que beaucoup de gens sont alors capables de se dépasser et d'abandonner d'anciens préjugés. Dans la lutte grandit l'unité. C'est l'objectif de notre plan Red Five.
- 167 Nous savons également que, sous le capitalisme, chaque réforme, chaque avancée n'est que temporaire et fera l'objet de pressions constantes. Chaque miette, chaque pain et chaque rose doit être défendu, encore et encore. Cette lutte se joue sur différents terrains : celui du progrès social, des droits démocratiques, du climat, de la solidarité internationale, de la paix, de l'antifascisme, de l'antiracisme et de l'égalité des genres. Dans tous ces domaines, les mouvements d'émancipation se heurtent aux limites tracées par le système. Plus profonde est la volonté des différents mouvements de concrétiser leurs rêves de progrès social et de justice, plus ils se heurtent à ces limites du système capitaliste. Si l'on veut obtenir un développement social et

6

Nous choisissons le Socialisme 2.0

démocratique, profond et durable, sur tous ces terrains, le socialisme est indispensable. Pour réaliser le socialisme, le contre-pouvoir devra devenir le pouvoir, ce qui implique un bouleversement total de la situation actuelle. Le socialisme est nécessaire pour ancrer durablement le changement, pour faire des problèmes des gens et de l'environnement la priorité, pour donner les commandes de la société à celles et ceux qui créent la richesse.

168 Dans notre Congrès de solidarité de 2015, nous avons exposé notre vision du Socialisme 2.0 ⁷⁰. Le socialisme, c'est : une société émancipatrice, sans exploitation de l'homme par l'homme. Le socialisme implique l'abolition des guerres, l'arrêt de la destruction de notre environnement et de nos ressources naturelles, la fin de l'oppression. Le socialisme, c'est : replacer les piliers essentiels de la société dans les mains de la collectivité et éradiquer la pauvreté et le chômage. Le socialisme, c'est : faire des richesses naturelles de la planète et des connaissances humaines des biens communs. C'est planifier la production en fonction des besoins de la population et des capacités limitées de la planète. C'est mettre les technologies au service du bien-être des travailleurs et travailleuses et non de leur exploitation. Le socialisme, c'est : donner aux gens le droit de décider de leur propre sort. C'est organiser une participation réelle des travailleurs et travailleuses aux questions essentielles de l'organisation de la société, à tous les niveaux : dans le quartier, dans l'entreprise, dans la région et dans le pays. C'est la liberté de penser, d'écrire, de s'exprimer, de créer, de se montrer. Le socialisme, c'est : garantir le bien-être matériel et l'accès à l'éducation et à la culture pour toutes et tous. C'est une société qui bannit le racisme, le sexisme et toute forme de discrimination. Le socialisme, c'est : offrir une vie heureuse aux enfants et une vie digne aux personnes âgées.

70 | Également disponible sous forme de brochure séparée : *Socialisme 2.0, un monde à l'échelle humaine*, Bruxelles, Éditions PTB.

169 Le Socialisme 2.0 est notre alternative à un monde où l'être humain passe avant le profit, un monde qui fonctionne à mesure humaine.



Congrès
de l'unité
2021

Partie II

Notre colonne vertébrale

Huit thèses sur le parti
de la classe travailleuse,
le parti de la jeunesse,
l'organisation du parti
et la communication
du parti

170 Le Congrès de l'unité se situe dans le cadre des orientations que nous avons élaborées au Congrès du renouveau de 2008 : un parti de principes, un parti souple, un parti de travailleurs. Principes et souplesse en même temps : cette relation a été développée. « Nous ne voulons pas seulement avoir raison, nous voulons convaincre », dit-on dans les textes du Congrès du renouveau. Le parti n'est plus un parti de cadres, mais est devenu un parti de masse, avec une double orientation en ce qui concerne les membres. Il y a le noyau organisé dans les groupes de base. Et il y a autour le large cercle de membres consultatifs. Le noyau vieillissant du parti s'est élargi et s'est renouvelé. Dans la période qui a suivi le Congrès du renouveau, on s'est mis à construire de nouvelles directions provinciales, de nouveaux départements et de nouvelles organisations de jeunes, et la professionnalisation nécessaire de la communication, de l'administration des membres et de l'organisation a eu lieu.

171 Cette approche a porté ses fruits.

	membres	groupes de base	résultats électoraux ⁷¹	parlementaires ⁷²	mandataires locaux ⁷³
2003	800	80	20.825	-	5
2008	2.800	120	56.157	-	15
2015	8.500	280	271.276	8	52
2021	24.000	400	584.621	43	169

172 Entre-temps de nouveaux défis se présentent. Un parti révolutionnaire qui bouge, qui se développe et devient plus grand se retrouve dans le collimateur du système. C'est une constante dans l'histoire du mouvement ouvrier. Dans la bataille pour les cœurs et les esprits, on tire à boulets rouges

71 | Résultats nationaux à la Chambre des élections de 2003, 2007, 2014, 2019.

72 | En 2019 : Parlement européen : 1 ; Chambre des représentants : 12 ; Sénat : 5 ; Parlement flamand : 4 ; Parlement wallon : 10 ; Parlement bruxellois : 11 ; Parlement de la Communauté française : 13.

73 | En 2018 : 43 élus à 21 conseils communaux ou de district en Flandre, 36 élus à 7 conseils communaux à Bruxelles et 78 élus à 16 conseils communaux en Wallonie. En outre, 12 conseillers provinciaux.

sur les partis communistes. Avec des campagnes de calomnies, de semi-vérités et de vrais mensonges, un boycott des médias et des menaces de couper l'accès aux médias sociaux.

173 On veut que ces partis s'intègrent au système, comme tous les autres. On agite la carotte, on veut conclure des petits arrangements, on promet des avantages par-ci et l'accès aux salons feutrés par-là. C'est ainsi qu'on a fait rentrer dans le rang le Parti ouvrier belge (POB), l'ancêtre du Parti socialiste : il est passé d'un parti ouvrier autonome qui tendait vers le socialisme à un parti qui depuis un siècle participe à la gestion du capitalisme, du colonialisme et de l'impérialisme. Si la méthode de la carotte ne marche pas, il y a le bâton. On va alors noircir le parti. On essaie alors de l'isoler de la classe travailleuse, de le faire agoniser comme un poisson échoué hors de l'eau. Le plus souvent, on utilise les deux tactiques ensemble, la carotte et le bâton. C'est ce que nous voyons d'ailleurs aujourd'hui. D'un côté on accentue la pression pour que notre parti « marche au pas » et qu'il vote comme les autres les pouvoirs spéciaux et les lois pandémie, les résolutions guerrières et les aventures de l'OTAN, et les condamnations de tous ceux qui résistent à la domination capitaliste. On veut que le parti participe sans principes au pouvoir et devienne un nouveau Syriza. Et si ça ne marche pas, on noircit le parti.

174 Il faut une solide colonne vertébrale marxiste pour tenir droit. Et ça, nous l'avons et nous pouvons en être fiers. Celui qui travaille à l'émancipation et à la libération du travail doit naviguer à contre-courant. C'est quelque chose qu'il faut apprendre et qu'il faut oser. Tout navigateur le sait : pour remonter contre le vent, il faut louvoyer⁷⁴ sans pour autant perdre sa route. Cela veut dire : la tactique ne doit jamais avoir la main sur la politique. Elles vont toujours de pair, politique et tactique, mais la politique est l'élément principal.

74 | Prendre des détours pour atteindre un but.

Quatre orientations principales pour les années à venir

- 175 Diriger un parti de 400 groupes de base et de 24 000 membres, c'est autre chose que de diriger un petit parti. Pour l'émancipation et la libération du travail, il est d'importance vitale que le PTB reste ferme sur les principes, avec une solide colonne vertébrale marxiste, comme on l'a affirmé au Congrès du renouveau. Et que nous devenions aussi véritablement le parti de la classe travailleuse.
- 176 Pour affronter ce défi, nous définissons dans la deuxième partie du Congrès de l'unité quatre orientations principales pour les prochaines années : devenir le parti de la classe travailleuse, devenir le parti de la jeunesse, être un parti organisé, être un parti communicateur. Tel quel, ça ne dit peut-être pas grand-chose. Pour rendre tout ça plus clair, nous formulons pour chaque thème deux thèses claires. Avec ça, chacun dans le parti, de haut en bas, peut se mettre au travail.
- 177 Parti de la classe travailleuse :
- ▶ Nous voulons que les ouvrières et les ouvriers prennent une place centrale dans le parti, de haut en bas.
 - ▶ Nous voulons axer notre travail sur l'édification de bases de lutte dans l'industrie.
- Parti de la jeunesse :
- ▶ Nous voulons consciemment donner aux jeunes une place dans le parti, de haut en bas.
 - ▶ Nous voulons aider avec tout le parti à développer les trois organisations de jeunes.
- Parti organisé :
- ▶ Nous voulons doubler le nombre de membres organisés.
 - ▶ Nous voulons organiser les membres de groupe de manière durable.
- Parti communicateur :
- ▶ Dans notre communication, nous voulons mettre l'accent sur la sensibilisation.
 - ▶ Nous voulons être à l'avant-garde des médias digitaux et des médias sociaux.

178 Ce sont huit thèses claires sur lesquelles nous pouvons organiser la discussion dans l'ensemble du parti. Tout le monde peut comprendre ces thèses. Chacun peut contribuer à la réflexion sur ce que ça signifie pour son groupe de base ou pour sa pratique.

Parti de la classe travailleuse

Thèses :

- ▶ Nous voulons que les ouvrières et les ouvriers prennent une place centrale dans le parti
- ▶ Nous voulons axer notre travail sur l'édification de bastions de lutte dans l'industrie

Du parti du travail au parti des travailleurs et des travailleuses

- 179 Comme parti, nous avons une identité de classe. Le parti veut être le représentant de la classe travailleuse⁷⁵ et le moteur du large mouvement d'émancipation pour le Socialisme 2.0. Le PTB joue aujourd'hui un rôle clé dans la mobilisation, l'organisation et la sensibilisation de la classe travailleuse de notre pays. Personne ne peut l'ignorer.
- 180 Nous voulons faire du parti un parti où la classe travailleuse se sent chez elle. Nous voulons que les ouvrières et les ouvriers prennent une place centrale dans le parti, à tous les niveaux. Nous parlons en particulier de la couche des ouvrières et des ouvriers⁷⁶ parce que cette couche représente 60 % de la classe travailleuse mais est complètement sous-représentée dans la direction du parti. Les ouvriers et les ouvrières sont particulièrement présents dans les grandes chaînes de production et les secteurs clés⁷⁷, mais aussi dans des secteurs comme le commerce⁷⁸, le nettoyage, les titres-services, la logistique, etc. Ils sont les premières victimes du chômage et leur espérance de vie en bonne santé est largement inférieure à celle du reste de la classe.

75 | Par classe travailleuse, nous parlons — grosso modo — de l'ensemble de la population qui travaille pour un salaire. Dans le texte du Congrès de la solidarité, nous avons publié de manière plus précise une « structure sociale de la société belge » plus précise. (Congrès de la solidarité 2015, p. 239-255.)

76 | Chaque définition ou caractérisation a un côté arbitraire. Mais il s'agit — pour l'essentiel — de la couche des salariés au sein de la classe travailleuse qui n'a pas de diplôme de l'enseignement supérieur. Il ne s'agit donc pas seulement de salariés ayant le « statut » d'ouvrier. Cette définition inclut également les salariés ayant le statut d'employé, ou les fonctionnaires, qui n'ont pas de diplôme de l'enseignement supérieur.

77 | Voir partie 3 de ce chapitre « Priorité à l'édification de bastions de la lutte sociale ».

78 | Par exemple, chez Brico : sur 1 505 équivalents temps plein, 1 237 sont titulaires au maximum d'un diplôme du secondaire, soit 82 % du personnel de l'entreprise.

- 181 Nous sommes le parti de la classe travailleuse, mais nous ne réussissons pas suffisamment à donner aux ouvrières et aux ouvriers une place centrale. Il y a, par exemple, beaucoup trop peu d'ouvrières et d'ouvriers dans la direction du parti. Ou encore, le fonctionnement du parti est encore trop souvent dominé par une certaine « culture intellectuelle ». De même, nous faisons trop souvent du sur place dans la construction de bastions dans le monde du travail ou dans le développement de la lutte sociale. Nous hésitons aussi trop souvent à affirmer notre profil de classe, alors que nous devrions en être fiers.
- 182 Le défi de devenir le parti de la classe travailleuse n'est pas nouveau. Le parti est issu du mouvement étudiant de Mai 68. Il a été fondé pour l'essentiel par de jeunes intellectuels révolutionnaires qui ont consacré toute leur énergie à l'édification d'un nouveau parti communiste dans notre pays. Tandis que de nombreuses autres organisations de cette époque faisaient naufrage, le PTB a tenu bon et c'est unique en Europe. Nous devons ça aux solides fondations posées par les pionniers du parti. Mais nos origines estudiantines continuent à peser sur le parti. Au Congrès du renouveau de 2008, nous nous sommes posé la question : « Comment assurons-nous que nous ne soyons pas seulement le parti du travail, mais devenions aussi le parti des travailleurs et des travailleuses ? ». Des progrès ont été réalisés et le parti sait comment enthousiasmer et mobiliser des dizaines de milliers de travailleuses et travailleurs. Mais cette question n'est toujours pas résolue aujourd'hui.
- 183 Quels facteurs donnent à un parti révolutionnaire un caractère ouvrier ? Nous nous inspirons de l'expérience et l'œuvre d'Álvaro Cunhal, le dirigeant historique du Parti communiste portugais (PCP). Cunhal a été en prison sous la dictature de Salazar et a dirigé le PCP après la Révolution des œillets qui a libéré le Portugal du fascisme en 1974. Dans le livre *Le parti en toute transparence*⁷⁹, Cunhal décrit ses expériences. Il y a

79 | Álvaro Cunhal, *Le parti en toute transparence*, Paris, Éditions Delga, 2013.

pour lui six points essentiels qui donnent au parti un caractère ouvrier :

- 184 a la vision du monde du parti : le marxisme ;
- b l'objectif du parti : le socialisme ;
- c la composition sociale du parti : garantir qu'à tous les niveaux, les travailleurs et travailleuses forment la majorité ;
- d la structure organisationnelle du parti : donner la priorité aux groupes de base du monde du travail ;
- e l'action publique du parti : priorité à l'organisation et à la lutte de la classe travailleuse ;
- f les porte-paroles et l'identité du parti : porte-paroles de la classe travailleuse et profil de classe du parti.

185 Bien sûr, la vision du monde du parti (le marxisme) et le but du parti (le socialisme) sont deux piliers essentiels du caractère de classe de notre parti. Sans l'idéologie émancipatrice du marxisme et sans l'objectif libérateur du socialisme, il ne peut y avoir de caractère de classe. Mais certains camarades pensent qu'il suffit d'avoir ces deux éléments. C'est erroné, comme notre propre histoire nous l'a appris. La composition sociale du parti aussi doit être ouvrière, à tous niveaux. Il faut donner priorité à l'action dans le monde du travail ; il faut donner priorité aux grandes chaînes de production et aux secteurs clés ; il faut que l'identité du parti soit ouvrière. Les six éléments forment un ensemble, interagissent l'un avec l'autre et se renforcent l'un l'autre.

Une place centrale aux ouvrières et aux ouvriers dans l'ensemble du parti

186 Nous avons trop peu de cadres ouvrières et ouvriers. Bien trop peu. Nous le voyons à tous les niveaux. La grande majorité de nos cadres, des collaborateurs salariés et autres sont diplômés de l'enseignement supérieur. Les ouvriers et les ouvrières sont l'exception. Bien sûr, comme parti nous avons besoin de beaucoup d'intellectuels, mais le parti doit être une fusion entre ouvriers et intellectuels. Dans cette fusion,

la culture et le style ouvriers doivent devenir dominants dans le parti. Et pas l'inverse.

Changer la composition sociale de la direction

187 Il est crucial pour l'avenir du parti que nous formions et gagnions plus d'ouvriers et d'ouvrières comme cadres. Et que nous éli-sions les meilleurs d'entre eux dans les organes de direction du parti. À commencer par le Conseil national et les conseils provinciaux. Nous fixons pour cela un quota: au minimum un membre sur cinq du Conseil national et des Conseils provin-ciaux doivent être des ouvriers ou des ouvrières.

188 Nous avons besoin de cadres ouvriers pour diriger et inspi-rer l'ensemble de la classe travailleuse. Nous avons besoin de leurs connexions avec la classe. Nous avons besoin de leur situation de classe et de leur position de classe⁸⁰, de leur fierté de classe, de leur combativité, de leur révolte et de leur approche de la politique et de la tactique sur le lieu de travail, dans le syndicat et dans la lutte de classes. Sans cadres ouvriers, nous ne parviendrons pas à combattre les idées racistes et nationalistes et à faire reculer l'extrême droite. Nous avons aussi besoin de collectivisme, de solida-rité, de discipline et de sens de l'organisation. Ce sont des points forts dont nous avons besoin beaucoup plus à tous les niveaux du parti, à commencer par le Conseil national, mais aussi dans les conseils provinciaux et les provinces, dans les directions de département et les départements.

189 « Quand je donne cours à l'école de cadres ouvriers, les par-ticipants me disent que ça les renforce dans leur confiance

80 | - Il y a une différence entre origine de classe, situation de classe et position de classe :
- Origine de classe : la classe dont on est issu, la famille et le milieu où on a grandi.
- Situation de classe (ou « position matérielle ») : objectivement : profession, ce que l'on fait, la place objective dans la société de classes.
- Position de classe : subjectivement : les positions que l'on adopte, l'attitude que l'on prend dans la lutte de classes.

qu'eux aussi peuvent devenir cadres. », dit une cadre ouvrière du parti. « "Si toi tu le peux, alors moi aussi", me disent les camarades ». C'est comme ça.

- 190 « Sans l'intervention du seul cadre ouvrier de notre direction journalière provinciale, nous n'aurions pas pris en main sérieusement la lutte contre la taxe kilométrique élitiste. Il a des connexions avec les travailleurs et c'est sa position de classe qui nous a fait réagir. Le reste de la direction raisonnait principalement en fonction des couches plus intellectuelles de la classe travailleuse », explique une camarade de la direction du parti de Bruxelles.
- 191 Participer aux organes de direction du parti, cela signifie aussi que nous voulons donner la possibilité à des cadres ouvriers de devenir permanents du parti, à temps partiel ou à temps plein. Les ouvrières et les ouvriers doivent se sentir à la maison dans nos structures. Notre fonctionnement et notre culture de parti doivent s'ajuster à la classe et pas le contraire.

Combattre les 101 mécanismes

- 192 Celui qui vient d'une famille ouvrière grandit dans une société de classes qui discrimine les ouvriers et leurs enfants, les sous-estime et les méprise. « Dans cette société, tu n'apprends pas à être cadre, on t'apprend à te soumettre », dit une cadre ouvrière. « À partir de l'école primaire, on te fait clairement sentir que tu es un enfant d'ouvrier, un nul, que tu ferais bien d'aller travailler le plus tôt possible. Pour nous, il n'y a pas de liberté de choix. » « C'est une société de classes et c'est quelque chose qu'on sent physiquement », dit un autre cadre ouvrier. « On nous apprend à travailler et à fermer notre gueule, au point qu'on intériorise ça et qu'on se sent soi-même inférieur. » Le parti ne peut pas être un véritable parti de la classe travailleuse s'il ne voit pas ces discriminations, s'il ne les signale pas et ne les combat pas activement.

- 193 Il y a cent et un mécanismes qui font que les ouvrières et ouvriers sont sous-représentés dans la direction du parti et que les intellectuels y sont surreprésentés. Il s'agit de s'attaquer résolument à ces mécanismes, à tous les niveaux, dans l'ensemble du parti. « Je suis maintenant cadre du Parti du Travail, mais pas encore du Parti des Travailleurs », dit un cadre ouvrier.
- 194 Il y a d'abord les mécanismes liés au fonctionnement du parti. Il existe une tendance tenace à l'entre-soi chez les intellectuels. Cela s'exprime dans plein de petites choses quotidiennes. L'embauche de nouveaux collaborateurs, la survalorisation du diplôme, la présentation d'une réception de Nouvel An ou d'un meeting, les groupes d'amis (fêtes, vacances...) qui se forment, la place des ouvrières et ouvriers à l'affiche de ManiFiesta, la représentation du parti à une activité et bien d'autres choses encore.
- 195 Parfois, nous voyons aussi une certaine attitude élitiste, une attitude qui sous-estime et sous-utilise systématiquement les qualités et potentialités des ouvrières et des ouvriers : « On reconnaît plus facilement les qualités des intellectuels que celles des ouvriers. Nos syndicalistes ouvriers font cependant beaucoup de politique et de tactique à l'usine et dans le syndicat, pour unifier la classe et la diriger. Sans ces qualités spécifiques, on ne peut pas édifier à l'usine un bastion de résistance. Nos ouvrières et ouvriers ont beaucoup de choses à dire intéressantes et importantes pour le parti, même s'ils écrivent des notes bien plus courtes que celles des intellectuels. »
- 196 Un autre camarade ajoute « D'un côté, il y a une tendance à exiger plus des ouvriers que des intellectuels. On les juge sur la base de critères intellectuels, écrire de "bonnes notes", par exemple. On ne les juge pas sur leurs propres points forts, sur ce qu'ils font. et ce qu'ils apportent. » D'un autre côté, on ne demande pas à des camarades ouvriers de faire certaines tâches et on ne le leur apprend pas, en pensant que c'est plus facile avec des intellectuels, qui seraient « directement

opérationnels ». C'est une attitude élitiste des intellectuels à l'égard des ouvriers. »

197 Il y a aussi un certain « ouvriérisme ». Il est tout aussi nuisible. L'ouvriérisme, c'est flatter les ouvrières et les ouvriers, leur dire ce qu'ils aiment entendre. C'est travailler superficiellement avec les ouvrières et les ouvriers parce qu'on a peur de la discussion et de la lutte, c'est refuser de former des ouvrières et des ouvriers à devenir communistes : « Quand un ouvrier a des problèmes idéologiques, on accepte facilement des excuses. On n'intervient pas et on évite la discussion qui peut pourtant faire progresser le camarade. Il s'agit de deux poids et deux mesures. On traite les intellectuels autrement que les ouvriers. » L'ouvriérisme c'est ne faire aucune critique. Mais des raisonnements du type « ce que fait ce camarade, c'est déjà fantastique », ça ne fait avancer personne. Un jeune camarade ouvrier témoigne combien l'ouvriérisme est nocif : « À mon arrivée dans le parti, j'ai senti l'ouvriérisme qu'il y avait chez certains intellectuels du parti et ça ne m'a pas aidé. Je me rappelle de quelques moments où je faisais vraiment le malin avec certains camarades intellectuels car j'étais ouvrier. Mais ça ne me faisait progresser en rien, juste attraper la grosse tête ».

198 Tant l'attitude élitiste envers les ouvriers que « l'ouvriérisme », ce sont les deux faces de la même pièce. Ils expriment tous les deux l'incapacité ou le manque d'ambition de faire progresser les ouvrières et ouvriers dans le parti. Certains cadres reculent devant les efforts pour former des cadres ouvriers. En oubliant tout les efforts que le parti a mis en œuvre pour les former eux-mêmes comme cadres.

L'école Jan Cap et autres mesures

199 Le parti est crucial pour la formation, la transformation, l'instruction et l'accompagnement. « Dans le capitalisme, on ne t'apprend pas à devenir cadre. Tu apprends à la fermer. C'est dans le parti que j'ai appris à devenir cadre », témoigne une cadre ouvrière. « Tout ce que j'ai appris, c'est dans le parti

que je l'ai appris : tenir un agenda, utiliser un ordinateur, établir un ordre du jour, diriger une réunion, identifier les différentes positions dans une discussion, en faire la synthèse et un compte-rendu, rédiger un communiqué de presse, ce qui est de gauche ou de droite dans la lutte de classes, prendre la parole à un congrès syndical et bien d'autres choses. »

200 Le parti est une école pour tous ses membres, sur beaucoup de plans de la vie. Le parti est aussi le chez-soi des meilleures forces du monde du travail, qui se reconnaissent dans le parti et contribuent à le modeler selon leur classe. Dans le livre *Gaby Colebunders : Het verzet van een vakbondsman*⁸¹ (Gaby Colebunders : la résistance d'un syndicaliste), Gaby Colebunders raconte son parcours. Chacun de nos cadres ouvriers a un parcours unique. Tous ces parcours font partie intégrante de l'identité du parti. Ils peuvent servir d'inspiration pour la formation des cadres ouvriers.

201 Nous avons fondé une école Jan Cap, une école de cadres pour ouvrières et ouvriers, à laquelle nous avons donné le nom du grand dirigeant ouvrier et syndicaliste des chantiers navals de Boel à Tamise (en Flandre orientale). L'école Jan Cap doit stimuler à progresser. « J'ai fait connaissance avec d'autres ouvriers et ouvrières en formation. Cela m'a mis plus à l'aise. Ça donne confiance. Ça a renforcé mon engagement idéologique », dit un cadre ouvrier. « J'ai appris à mieux analyser les choses et à distinguer stratégie et tactique. J'en ai tiré une plus grande confiance en moi et la conscience que je peux élever mon sens des responsabilités. Depuis l'école, je peux mieux gérer la critique et l'autocritique. Dans cet apprentissage, le coaching a été très important », rapporte un autre cadre ouvrier.

202 Nous voulons continuer à étendre et faire évoluer l'école Jan Cap. Nous voulons que l'école colle à la réalité et à la pratique des participants. Nous voulons que la mobilisation

81 | Peter Franssen, *Gaby Colebunders : Het verzet van een vakbondsman*, EPO, 2014.

pour l'école soit au centre de tous les plannings des provinces et que les membres des conseils provinciaux prennent au sérieux le coaching des participants. L'école Jan Cap est l'école de formation centrale. Elle doit devenir l'aboutissement d'une chaîne dans la formation : identifier les ouvriers d'avant-garde et en priorité les plus jeunes, un cycle d'engagement et des Ateliers Marx pour ouvriers, la formation des présidents de groupe ouvriers, les formations de cadre dans les provinces avec cinq à dix ouvriers et au bout du compte l'école Jan Cap nationale. C'est là que nous voulons en arriver. Une chaîne complète qui comprend tant la formation politique et idéologique que certaines compétences (informatique, tenir un agenda, écrire, faire une synthèse...).

Des dirigeants intellectuels au service de la classe travailleuse

- 203** La composition sociale des structures du parti nous oblige à des efforts délibérés pour veiller à ce que nos cadres et collaborateurs salariés se lient effectivement à la classe travailleuse et en particulier aux couches ouvrières de la classe. En premier lieu, la composition sociale doit changer. Qu'il s'agisse de nouveaux permanents, de collaborateurs de l'appareil, des départements ou de secrétariat, nous voulons veiller à ce que les ouvrières et ouvriers en constituent le noyau. Parce que nous en avons besoin.
- 204** Autour de ce noyau, nous voulons rassembler l'ensemble de la classe et établir une convergence progressiste avec d'autres couches de la société contre le pouvoir absolu des grands monopoles privés. Établir cette convergence avec les jeunes et les étudiants, avec les petits indépendants et les agriculteurs, avec les travailleurs de la culture et les intellectuels, cela exige de nombreuses capacités. C'est à la classe travailleuse de diriger ce processus. Mais bien entendu, nous avons aussi besoin de membres et de cadres intellectuels, pour participer à l'ensemble de la lutte sociale; pour maîtriser et appliquer le savoir et la science au service du mouvement de libération; pour aider à comprendre et être utile

dans l'ensemble des défis stratégiques et dans la lutte pour le Socialisme 2.0. Nous avons besoin d'études de haut niveau, de révélations sur tous les terrains de la vie ou de spécialisations professionnelles dans de nombreux domaines.

- 205 Pour des intellectuels communistes, il est crucial qu'ils sachent s'adapter au caractère ouvrier du parti et apprennent à voir le monde à travers les luttes, les difficultés, les aspirations et les émotions de la classe travailleuse.
- 206 Nous voulons que tous les cadres — cadres ouvriers et cadres intellectuels — nouent de bons rapports avec les ouvrières, ouvriers et syndicalistes d'avant-garde dans le parti et autour. Qu'ils apprennent d'eux mais aussi qu'ils les fassent progresser. Chaque membre du Bureau du parti, chaque membre du Conseil national et chaque membre des conseils provinciaux devrait faire ça. On ne peut pas être un cadre communiste sans liens personnels avec la classe travailleuse. Et c'est d'abord la responsabilité de chaque cadre de prendre ce défi en main. Au service de la classe travailleuse et du socialisme, c'est notre devise à tous.

Priorité à l'édification de bastions de lutte

7

- 207 L'augmentation de notre impact dans la lutte de classes est indéniable, au désespoir d'organisations comme la FEB⁸² ou l'UWE⁸³. Le parti compte un grand nombre d'ouvriers et ouvrières déterminés et d'excellents délégués syndicaux. En politique, nous prenons la balle au bond, nous donnons des munitions politiques et apportons des réponses. De larges couches de la classe travailleuse nous reconnaissent comme force politique importante et nous avons des porte-paroles portés par la classe. Ce sont des avancées indéniables. Cependant, le nombre de membres organisés dans nos

82 | Fédération des entreprises de Belgique.

83 | Union wallonne des entreprises.

sections d'entreprise n'a que légèrement augmenté depuis 2015. C'est un progrès trop modeste, surtout en comparaison de la croissance du reste du parti dans la même période.

208 « Le premier défi reste donc : comment transformer des dizaines de grandes chaînes de production dans l'industrie manufacturière et des secteurs clés en véritables bastions de la lutte sociale ? », avons-nous déclaré à notre Congrès de la solidarité (2015). Pourquoi avons-nous affirmé ça ? Parce qu'il s'agit du cœur économique du système capitaliste où la richesse est produite. Et parce que « notre histoire sociale nous apprend que c'est souvent dans les grandes chaînes de production industrielle et dans les secteurs clés que le mouvement ouvrier se trouve le plus avancé en organisation et en lutte. C'est là que la plupart des gens travaillent. C'est là qu'on est le mieux formé, organisé et discipliné par la production. C'est là qu'il y a une grande connaissance des techniques modernes et du planning de production. C'est là souvent aussi que sont présentes les traditions de lutte. »

209 Ces raisons sont plus vraies que jamais. Il faut améliorer notre croissance, c'est une question stratégique. Dans certaines grandes entreprises où nous sommes actifs depuis des années déjà, nous reculons. Dans d'autres endroits par contre, nous réussissons à progresser ou à démarrer avec succès une nouvelle implantation.

210 Ce travail d'édification n'est pas facile, il en est d'autant plus crucial. Si on ne pense qu'à court terme, on baisse vite les bras. Nous devons comprendre qu'il nous faut des bastions de résistance et de lutte sociale. La liste des difficultés est longue : la pression au travail, l'insécurité d'emploi, la rotation du personnel, la répression patronale, la dispersion géographique des travailleurs, la difficulté du travail syndical et bien d'autres choses encore. Ce sont tous des problèmes spécifiques dans l'édification de sections d'entreprise. Et pourtant, on peut le faire, avec des hauts et des bas, tout comme le mouvement ouvrier a imposé chaque centimètre de progrès avec des hauts et des bas. Au lieu de se lamenter sur

les endroits où ça ne marche pas, ou moins bien, nous voulons généraliser plus rapidement les meilleures expériences. Que les ouvrières, ouvriers et délégués syndicaux racontent comment ils font dans leur entreprise ; tirons des leçons des entreprises et des secteurs où nous progressons.

Le rôle essentiel de la direction

- 211 « Le président de province doit lui-même être le moteur de l'élargissement de bastions de résistance dans de grandes chaînes de production et secteurs clés. Ce n'est pas quelque chose qu'on peut abandonner au responsable du monde du travail. Toute la direction journalière et le large groupe de militants doivent y participer », témoigne un président de province. Ce n'est pas juste une question de « quantité » ou d'un peu plus « plus d'attention » à donner. C'est aussi, et avant tout, une question de « qualité » et de « meilleure attention ». Le développement de notre travail dans les grandes chaînes de production et secteurs clés, c'est une tâche des meilleures forces et, comme le dit Álvaro Cunhal, ce doit être central dans notre travail du parti. Les expériences dans ces secteurs doivent venir en haut des ordres du jour, pour généraliser les meilleurs résultats. Nous voulons cibler en premier lieu les ouvrières et ouvriers des chaînes de production et des secteurs clés pour les faire progresser et reprendre les plus aguerris et les plus prometteurs dans les directions provinciales.

Un plan clair

- 212 Nous avons besoin de plans d'implantation nationaux et provinciaux. Avec du relief. Pas un catalogue d'intentions vagues mais bien des objectifs clairs, des percées que nous voulons arracher. Tout comme nous avons désigné des villes et communes prioritaires pour les élections, nous voulons fixer des priorités nationales et provinciales dans le monde du travail aussi. C'est une tâche pour toutes les structures du parti. Nous mesurons notre progrès à la réalisation concrète de ces plans. Il n'est pas acceptable que nous fixions des objectifs pour les mettre des années au frigo et donner en réalité

priorité à l'extension des sections communales. Les bons résultats, nous devons continuellement les analyser et les généraliser. Nous mettons la pratique au centre. La pratique est le critère pour faire la distinction entre ceux qui « parlent » des bastions de résistance et de lutte sociale et ceux qui construisent effectivement ces bastions.

La formation de présidents de groupe ouvriers

- 213** On ne peut pas édifier de solides bastions de résistance sans présidents de groupe qui proviennent directement de ces secteurs clés. Pour démarrer des sections d'entreprise, nous faisons souvent appel à des militants (intellectuels) extérieurs aux entreprises. Le but ne peut pas être qu'ils s'installent à long terme comme président de groupe. Une section d'entreprise dirigée des années durant par quelqu'un de l'extérieur ne peut pas se développer sainement. Notre but est de former pour chaque groupe de base concerné un président de l'entreprise même. Plus nous prenons du retard là-dessus, plus le problème grandit, car il est plus difficile de changer un style de travail enraciné.
- 214** Nous ne pouvons pas non plus former et coacher de présidents de nos bastions si nous ne connaissons pas leur réalité. Un bon président de groupe ouvrier est le plus souvent aussi un militant syndical. Une telle personne se trouve sous de multiples pressions : celle de l'employeur et de sa soif de profit; celle du travail syndical et celle des camarades de travail qui attendent beaucoup de leur délégué syndical ; celle de la famille ; à quoi s'ajoute la tâche de présider le groupe de base. Sans une bonne compréhension de la situation, il est impossible de bien accompagner ce camarade ni de définir la voie pour devenir président de groupe.

La lutte comme moteur

- 215** Un cadre ouvrier et ancien délégué principal a développé un bastion dans son entreprise. Il raconte : « Ça a commencé

dans une lutte qui a duré trois semaines. La direction provinciale nous a aidés à développer une vision qui a rendu possible une victoire. Elle nous a offert une aide concrète. Nous avons fait des dizaines de membres consultatifs et nous avons posé les fondations d'un groupe de base à part entière. » La lutte joue un rôle essentiel dans le développement de bastions. Bien trop souvent, nous confions ça à quelques « spécialistes », alors que la lutte de classes devrait pourtant se trouver au centre de toute la vie du parti. La lutte est notre ADN. Nous ne pouvons pas la considérer comme quelque chose qui « perturbe le planning normal ». Mettre au centre la lutte sociale, ce n'est pas en premier lieu organiser une visite de solidarité, mettre quelques photos et posts sur les médias sociaux ou écrire une carte blanche dans la presse. Faire tout ça est bien entendu important. Mais notre ambition, c'est de prendre en main la lutte et pas de « l'accompagner » comme un simple spectateur. Cela veut dire anticiper continuellement la tactique des employeurs et du gouvernement. Dans les entreprises, nous prenons le pouls en permanence. Nous analysons la situation et nous planifions la lutte. Il s'agit d'une attitude fondamentale : quelle classe faire vaincre ? C'est à partir de cette attitude que nous organisons la lutte.

Soutenir le syndicalisme de combat

- 7** **216** Sans les syndicats, de grands changements ou de grandes luttes ne sont pas possibles. Renforcer les syndicats et développer le syndicalisme de combat, ce sont des éléments essentiels à tous progrès.
- 217** Certains camarades sous-estiment l'importance du travail syndical. « Je m'occupe de la construction de sections dans le monde du travail et de la recherche de nouveaux présidents. Et, oui, les syndicats, on verra bien ça après. Car ils ne font pas ceci ou cela », dit un camarade. Notre impatience cherche alors une justification pour le manque de travail syndical. Cette approche est erronée. Elle encourage l'antisindicalisme et néglige le soutien des militants syndicaux combattifs.

- 218 Bien sûr, le raisonnement inverse existe aussi : celui de ne plus oser un regard critique et de suivre sans réfléchir toute position syndicale. Ça aussi, c'est erroné. Les syndicalistes qui aspirent à une amélioration de la situation de la classe travailleuse apprécient notre regard critique sur la manière dont la lutte est menée. Quand nous donnons notre vision, nous le faisons toujours dans le respect de la démocratie syndicale et nous nous opposons aux aventures qui divisent les travailleurs.
- 219 Le mouvement ouvrier dans notre pays s'est construit avec ses hauts et ses bas, au cours de longues années de syndicalisme combatif. Nous voulons jouer notre rôle pour soutenir avec force ce syndicalisme de combat. Nous défendons un syndicalisme qui ne se laisse pas enfermer dans les lois du marché et qui croit à la force de mobilisation des travailleurs et travailleuses. C'est un syndicalisme qui s'oppose complètement à ce que défendent les partis de droite. Nous combattons les tentatives d'enfermer les syndicats dans le carcan de la compétitivité, de la résignation et de la conciliation de classes.
- 220 Nous voulons systématiser et échanger les meilleures expériences syndicales, dans le pays et à l'étranger. Cela peut se faire dans des rencontres physiques ou dans des webinaires⁸⁴. L'histoire sociale est aussi une inspiration pour cela. Un grand nombre de principes du syndicalisme de combat sont résumés dans le livre *Jan Cap : Au nom de ma classe*⁸⁵. Il s'agit de la vie du dirigeant ouvrier et syndicaliste Jan Cap, qui a travaillé des années 50 aux années 80 aux chantiers navals Boel à Tamise. Le livre est une base unique pour une école de syndicalisme de combat.

84 | Webinaire est la contraction de Web et séminaire. C'est un séminaire sur Internet avec un animateur et un public présents en ligne.

85 | Jan Cap, Imelda Haesendonck, Jan Vandeputte, *Jan Cap : Au nom de ma classe*, EPO, 2019.

Mener une action politique large

221 De forts bastions mènent une action politique large. Notre section à Volvo Trucks mobilise chaque année pour la Journée internationale des femmes le 8 mars ; d'autres sections mobilisent pour la journée de l'antifascisme le 8 mai à Breen-donk ou pour la commémoration du leader communiste et syndicaliste Julien Lahaut le 18 août à Seraing. Un grand nombre de nos groupes d'entreprise ont mobilisé leurs membres et sympathisants pour l'aide concrète apportée par les SolidariTeams aux victimes des inondations de l'été 2021 ; ils ont participé aussi à la campagne annuelle « Un hiver solidaire ». C'est ainsi qu'ils ont mis en pratique le mot d'ordre « la classe travailleuse solidaire avec la classe travailleuse ». S'impliquer dans les campagnes électorales, mobiliser pour l'unité de la classe et contre le racisme, mener des actions pour le climat, vendre chaque année des œufs de Pâques en solidarité avec Cuba : tout ça sont de bons exemples d'une action politique large.

222 Nous ne pouvons pas développer de bastions de lutte sociale si nous limitons l'activité de nos sections d'entreprise à des luttes purement « économiques » comme les salaires, les pensions ou les conditions de travail. On ne construit pas non plus un bastion en gardant les luttes économiques dans des limites étroites. Chaque lutte est un levier pour un large débat de société auquel on peut associer bien d'autres groupes (jeunes, artistes, intellectuels...). Cela vaut aussi pour les discussions politiques. Il y a une lutte politique permanente pour l'hégémonie dans le mouvement ouvrier. Traditionnellement, les sociaux-démocrates ont une forte emprise sur le monde du travail, avec pour objectif de maintenir la classe travailleuse dans le cadre du système. C'était aussi le rôle de la démocratie chrétienne mais elle a fort décliné depuis. Entre-temps, le Vlaams Belang gagne du terrain sur les lieux de travail au nord du pays et cela nous préoccupe toutes et tous.

Unir la classe dans toute sa diversité

- 223** Nous vivons et travaillons dans une société de classes dans laquelle des opinions contradictoires circulent sur à peu près tout, à l'exception des contradictions de classe elles-mêmes. Les contradictions entre les différentes classes socio-économiques de notre société sont les contradictions les moins discutées. Ainsi, on essaie d'empêcher d'émerger toute idée et tout sentiment d'identité de classe et de fierté de classe. Il est crucial que la classe travailleuse revendique sa propre identité et passe d'une « classe en soi » à une « classe pour soi⁸⁶ ».
- 224** La classe travailleuse est aujourd'hui très diversifiée. Dans les grandes chaînes de production et les secteurs clés, nous trouvons des salariés d'origines différentes, il y a des personnes de genres différents, avec des orientations sexuelles différentes, avec différentes religions et autres convictions, etc. Il y a le personnel de la « maison mère » mais aussi celui des sous-traitants ; il existe des contrats à durée indéterminée mais aussi à durée déterminée ; il y a les intérimaires, les indépendants, les faux indépendants, etc. La classe dirigeante a intérêt à souligner les différences et aussi à établir elle-même différentes catégories de salaires et de statut, afin que tous ces différents groupes ne s'identifient pas à une seule et même classe travailleuse. C'est la vieille stratégie du « diviser pour régner ».
- 225** Dans l'histoire sociale des sociétés de classes, l'unification de la classe dominée a toujours été un point crucial. C'est encore le cas aujourd'hui. Nous nous efforçons d'unifier la classe, dans toute sa diversité. Nous ne sommes pas tous pareils.

86 | Karl Marx fait une distinction entre la « classe en soi » d'une part, et la « classe pour soi » de l'autre :
Classe en soi = une classe existant objectivement comme classe économique mais n'en ayant pas conscience.
Classe pour soi = une classe qui est consciente de son existence, qui découvre et comprend la dimension collective de la classe, et le pouvoir potentiel qu'elle détient.

Il y a des différences entre les gens. Cela ne change rien au fait que notre force réside dans le collectif, dans la connexion avec tous les autres qui vendent leur travail ou leur force de travail, dans l'unité de la classe travailleuse. Ensemble, nous sommes plus forts. Et chaque fois qu'il y a une bataille qui unit toute la classe, elle a de l'impact. Il suffit de penser à la lutte pour les pensions ou celle pour les salaires.

- 226 L'unité ne tombe pas du ciel. On doit y travailler. Il est impossible de construire des bastions de lutte sans travailler consciemment à cette unité. Nous travaillons pour l'unité avec des revendications positives qui fédèrent toute la classe et nous travaillons jour après jour pour une unité concrète sur le lieu de travail. Mais nous devons également nous opposer consciemment aux formes spécifiques d'oppression et de discrimination qui existent contre certaines parties de la classe travailleuse : notamment le racisme, le sexisme et autres discriminations. Nous prenons en main ces problèmes sur une base de classe, en les intégrant dans la lutte plus large de la classe travailleuse pour l'émancipation.
- 227 Par exemple, c'est une illusion que l'on peut ignorer des thèmes comme le racisme. Le racisme sert à justifier la discrimination contre une partie de la classe. Il sert de justification pour accorder moins de droits à une partie de la classe. Ces discriminations contre une couche spécifique de la classe et l'idéologie raciste divisent et affaiblissent l'ensemble de la classe.

L'importance de notre profil de classe

- 228 « Sans travailleurs, pas de richesse. » C'est le slogan que nous avons lancé il y a une dizaine d'années, à l'occasion du 1er Mai. Que c'est la classe travailleuse qui crée la richesse, la crise du coronavirus l'a démontré une fois de plus. Ce sont des travailleurs et travailleuses ordinaires qui ont fait tourner la machine, pas les actionnaires, les spéculateurs ou la caste des beaux parleurs. Pourtant, notre société fait tout pour rendre la classe travailleuse invisible. On n'en parle pas

ou on nie son existence. Et quand elle apparaît, c'est souvent comme classe souffrante et misérable, plutôt que comme classe productrice de richesses, comme classe essentielle au fonctionnement de la société, comme classe dirigeante et fière.

229 Nous voulons mettre en lumière la classe travailleuse. Pas comme super-héros, mais comme des personnes en chair et en os. Des travailleurs et travailleuses qui font tourner la société, qui sont forts quand ils sont unis et faibles s'ils sont divisés. C'est consciemment que nous avons relancé le terme « classe travailleuse », comme unité de tous ceux qui vendent leur force de travail. Nous voulons enseigner l'histoire de ceux qui ont créé la richesse de notre pays, de ceux du Borinage, de ceux de Verviers, de ceux de Gand, de ceux d'Anvers, de ceux de Bruxelles, comment ils ont fait la gloire du mouvement ouvrier. À l'école, on nous présente en tant qu'histoire une liste interminable de nobles, de ministres et de rois, alors qu'il n'est pas question du peuple travailleur. C'est le cas aujourd'hui encore. Qui met en évidence les travailleurs journaliers et les paysans de l'Inde lorsqu'ils mènent la plus grande grève de l'histoire ? Qui donne la parole aux magasiniers et aux coursiers d'Amazon quand ils s'efforcent de fonder un syndicat ? Qui fait retentir la voix des métallos allemands et des cheminots français ? Mettons en avant les travailleurs et les travailleuses, dans l'identité de notre parti aussi.

230 Nous voulons mettre en avant des porte-paroles ouvrières et ouvriers du parti de manière beaucoup plus systématique. Personne ne peut mieux dire à partir de son expérience combien il est impossible de travailler jusqu'à 67 ans. Personne ne peut mieux inspirer et enthousiasmer la classe travailleuse.

Parti de la jeunesse

Thèses :

- ▶ Nous voulons consciemment donner aux jeunes une place dans le parti, de haut en bas
- ▶ Nous voulons aider avec tout le parti à développer les trois organisations de jeunes

La bataille pour la jeunesse

231 La jeunesse porte l'avenir en elle. La jeunesse n'est pas freinée par la force de l'habitude, par la routine ou par le poids du passé. L'enthousiasme de la jeunesse est libérateur, source d'engagement et de contestation. Les jeunes ne sont pas encore installés dans une situation familiale spécifique. Ils ont le courage de défier ce qui semble immuable. Ce n'est pas un hasard si la jeunesse a joué un rôle important dans de grands mouvements de masse du vingtième siècle. Pensons à la révolution cubaine, la résistance antifasciste, la lutte contre le colonialisme, le mouvement contre la guerre du Vietnam, le mouvement des droits civiques, Mai 68, les *Indignados* en Espagne, les mouvements altermondialistes et *Occupy Wall Street*, le Printemps arabe, le mouvement antiraciste et *Black Lives Matter*, les grèves internationales pour le climat, etc.

232 Sans la jeunesse, il n'y a pas de changement social. Ceux qui capitulent dans la bataille pour la jeunesse ne peuvent pas changer la société. Nous avons besoin de la jeunesse pour apprendre d'elle. Apprendre de son énergie, de son enthousiasme et de ses techniques d'organisation et de communication. La jeunesse maîtrise la technologie qui se développe rapidement et, en tant que marxistes, nous sommes partisans des méthodes de production les plus avancées⁸⁷. Les jeunes s'organisent en ligne, font des vidéos et des *memes*⁸⁸, mettent les choses en mouvement. Nous avons aussi besoin de jeunes pour attirer des jeunes.

233 Inversement, les jeunes ont besoin du parti pour orienter et approfondir leur énergie révolutionnaire, et pour la lier au vaste mouvement d'émancipation de la classe travailleuse.

87 | Méthodes de production = l'ensemble des machines, techniques et technologies.

88 | *Meme* = image humoristique sur les médias sociaux. Le terme *meme* fait référence à quelque chose qui est imité. Souvent avec humour, ce qui a toujours été une arme puissante de résistance populaire et de critique sociale. Un *meme* devient « viral » lorsqu'il se répand à une vitesse fulgurante.

La jeunesse a également besoin du parti pour s'assurer que les mouvements ne s'évaporent pas ou qu'ils ne tombent pas dans une impasse et ne soient pas montés les uns contre les autres. Elle a besoin du parti pour mener ensemble la lutte contre l'extrême droite, qui gagne de plus en plus de terrain parmi les jeunes.

234 Devenir le parti de la classe travailleuse et devenir le parti de la jeunesse vont de pair. Nous voulons que l'un renforce l'autre. C'est pourquoi nous donnons la priorité aux jeunes de la classe travailleuse, tant dans nos groupes de base que dans nos organisations de jeunes. Les jeunes de la classe travailleuse ont des compétences et une énergie énormes qui sont largement sous-estimées et gâchées dans la société capitaliste actuelle. C'est à nous de développer ce potentiel dans l'ensemble du mouvement d'émancipation sociale.

235 Il n'y a pas assez d'unité dans le parti sur tout cela. D'autres forces, au niveau de la bourgeoisie et des partis d'extrême droite sont, eux, en train de mener la bataille. C'est important de poser clairement ce problème et de prendre des mesures fortes pour le résoudre. C'est seulement comme cela qu'on pourra rajeunir le parti et développer nos organisations de jeunes. Tous les sondages indiquent que nous avons un immense potentiel parmi la jeunesse. Mais, depuis longtemps déjà, nous ne parvenons pas à réaliser ce potentiel. Au contraire, l'âge moyen dans le parti est de 48 ans et à peine un membre organisé sur dix a moins de 30 ans. Cela doit changer.

Rajeunir le parti

236 Tout être vivant vieillit, c'est une loi de la nature. Mais le parti, lui, ne peut pas vieillir. Pour cela, le parti doit œuvrer activement à son rajeunissement. C'est une question vitale qui concerne l'ensemble du parti. Le rajeunissement du parti n'est pas la tâche de nos organisations de jeunes. Elles jouent évidemment un rôle important sur ce plan. Mais le rajeunissement du parti est la tâche du parti. De l'ensemble du parti,

de haut en bas, de chaque groupe de base. Chaque section doit se regarder dans le miroir de temps en temps et examiner l'âge moyen en son sein. Touchons-nous les ouvrières et ouvriers âgés de 18 à 30 ans ? Trouvent-ils leur place dans le groupe de base, dans la section ? Qu'en est-il des directions provinciales et de la direction nationale ?

S'intéresser aux jeunes

- 237** Comme dans la société dans son ensemble, il existe aussi des différences de classe parmi les jeunes. Selon l'environnement, la famille, le quartier ou le milieu dans lequel tu grandis, la vie se déroule différemment. Il y a donc des différences, la jeunesse est diverse. En même temps, la jeunesse forme une couche spécifique dans la société, une couche qui est définie par son âge, qui change et évolue rapidement, car les jeunes ne restent évidemment pas jeunes. Chaque génération a ses codes, habitudes, langage, interactions sociales et références culturelles propres. Si nous ne nous intéressons pas réellement à la culture des jeunes, qui se réinvente et se renouvelle constamment, nous ne parviendrons pas à rajeunir le parti. Rajeunir n'est pas une action ponctuelle, mais un processus conscient et continu.
- 238** Les jeunes ont grandi avec les médias sociaux et les dernières technologies. Les jeunes sont, plus que le reste de la population, occupés avec la découverte de leur corps et avec leur sexualité, avec le fait de pouvoir être eux-mêmes, avec le sport, la culture ou le gaming, mais comme parti, nous accordons beaucoup trop peu d'attention à ces questions. Pourtant, de très nombreux jeunes sont en quête de sens, de cohérence, d'une histoire émancipatrice dans laquelle ils peuvent s'impliquer activement. Il y a un monde à gagner.
- 239** Si on veut gagner les jeunes ouvrières et ouvriers, c'est nécessaire de comprendre leur situation spécifique. Beaucoup d'entre eux ont du mal à trouver leur place sur le marché du travail. Ils sont confrontés aux contrats précaires, à la flexibilité et aux intérimis. Souvent c'est synonyme



d'instabilité, notamment financière, à un moment où les jeunes aimeraient justement devenir indépendants et voler de leurs propres ailes. « Les jeunes collègues à mon boulot aimeraient bien faire grève avec nous, mais ils et elles ne peuvent pas à cause de leurs contrats qu'ils risquent de perdre, des emprunts qu'ils ont pour la maison ou pour leur voiture », témoignent plusieurs camarades. De l'autre côté, il y a certains jeunes qui ne sont pas encore installés et qui ont plus de temps libre. Ils ont souvent leur propre rythme et leurs propres intérêts, auxquels le parti n'est pas toujours bien adapté. On ne tient pas assez compte de cela aux différents niveaux dans le parti.

240 Il est quelque part « naturel » qu'une génération s'adresse principalement aux personnes de sa propre génération. Un parti composé principalement de membres âgés de 35 à 65 ans attirera spontanément de nouvelles personnes de cette catégorie d'âge. Cela se reflète dans les thèmes que nous traitons, dans les porte-paroles que nous mettons en avant, dans le langage que nous utilisons, dans les images que nous amenons, dans notre façon de travailler et dans les actions que nous menons. Nous devons en être conscients et ne pas nous laisser guider par le cours spontané des choses. Sinon nous vieillirons, en tant que parti, puis nous mourrons. Les êtres humains peuvent mourir, mais le parti, lui, doit continuer à vivre.

241 Où est notre intérêt pour les jeunes ? Où centralisons-nous ce qui vit chez les jeunes, comme nous le faisons pour le monde du travail ? Donnons-leur la parole, parlons leur langage et menons aussi des actions sur les questions qui touchent les jeunes. Rajeunir le parti, c'est non seulement une occasion de prendre en main le défi de devenir le parti des travailleurs, mais également de le féminiser et de faire place à la diversité. C'est ce que nous voyons d'ailleurs dans les organisations de jeunes, par exemple aux camps de RedFox, Comac et des Pionniers.

Conquérir la jeunesse politiquement

242 Dans les moments les plus sombres de la crise du coronavirus, nous avons vu que la jeunesse était livrée à elle-même. Il était de plus en plus difficile d'être jeune, car les jeunes sont des êtres sociaux et ont besoin des autres pour se développer. Être jeune, c'est être social, c'est être ensemble, c'est poser des questions. Les jeunes ont besoin les uns des autres, les jeunes ont besoin de perspectives.


243 Nous pouvons offrir cette perspective, en partant de ce qui vit chez les jeunes. Beaucoup sont touchés par les questions du bien-être mental, de la précarité, du travail intérimaire et des emplois jetables à la Deliveroo ou Uber Eats. La jeunesse aujourd'hui est plus diverse que par le passé et souvent plus sensible aux injustices et aux discriminations, qu'elles soient liées à l'origine, au genre ou à l'orientation sexuelle. Grâce à Internet, s'ouvre une dimension internationale du mouvement et de la lutte. Les grèves pour le climat de *Youth For Climate* ou *Fridays For Future* ont eu lieu dans le monde entier, de l'Australie au Canada. Le mouvement antiraciste contre les violences policières après le meurtre de George Floyd, a inspiré de grandes manifestations pour l'égalité, contre les discriminations et la répression partout dans le monde. On voit la même chose avec les actions contre les violences faites aux femmes et dans les différentes manifestations *Protest with Pride*. Et qui dit action et mouvement, dit aussi débat et discussion sur l'orientation de la lutte. Bien sûr que les jeunes s'intéressent au débat social et politique, c'est vraiment une erreur de ne pas le voir. C'est à nous de participer au débat, de donner des arguments et d'offrir une perspective. Sinon, nous les abandonnons aux différents courants qui défendent le système ou aux courants réactionnaires.

244 On voit que les jeunes sortent souvent des sentiers battus, ils sont rebelles, avides d'apprendre et partent à la recherche des causes. C'est de là que vient d'ailleurs le mot « radical » : qui part à la recherche de la racine (« radix » en latin) d'un problème. Il existe une certaine radicalité au sein de la jeunesse,



face à l'avilissement de l'être humain et de l'environnement par le capitalisme. C'est notre tâche d'offrir contre cela une perspective émancipatrice et libératrice, une perspective socialiste. Sinon, les jeunes risquent de tomber dans le piège des mouvements d'extrême droite qui sèment la haine et le racisme. Ou ceux des complotistes qui retournent les esprits.

245 Les jeunes sont souvent à la recherche de leur propre identité et de leur propre place dans le monde. Cela fait partie du processus de développement. Il est important de permettre à chacun d'être soi-même. Dans un flot incessant de publicité, le capitalisme met en avant ses propres modèles commerciaux : tous consommateurs, tous concurrents, tous égoïstes. Nous avons une vision différente, une vision émancipatrice, dans laquelle les droits et les services collectifs sont garantis pour que chacun puisse réellement être soi-même et puisse déployer tous ses talents. Nous nous opposons à toute discrimination, qu'il s'agisse de racisme, de sexisme, d'homophobie ou autre. Nous sommes tous différents, mais nous ne sommes pas des atomes isolés. Il y a aussi un « nous », un « nous » unificateur, un « nous » des créateurs de richesse, un « nous » de la classe travailleuse. Nous avons besoin de ce « nous » de la classe travailleuse pour nous libérer de toutes les discriminations et pour mettre fin au système qui porte en lui l'inégalité et la division. Notre lutte contre la discrimination s'inscrit dans le cadre plus large de la lutte de libération de la classe travailleuse et non en opposition à celle-ci.



246 Celui qui n'engage pas le dialogue ne peut pas mener de discussion. Si nous ne nous adressons pas aux jeunes, nous ne pourrions pas les gagner. Si nous ne nous intéressons pas sincèrement aux sujets qui touchent les jeunes, nous n'avancerons pas d'un pouce. C'est une tâche qui nous incombe à toutes et tous, car on est d'abord jeune dans son cœur. Il y a des camarades âgés qui sont toujours restés jeunes et savent comment enthousiasmer des jeunes, et les impliquer dans la solidarité avec les réfugiés ou d'autres projets. De même, des camarades plus jeunes ont vieilli très vite et ont perdu leur enthousiasme de jeunesse beaucoup trop tôt. Cette

tâche nous incombe à toutes et tous. Mais bien sûr, il est utile d'avoir aussi de jeunes porte-paroles qui ont eux-mêmes et elles-mêmes grandi dans la culture des jeunes d'aujourd'hui, qui sont présents là où sont les jeunes, physiquement et au niveau des médias sociaux, et qui maîtrisent les codes et le langage pour s'adresser aux jeunes.

- 247** Afin d'orienter tout le parti vers la jeunesse, de prendre en main les thèmes propres à la jeunesse en tant que parti et de rajeunir le parti, nous créons une commission Jeunes au Conseil national, à l'instar de la commission Femmes que nous avons fondée au Congrès de la solidarité.

Donner une place aux jeunes dans le parti

- 248** On ne peut pas travailler avec les jeunes si on ne leur fait pas confiance. Des camarades disent : « Les jeunes n'ont pas d'expérience. » Pardon ? Ceux qui ont moins d'années au compteur ont eu, par définition, moins de temps pour acquérir de l'expérience. Une jeune femme ou un jeune homme de 22 ans avec 25 ans d'expérience, ça n'existe évidemment pas. C'est à nous de donner aux jeunes la chance d'acquérir de l'expérience, plutôt que de les parquer dans la salle d'attente.

- 249** D'autres disent que « la jeunesse sait bien trop peu de choses. » C'est assez prétentieux comme affirmation, car la société est complexe et beaucoup de jeunes maîtrisent cette complexité et sont désireux d'apprendre encore davantage. Le parti est un coffre au trésor rempli d'expériences et de connaissances, humaines et scientifiques, au service de la lutte pour l'émancipation. Nous pouvons offrir cela aux jeunes pour qu'ils puissent apprendre. Et dans le même temps, les générations plus âgées peuvent aussi apprendre de la jeunesse. Des évolutions rapides de la technologie et de la communication, des nouvelles formes d'organisation et de lutte, de la créativité et des moyens de lutte auxquels nous n'avons jamais pensé nous-mêmes. Nous sommes communistes ; nous apprenons tous constamment de nouvelles choses et nous pouvons le faire au sein d'un même parti. C'est ça qui est justement beau.





- 250 D'autres camarades disent : « C'était mieux à notre époque. » La nostalgie est un ennemi du progrès. La nostalgie est une force conservatrice qui tire vers le passé (généralement un passé assez idéalisé), plutôt que vers l'avenir. Nous voulons la fin de l'exploitation de l'homme par l'homme, la fin de l'épuisement des ressources de la planète par l'homme. Cela, ce sont les jeunes qui le réaliseront. Nous avons beaucoup d'expérience dans le parti, ça aussi c'est unique, et nous devons la reconnaître et savoir l'utiliser de manière optimale. Nous devons nous servir de la force de l'histoire comme d'une source d'inspiration, comme une école d'apprentissage, mais toujours dans le but de renforcer les luttes d'aujourd'hui pour réaliser le socialisme de demain. Jamais dans une attitude prétentieuse ou nostalgique de donneurs de leçons.
- 251 Si on veut gagner la jeunesse, on doit lui faire confiance et lui donner une place à tous les niveaux dans notre parti. C'est le seul moyen d'attirer davantage de jeunes. Cela commence au sommet. Pour rajeunir la direction du parti, nous instaurons un quota d'au moins 10 % de moins de 30 ans au Conseil national et dans les Conseils provinciaux. Un quota d'au moins un ou une jeune sur dix au sein de la direction est nécessaire pour forcer le changement. Bien évidemment, les jeunes doivent remplir les conditions d'éligibilité comme tout autre candidat. Mais nous rejetons la politique de la chaise occupée, qui part du principe qu'une fois que quelqu'un est responsable d'un terrain de travail, il ou elle doit le rester pour toujours. Les jeunes camarades ne peuvent pas avancer si nous ne leur donnons pas de responsabilités finales et de nouveaux terrains à conquérir. Cela implique que d'autres camarades laissent leur place et prennent une nouvelle place et une nouvelle tâche en fonction de l'ensemble.

Changement de génération

- 252 La direction du parti travaille à la mise en œuvre des orientations du Congrès ; elle est ambitieuse et donne une direction ; elle doit réfléchir de manière stratégique et être tournée vers l'avenir ; elle doit diriger et former ; elle doit être généraliste

pour superviser l'ensemble et disposer de spécialistes pour assurer les tâches cruciales. Le Conseil national doit diriger le parti et doit être composé de camarades révolutionnaires qui dirigent aussi véritablement le parti au niveau national. Diriger est une tâche complexe. Diriger n'est pas synonyme de donner des ordres ou de commander. Ça signifie écouter, centraliser, synthétiser, décider, aider, convaincre, dynamiser.

253 Pour garantir ce travail, la direction doit constamment se rajeunir. En d'autres termes, la direction doit lutter contre la tendance à toujours rester elle-même aux commandes et à construire une stabilité fondée sur la routine ou l'immobilisme. Il faut constamment faire de la place pour des jeunes forces, pour faire travailler ensemble différentes générations dans la direction du parti. Plusieurs générations ont passé quatre ans à préparer ensemble le Congrès du renouveau de 2008, après que le parti était tombé dans l'impasse. Le mouvement de renouveau du parti a été porté par l'ensemble du parti et, dans ce processus, nous avons délibérément impliqué différentes générations. Il est préférable qu'un changement de génération ne soit pas brusque, mais un processus auquel nous travaillons ensemble. Certains partis ont une bonne expérience dans le passage de flambeau aux nouvelles générations. D'autres partis rencontrent des difficultés sur ce plan. Il s'agit en effet d'une tâche souvent complexe, délicate mais néanmoins cruciale.

254 « Dans une direction qui a acquis une grande stabilité, le danger le plus grand est le fait d'entraver la montée de jeunes cadres. Faire appel à de jeunes cadres est une loi naturelle dans la vie et le développement du parti », affirme Álvaro Cunhal. « Un être humain vieillit, c'est la loi de la nature. Mais le parti ne peut pas vieillir. »

255 Ce n'est pas l'âge qui détermine la répartition des tâches et des responsabilités dans notre parti, mais les qualités réelles des militants et des militantes. Dans la construction et le développement de notre parti, nous n'avons pas de soi-disant « conflit de générations ». À travers les orientations





des différents congrès, toutes les générations travaillent ensemble au développement du parti. De jeunes camarades ayant peu d'expérience apprennent des camarades plus âgés et les camarades plus âgés qui ne maîtrisent pas immédiatement les derniers développements apprennent des jeunes camarades. Cela se fait sur une base de respect et d'un engagement commun pour la classe travailleuse et le socialisme.

256 Beaucoup de camarades qui s'engagent déjà depuis des décennies ont des tâches cruciales dans notre travail aujourd'hui. Construire des groupes de base, diriger des départements, des provinces ou des organisations de masse, etc. Un tel engagement est un choix qu'il faut renouveler à chaque âge. Dans le même temps, nous devons continuellement travailler à rajeunir la direction à tous les niveaux. Cela signifie qu'il faut faire en sorte que des places se libèrent et que des camarades plus jeunes puissent assumer des responsabilités finales. Ce n'est pas toujours facile. Les jeunes camarades sont parfois impatients, c'est le propre de la jeunesse. Et les camarades plus âgés s'accrochent parfois de manière trop rigide à ce qu'ils connaissent, c'est le propre des personnes plus âgées.

257 Nous devons veiller à ce que les jeunes camarades soient conscients de la valeur de l'expérience, des connaissances, de la persévérance et de la fermeté des cadres plus âgés qui ont construit le parti en tant que pionniers ou qui par la suite ont contribué à son développement, contre vents et marées. Les nouvelles générations doivent avoir du respect pour les générations qui les ont précédées, pour les pionniers et pionnières du parti et pour ceux qui ont repris leur flambeau. Les jeunes camarades ne doivent pas être prétentieux ni hautains, ni penser qu'ils doivent partir « de zéro ». Un jeune communiste est un communiste curieux, modeste, qui ne prend pas la grosse tête et apprend des autres. Apprendre à diriger le parti est une tâche complexe et cela prend du temps. Il faut beaucoup d'efforts pour y arriver.

- 258** Dans le même temps, nous voulons que les camarades plus âgés soient conscients que la vie suit inexorablement son cours, qu'il y a des compétences qu'on acquiert au fil des ans, mais que l'on perd aussi des compétences avec le temps, que l'actualité et le contexte d'aujourd'hui sont différents de ceux de notre jeunesse, que l'on doit apprendre à comprendre les nouveaux phénomènes et que l'on peut apprendre des jeunes talents du parti en leur donnant l'occasion d'assumer des responsabilités de direction. Les anciennes générations doivent respecter les nouvelles générations, apprendre d'elles et les comprendre. Elles ne doivent pas non plus se montrer prétentieuses ou hautaines. Elles ne doivent pas avoir l'idée qu'elles sauraient tout mieux et qu'elles disposeraient d'un passe-droit les autorisant à intervenir sur tout.
- 259** Ce qui lie les différentes générations, c'est la pratique du travail du parti d'aujourd'hui. Les expériences des années 1970, 1980, 1990, 2000 et 2010 peuvent et doivent être prises en compte et utilisées, mais le point de départ et l'enjeu doivent être la pratique et la réalité d'aujourd'hui.
- 260** On perd de l'expérience et on en acquiert de nouvelles. Les jeunes apprennent des anciens et les anciens des jeunes. Le choix idéologique vaut pour tout le monde, de 16 à 106 ans. Nous accordons de la valeur aux efforts fournis et aux années d'engagement des camarades expérimentés. Mais nous comprenons à la fois que les kilomètres au compteur, l'expérience et l'engagement ne sont pas en soi la clé pour résoudre les nouveaux problèmes qui se posent actuellement. Le monde change, le parti change, les forces de production changent. Être communiste n'est pas un certificat qu'on acquiert et qui serait valable toute la vie. On devient communiste, tout au long de sa vie. Y compris lorsqu'on atteint l'âge de la pension. On peut être communiste pendant très longtemps et, à la fin de sa vie, (re)devenir réformiste, anarchiste ou un petit bourgeois. Chacun et chacune doit continuer à poser des choix pour le socialisme et pour le parti du socialisme. Il peut être plus révolutionnaire de céder sa place à une ouvrière ou un



ouvrier, ou à un ou une jeune, que de s'obstiner à garder sa place au Conseil national ou dans un Conseil provincial.

261 Transmettre le flambeau n'est pas facile. Certains camarades ont du mal à trouver une nouvelle place, arrivent difficilement à se connecter aux nouvelles générations dans le parti, ne se reconnaissent pas dans des nouvelles formes de pratique révolutionnaire ou décrochent face aux évolutions numériques rapides de la société. Au final, la plupart des camarades trouvent une nouvelle place dans leur engagement au sein du parti. Ce n'est que dans une poignée de cas que ce processus conduit à une certaine amertume ou distance, mais c'est heureusement l'exception. La grande majorité des camarades qui étaient auparavant membres du Conseil national ou de Conseils provinciaux poursuivent aujourd'hui leur engagement dans la pratique. Et c'est logique. On s'engage pour le parti et le socialisme, quelle que soit la position dans laquelle on prend cet engagement. Certains et certaines camarades continuent à exercer des fonctions de direction dans des départements ou des organisations de masse, d'autres camarades assument des tâches de construction d'un groupe de base du parti sur le terrain. Quelle que soit la position qu'on occupe dans le parti, on peut utiliser son expérience et son engagement révolutionnaire pour faire avancer le parti, pour gagner et former de nouveaux camarades. Il appartient à chaque camarade de continuer à s'impliquer dans la pratique et dans le travail du parti, et à saisir à pleines mains chaque étape de l'engagement révolutionnaire. C'est au collectif d'aider les camarades sur cette voie et de donner à chacun une place correspondant à son engagement.

Les jeunes attirent les jeunes

262 Partout où les jeunes s'engagent, ils attirent facilement d'autres jeunes. C'est logique. C'est pourquoi il est si important de leur donner une place dans nos groupes de base et à tous les niveaux du parti.

- 263** Nous construisons des groupes de base dans le monde du travail et dans les quartiers, avec toute la diversité de la classe travailleuse en termes de genre, d'origine, d'âge, etc. C'est très important, car nous aspirons à l'unité de toute la classe. Mais pour les jeunes, ce n'est pas toujours facile de trouver leur place dans un groupe de base. Ils sont souvent les seuls à avoir moins de trente ans. « J'ai l'impression parfois d'être traitée comme une enfant dans le parti, que tout le monde est prêt à donner de bons conseils, mais que personne ne me demande vraiment mon avis », témoigne ainsi une jeune camarade.
- 264** Nous n'organisons normalement pas de groupes de base sur la base de l'âge, de l'origine ou du sexe. Dans nos groupes de base, nous travaillons tous ensemble à atteindre les mêmes objectifs et nous sommes organisés en fonction de notre terrain de travail (secteur, quartier, thème). Avec ce congrès, nous voulons autoriser une exception temporaire à cette règle pour la période à venir : la possibilité de créer des groupes de base pour les jeunes. Nous avons eu de cela quelques expériences pilotes, avec de bons résultats. Les jeunes s'y sentent plus à l'aise, ils et elles osent discuter et progressent rapidement. Cela doit leur permettre de faire un trajet, d'emmagasiner de la confiance. De tels groupes de jeunes ont ainsi permis par exemple à Verviers ou à Borgerhout d'attirer des membres et d'augmenter leur engagement. Des membres de ces groupes ont pris plus de responsabilités et ont ensuite rejoint un groupe de base classique ou en sont même devenus président.
- 265** Nous insistons qu'il s'agit d'une mesure temporaire, qui peut être prise dans certains cas pour corriger le déséquilibre actuel. Il appartient au Conseil national de déterminer jusqu'où et quand cette période est valable. Le but est bien justement d'arriver à avoir des groupes intergénérationnels, qui reflètent la diversité de la classe travailleuse, aussi en termes d'âge. Ce que nous proposons ce n'est donc pas une mesure destinée à durer, ni une organisation à part avec une structure propre pour les jeunes.

266 La commission Jeunes du Conseil national ou les directions nationales, provinciales ou locales peuvent aussi rassembler les jeunes pour discuter de certains thèmes ou questions. Il s'agit de rencontres ad hoc⁸⁹ qui ne peuvent en aucun cas remplacer les structures du parti et qui, par définition, n'ont aucun pouvoir de décision.

Soutenir activement nos trois organisations de jeunes

267 Outre la tâche de rajeunir constamment le parti lui-même et de l'orienter vers la jeunesse, nous avons également trois organisations de jeunes. Il s'agit de RedFox, des Pionniers et de Comac. Ce sont des « organisations de masse » qui sont liées au parti mais qui ont leur propre dynamique, leur propre structure et leurs propres campagnes. RedFox, les Pionniers et Comac ne sont pas des mini-partis, ce sont des organisations de jeunes :

- Les organisations de jeunes ont une organisation et une structure distinctes.
- Elles ont leur propre plateforme politique.
- Elles ont des principes d'organisation adaptés et minimaux.
- Elles mettent l'accent sur l'action, l'éducation et une dynamique des jeunes (mouvement de jeunesse).

268 On peut facilement en devenir membre. Il n'est absolument pas nécessaire d'être membre du parti pour y adhérer. Les organisations de jeunes sont liées au parti, mais elles ne sont pas des organisations du parti. Elles offrent aux jeunes un endroit où ils peuvent s'engager, apprendre et agir collectivement. C'est une erreur de considérer les organisations de jeunes comme des organisations du parti, où les règles, les conditions et la discipline du parti s'appliquent.

269 Il est vrai que les organisations de jeunes sont liées au parti. La direction de l'organisation de masse relève du parti. Ce ne sont pas des organisations indépendantes, mais de larges

89 | Ad hoc = spécifique à une situation ou circonstance particulière.

organisations de masse qui éduquent leurs membres à l'émancipation, à la lutte et au socialisme. Nous avons vu à plusieurs reprises dans le passé comment des forces extérieures ont essayé de retourner les organisations de jeunes contre le parti. C'est une recette éprouvée dans l'histoire. Nous sommes vigilants à ce sujet.

- 270 Nos organisations de jeunes ont un rôle essentiel pour conscientiser, organiser et mobiliser la jeunesse. Tout ce qu'on apprend quand on est jeunes, on l'apprend pour toute la vie. RedFox, les Pionniers et Comac ont l'ambition de toucher des centaines de milliers de jeunes et d'organiser des milliers de jeunes. C'est notre devoir, en tant que parti, de les y aider ; nous l'avons d'ailleurs établi dans nos statuts.

Les trois organisations de jeunes du PTB

- 271 RedFox est le vaste mouvement d'éducation et d'action pour les jeunes de l'enseignement secondaire. Comac est notre mouvement étudiant sur les campus dans tout le pays. Chez les Pionniers, les enfants de 6 à 16 ans peuvent s'épanouir.
- 272 **a** *RedFox*. Le 1^{er} mai 2015, RedFox est né comme mouvement de jeunes renouvelé⁹⁰ du PTB. C'est un mouvement de jeunesse pour tous les jeunes qui ont envie de rencontrer d'autres jeunes et qui veulent comprendre le monde pour le changer. Le mouvement a débuté avec des sections locales actives à Bruxelles, Anvers et Liège, mais s'est depuis étendu à plusieurs autres villes. À Anvers, RedFox organise chaque année le festival DiverCity, qui rassemble des milliers de jeunes autour d'un message antiraciste. RedFox a également été actif dans la mobilisation historique des écoliers pour le climat au printemps 2019. Au plus fort du mouvement, jeudi 24 janvier 2019, 35 000 jeunes ont défilé dans les rues de Bruxelles. Plusieurs jeunes de RedFox ont organisé la lutte dans leur école ou leur ville et ont contribué à faire avancer

90 | Auparavant, le mouvement pour les jeunes de 14 à 18 ans a porté les noms de Comac écoliers (2002-2015) et de Rebelle (1979-2002).



le mouvement. Pendant la crise de Corona, RedFox a mis en place l'initiative « Jeune et Solidaire » afin d'enthousiasmer des centaines de jeunes pour des actions de solidarité concrètes. La popularité de RedFox s'accroît également en ligne. Entre-temps, plus de 10 000 jeunes ont commandé des autocollants et du matériel RedFox contre le sexisme, contre le racisme ou en solidarité avec la Palestine. Les vidéos des porte-paroles de RedFox sur TikTok atteignent jusqu'à un million de vues.

273 Ce sont toutes des expériences très positives, qui prouvent que RedFox a un énorme potentiel et peut avancer rapidement si nous prenons nos organisations de jeunes au sérieux et que nous investissons dans celles-ci. Nos ambitions avec RedFox sont grandes et il y a encore beaucoup à faire. RedFox ne peut attirer les militants et les jeunes qui ont envie d'agir qu'en prenant des initiatives et en mettant en place des actions. Notre objectif est de créer des sections dans chaque ville et chaque coin du pays, et d'organiser des camps qui rassemblent des centaines de jeunes. Nous voulons accorder une attention particulière aux jeunes de la classe travailleuse, aux questions qui les concernent, à la présence dans les quartiers populaires et dans les écoles techniques et professionnelles. Notre mouvement de jeunesse a le potentiel de se développer à une grande échelle et de manière permanente parmi la jeunesse.

274 b Comac est le mouvement étudiant du PTB. Les étudiants forment une couche spécifique de la jeunesse avec un grand potentiel de résistance. Par définition, il y a beaucoup de débats et de luttes d'idées entre les étudiants. Dans les universités et les établissements d'enseignement supérieur, on forme aujourd'hui les intellectuels qui mèneront plus tard le débat politique, idéologique et culturel dans la société. Les enjeux sont donc élevés, comme toutes les forces politiques le savent. Sur les campus, une bataille fait rage pour gagner des intellectuels à différentes visions de société. Avec Comac, nous proposons une vision marxiste libératrice du monde qui relie les grandes questions de société,

qui relie la lutte des étudiants à celle de la classe travailleuse et qui donne une perspective de changement de société. Nous voulons convaincre les jeunes intellectuels de mettre la science, la connaissance et l'engagement au service des grands besoins sociaux et écologiques de la planète. La chaîne YouTube de Comac *Les Bonnes Questions* (LBQ) a souvent atteint 50 000 vues et plus avec des vidéos éducatives sur le climat, la guerre, l'unité du pays et autres. Il y a aussi beaucoup de potentiel parmi les étudiants, comme nous l'avons vu ces dernières années dans la mobilisation contre l'extrême droite, dans la lutte antiraciste et féministe, lors des manifestations pour le climat et les actions de Students For Climate et avec les mobilisations contre l'élitisme et pour le droit à un enseignement de qualité. Les membres de Comac ont souvent joué un rôle important dans le développement de ces mouvements.

275 Aujourd'hui, Comac est principalement actif dans les universités, mais l'objectif est de s'implanter aussi à nouveau dans les hautes écoles. Beaucoup d'enfants de la classe travailleuse se retrouvent plus rapidement dans l'enseignement supérieur non universitaire en raison du caractère plus élitiste des universités et du processus de sélection dans notre société. Et dans les hautes écoles, on trouve souvent des orientations plus pratiques ou techniques, avec un lien plus fort avec la réalité sociale. Nous avons besoin de ces compétences, aujourd'hui et demain.

276 c *Les Pionniers* sont un mouvement large et ouvert où les enfants peuvent se plaire, jouer, se rencontrer, apprendre, s'amuser et se détendre. À l'heure où dans notre société tout pousse dès le plus jeune âge au développement de l'individualisme, de l'esprit de compétition, de l'intolérance et de la violence, les Pionniers mettent les enfants et jeunes en contact avec des valeurs essentielles telles que la solidarité, la diversité et l'engagement. En offrant un cadre de vie sain et équilibré, qui comprend aussi une nourriture convenable et des activités sportives, les Pionniers rencontrent un besoin qui reste très grand dans notre société. Des enfants



et des jeunes de tout le pays participent aux camps bilingues pendant les vacances scolaires et à PioFiesta. Nous sommes encore loin des ambitions que nous avons pour les Pionniers. Nous voulons offrir la possibilité à beaucoup plus de jeunes de participer et de développer aussi des activités régulières au niveau local. L'importance des Pionniers reste sous-estimée dans le parti. L'enjeu est de les aider à se développer et à se professionnaliser.

C'est la tâche du parti de soutenir ses organisations de jeunes

- 277 Si nous voulons renforcer les organisations de jeunes, nous devons leur accorder de l'attention. Dans les provinces et au niveau national. Discuter du travail des organisations de jeunes au niveau de la Direction journalière, du Bureau du parti et du Conseil national. Veiller à renforcer la direction nationale des organisations de jeunes. Respecter la spécificité et le caractère propre aux organisations de jeunes. Empêcher que les jeunes camarades des directions locales ou nationales des organisations de jeunes soient accaparés par le parti pour d'autres tâches sans l'accord explicite de la direction nationale de l'organisation de jeunes.
- 278 Lors du Congrès de la solidarité, nous avons établi une liste de mesures concrètes destinées à soutenir les organisations de jeunes, mais elles n'ont pratiquement pas été mises en œuvre. Cette rectification nécessite une discussion approfondie et des mesures encore plus concrètes et ambitieuses :
- Au Bureau du parti, un camarade est responsable de l'accompagnement final des organisations de jeunes.
 - Dans chaque Direction journalière provinciale, nous désignons un ou une responsable des sections de jeunes. Chaque province examine de quelle manière elle peut aider les sections locales de RedFox, Comac et des Pionniers.
 - Le Bureau du parti, le Conseil national et les directions provinciales discutent régulièrement du rajeunissement du parti et du soutien aux organisations de jeunes.

- Nous aidons RedFox et les Pionniers à trouver des animateurs et animatrices. Ce sont des camarades qui aiment travailler avec les jeunes et qui ont les compétences pour le faire.
- Nos mouvements de jeunes ont besoin de leurs propres forces. Nous veillons à ce que leurs responsables ne soient pas trop vite aspirés dans le parti.
- Notre objectif est que les sections RedFox aient leur propre local dans chaque grande ville.
- La formation marxiste est essentielle pour les jeunes. Le département Formation contribue à la formation des jeunes, tant sur le plan du contenu que de la pédagogie. Une école de formation pour les jeunes est mise sur pied.
- En collaboration avec le département Communication, nous soutenons la communication des organisations de jeunes.
- Nous faisons connaître les organisations de jeunes et leurs activités via les canaux du parti.
- Nous soutenons des initiatives telles que le soutien scolaire (les Boostdays) et la bloqué collective.
- Dans toutes les activités du parti, nous réfléchissons à la place et à la visibilité des jeunes.

Un parti organisé

Thèses :

- ▶ Nous voulons doubler le nombre de membres organisés
- ▶ Nous voulons organiser les membres de groupe de manière durable

279 Le PTB a connu une forte croissance ces quinze dernières années. En 2008, au Congrès du renouveau, le parti comptait 2 800 membres. Lors du Congrès de la solidarité en 2015, nous étions déjà 8 500. Au Congrès de l'unité, nous sommes 24 000. De plus en plus de gens veulent construire un contre-pouvoir à nos côtés. « Ces dernières années, le PTB a commencé à ressembler à l'une des forces les plus dynamiques de la gauche européenne », écrit le magazine marxiste américain le plus en vue, *Jacobin*.

280 Mais notre croissance est unilatérale : le nombre de membres consultatifs a triplé au cours des cinq dernières années, tandis que le nombre de membres organisés a à peine augmenté de moitié. Nous voulons corriger cela, c'est une question stratégique. Les membres organisés sont le noyau actif et conscient du parti, c'est la base sur laquelle nous continuons à construire. Édifier des groupes de base forts, c'est construire une maison en briques, comme dans le conte des « trois petits cochons ». Construire une maison en briques demande plus de travail qu'une maison en paille ou en bois. Mais une maison en briques résistera à la tempête. Nous sommes face à une période de turbulences, avec beaucoup d'ondes de choc et de vent. C'est pourquoi nous voulons construire une maison solide, pour assumer nos tâches et pour obtenir un changement de société contre vents et marées.

281 L'arme la plus importante des personnes qui vendent leur travail sur le marché de l'emploi est leur nombre. C'est pourquoi la classe travailleuse s'est organisée en caisses de résistance et syndicats, rencontrant défaites et victoires en cours de route. On peut casser un doigt, mais on ne peut casser un poing formé par des doigts unis. Le travail d'organisation signifie organiser la classe en syndicats, en organisations démocratiques, en organisations de lutte, en nombreuses initiatives pour l'antifascisme, le féminisme, le climat, l'antiracisme, la décolonisation, les droits démocratiques, la paix, l'anti-impérialisme... S'organiser, c'est s'émanciper, faire en sorte que les gens travaillent ensemble, qu'ils défendent leurs droits et qu'ils soient solidaires des autres qui défendent leurs



droits. Nous le faisons également par le biais de nos propres organisations de masse comme RedFox, Comac, les Pionniers ou Marianne ou par le biais de nos propres initiatives de masse comme Médecine pour le Peuple et ManiFiesta. Pour nous, le parti lui-même est la forme la plus élevée d'organisation, où les personnes les plus actives et les plus conscientes travaillent ensemble dans la lutte pour le socialisme.

282 Un parti fort commence par un noyau fort. Le noyau est formé par les membres organisés. Ils prennent leur engagement consciemment, travaillent de manière collective à sensibiliser, organiser et mobiliser la classe travailleuse. L'augmentation du nombre de membres organisés est notre premier défi. Nous fixons ici un objectif ambitieux : un doublement d'ici le prochain congrès, de sorte que le PTB compte 6 000 membres organisés dans cinq ans. Avec un accent mis sur les groupes de base dans le monde du travail. Nous voulons en faire le noyau de la vie du parti. Leurs questions et les problèmes auxquels ils sont confrontés, nous les abordons en premier lieu. Ce sont d'abord leurs bonnes expériences que nous généralisons. Et leurs membres de groupe et militants talentueux sont les premiers à qui nous proposons plus de responsabilités.

283 Le deuxième grand défi, c'est d'organiser les membres de groupe de manière durable. Le taux de rotation dans nos groupes de base est beaucoup trop élevé actuellement. Pour cinq membres qui rejoignent les groupes de base, quatre les quittent. Cela indique un problème profond dans notre fonctionnement. Cela indique qu'il y a des contradictions sur le caractère du parti, les conditions d'adhésion et la place et le fonctionnement des groupes de base.

Doubler le nombre de membres organisés

284 Nos membres organisés, ce sont des membres de groupe et des militants. Ils sont organisés en groupes de base du monde du travail, communaux et thématiques. Les groupes de base sont le cœur et le moteur de notre parti. Ils dirigent la lutte

de classe dans leur entreprise, leur secteur ou leur commune. Par exemple, le gouvernement Michel voulait introduire une pension à points, par laquelle tout le monde aurait dû travailler plus longtemps pour une pension moindre. Le PTB a lancé la campagne « Ma pension est un droit, pas une tombola ». Des milliers de membres de groupe ont informé et mobilisé les personnes de leur entourage. Aux côtés des syndicats, après trois journées de manifestations et de grèves nationales, ils ont fait plier le gouvernement Michel. On ne peut pas obtenir cela avec un groupe de membres consultatifs ou avec un mouvement peu structuré. Pour cela, il faut des noyaux organisés, dans les entreprises et dans les quartiers, qui se réunissent chaque mois et qui sensibilisent, mobilisent et organisent leurs collègues, parents, voisins et amis.

285 Il existe encore dans notre parti une habitude tenace à travailler à côté des groupes de base. « Les cadres ont fait la plus grande partie du travail eux-mêmes, plutôt que de s'appuyer sur les groupes de base », écrit un président de province. « En conséquence, nous avons recueilli beaucoup moins de promesses de vote que les autres provinces et chez nous le parti n'est pas sorti renforcé de la campagne. » Pendant la crise du coronavirus, un groupe de base du monde du travail a organisé une caravane de voitures. Une belle action, très créative, qui a rassemblé de nombreux participants. L'action a été un succès, mais les membres de groupe y ont participé en tant que touristes dans leur propre entreprise. Nous avons trop peu cherché à impliquer le groupe de base, pourtant stable et solide. Pour prendre en main les tâches concrètes, nous n'avons sollicité presque que des cadres et militants de la province. C'est une erreur.

286 La légende du foot Johan Cruyff avait le sens de la formule. Il a notamment dit : « On ne voit les choses que si on les comprend ». Il faut vouloir comprendre, faire ce *mind shift*⁹¹, intégrer jusqu'au bout.

91 | *Mind shift* = changement de focus et de perception, regarder les choses d'une autre manière et donc les comprendre différemment.



287 Mettre le groupe de base au centre, s'appuyer sur les membres de groupe, rechercher activement des tâches qu'ils peuvent prendre en charge, développer des outils simples. Dans une grande ville, 80 noms figuraient sur une liste de membres de groupe potentiels : des gens qui ont manifesté leur désir de devenir membre de groupe par les médias sociaux ou lors d'activités. Mais on n'a rien fait de cette liste. Elle s'est allongée, pendant toute une année. Jusqu'à ce que nous commencions à discuter de l'importance d'avoir plus de membres de groupe. C'est là que les freins sont apparus : « Nous ferions mieux de les contacter après la crise sanitaire, car les gens ne sont pas ouverts à un tel engagement maintenant » et « les gens doivent quand même avoir été membres consultatifs pendant un certain temps avant de pouvoir devenir membres de groupe ». Nous avons discuté de ces freins et avons commencé à contacter les personnes de la liste. Et qu'est-ce qu'on a vu ? Qu'il y avait un grand enthousiasme pour le parti, pour nos actions de solidarité, pour Médecine pour le Peuple et pour nos propositions pour sortir de la crise du coronavirus. La conscience des gens évolue par bonds. La crise systémique s'amplifie, les contradictions s'aiguisent. Beaucoup de gens veulent s'engager, maintenant. Nous avons contacté les candidats membres de groupe un par un. Au cours de la première année de crise du coronavirus, nous avons fait plus de mille nouveaux membres de groupe, un record. Le défi suivant consiste à organiser ces membres de groupe de manière durable.

288 Le « taux d'organisation » est le rapport entre le nombre de membres organisés et le nombre total de membres. Lors du Congrès de la solidarité, nous avons décidé d'un taux d'organisation de 27 % : nous visons à ce que plus d'un membre sur quatre soit organisé. Nous écrivions alors : « Nous disposons d'un potentiel de croissance pour arriver d'ici 2020 à 15 000, voire 17 000 membres. En même temps, nous voulons qu'au moins 27 % de ces membres soient des membres

organisés en tant que membres de groupe ou militants⁹². » Nous n'avons pas atteint ce taux. Le nombre de membres consultatifs a augmenté beaucoup plus vite que prévu et le nombre de membres organisés a augmenté beaucoup trop peu. Nous ne fixons pas de nouveau taux d'organisation pour les cinq prochaines années. Nous fixons un objectif précis en nombre de membres organisés : un doublement à 6 000. Nous voulons vraiment atteindre cet objectif. Nous allons nous y consacrer du sommet jusqu'à la base du parti. Nous voulons faire plus de membres de groupe, mais aussi les garder plus longtemps. Nous voulons aussi faire de nombreux nouveaux membres consultatifs. Ils sont le premier groupe dans lequel nous puissions de nouveaux membres organisés. Ils sont membres parce qu'ils se reconnaissent d'une manière ou d'une autre dans les revendications, les objectifs et les valeurs de notre parti.

Organiser les membres de groupe de manière durable

- 289** Pour cinq nouveaux membres de groupe, quatre le quittent dans l'année. Une telle rotation indique que nous faisons des erreurs. Nous pouvons les corriger. Nous voulons rendre un peu plus strictes la sélection et l'entrée dans le groupe de base, contre la tendance à admettre à peu près tout le monde. Et nous voulons assurer que les membres de groupe se sentent chez eux dans notre parti et que nous pouvons en faire des communistes solides. « Rendre plus strict » et « garder », telles sont les deux tâches. Et elles vont de pair.

Rendre plus strict : le groupe de base n'est pas un moulin

- 290** Nous voulons continuer à défendre avec beaucoup d'enthousiasme l'adhésion à nos groupes de base, tout en évitant un certain laxisme. L'objectif n'est pas que les candidats rejoignent le groupe à moitié. Le groupe de base n'est pas

92 | Congrès de la solidarité 2015, p. 139-140.



un moulin. Une rotation élevée des membres de groupe est démotivante pour les membres de groupe qui veulent vraiment s'engager durablement. Devenir membre de groupe doit être un choix conscient, une étape qualitative vers un plus grand engagement. Les statuts du parti fixent trois conditions pour être membre d'un groupe de base : un entretien pour faire connaissance, une approbation et une journée d'introduction. Nous sommes devenus trop laxistes dans l'application de ces conditions.

291 « Je sais que dans mes groupes de base, les présidents ont souvent tendance à proposer aux candidats de venir voir comment ça se passe. Mais nous n'avons que de mauvaises expériences avec cette pratique, tant pour la continuité que pour la motivation des membres du groupe », écrit le coach d'une grande section urbaine. L'entretien pour faire connaissance n'est pas une formalité. Nous devons faire cela sérieusement. Dans cet entretien, nous nous présentons comme le parti de la classe travailleuse et comme un parti communiste de notre temps. Nous sommes en train de réaliser pour ça une nouvelle brochure, adaptée aux présidents de groupe, dans le style *Priorité de gauche*. Pendant l'entretien, nous voulons vraiment faire connaissance avec le candidat. Il ne s'agit pas de déverser sur le candidat membre de groupe toute la litanie des positions du parti. Nous voulons surtout écouter aussi, poser des questions sur la situation professionnelle et familiale, sur les talents et les hobbies. Nous sommes le parti des gens d'abord, donc nous voulons apprendre à connaître les gens, savoir qui ils sont, quels sont leurs compétences sociales, leurs centres d'intérêt, leur façon de penser, comment ils sont en société.

292 Nous discutons avec chaque candidat membre de groupe de la participation aux réunions du groupe de base qui est un engagement régulier, à raison d'une fois par mois, ainsi que de la place de chaque membre de groupe et des tâches qu'il ou elle peut assumer. Les bons accords font les bons camarades. Un président de groupe témoigne : « Nous avons longtemps mené l'entretien initial de manière très formelle, sans

vraiment nous intéresser aux nouveaux membres du groupe. Désormais, nous abordons cette étape avec beaucoup plus d'ambition : nous voulons vraiment apprendre à mieux connaître les candidats membres de groupe, leurs points forts, ce qui les révolte. Nous sommes ainsi en mesure de les organiser beaucoup mieux. Nous leur faisons aussi, dès le début, passer le message que nous voulons qu'ils rejoignent le groupe car nous avons besoin d'eux ».

293 Nous développons un modèle standard pour cet entretien, avec une partie sur notre identité – ce que nous disons du parti – et une partie avec des questions pour faire connaissance. Si la personne ne se sent pas encore prête à s'engager dans un groupe de base et à s'insérer dans son fonctionnement, nous continuons à l'impliquer dans le travail du parti en tant que membre consultatif.

294 Le groupe de base doit approuver l'adhésion de chaque candidat membre de groupe. Cela doit être fait sérieusement, après une brève explication du contenu de l'entretien pour faire connaissance. La réunion des présidents de groupe doit ratifier cette approbation. Le coach et les différents responsables de groupe de la section passent brièvement en revue les noms des nouveaux membres de groupe à chaque réunion. Nous le faisons collectivement, lors de la réunion des présidents de groupe, parce qu'ensemble nous en savons plus que chacun dans notre coin et parce que nous voulons éviter que les membres du groupe ne se mettent à faire du « shopping » entre les différents groupes de base.

295 Après son adhésion, le membre du groupe participe à une journée d'introduction. Ce jour-là, nous abordons plus en profondeur le marxisme, l'interprétation contemporaine de notre projet d'émancipation de Socialisme 2.0 et le centralisme démocratique comme principe organisationnel de base de notre parti. Chaque membre du groupe doit suivre un cycle d'introduction. Il est important que nous suivions cela de manière plus stricte. Et que cela ait lieu plus rapidement. Aujourd'hui, nous ne savons souvent pas quels membres



de groupe ont suivi une journée d'introduction. Nous pouvons organiser ces journées d'introduction à plus grande échelle, par exemple dans une section pour tous les nouveaux membres de groupe, afin que ces derniers n'aient pas à attendre trop longtemps.

Garder : un groupe de base solide repose sur quatre piliers

296 Une fois qu'ils ont rejoint le groupe, les membres doivent pouvoir se sentir chez eux dans le parti et s'épanouir dans leur groupe de base. Lorsque des membres s'en vont, nous voulons comprendre pourquoi précisément. Il existe des raisons personnelles sur lesquelles nous n'avons pas toujours de prise, comme la maladie, le départ à la pension ou le licenciement d'une entreprise (pour les sections d'entreprise). Mais il y a aussi des raisons liées au fonctionnement de nos groupes de base, que nous pouvons changer. Il s'agit de groupes dans lesquels il n'y a pas de dynamique de groupe ou qui fonctionnent trop comme des clubs de discussion théorique sans pratique, ou encore de désaccords qui ne sont pas correctement traités. Là où les choses se passent de manière dynamique, nous voyons des groupes se développer et leurs membres rester. Un groupe de base solide repose sur quatre piliers : un projet axé sur la lutte, la formation marxiste, une bonne dynamique de groupe et un souci constant de recruter de nouveaux membres. Le président de groupe doit impliquer activement les membres dans ces quatre piliers.

297 **a** Un bon *projet* vise la lutte en partant de problèmes concrets sur le lieu de travail, dans le secteur ou dans le quartier. Il formule des revendications claires, définit des actions et développe la lutte sociale pour obtenir ces revendications. Un bon projet est créatif et contribue à sensibiliser, organiser et mobiliser les personnes sur leur lieu de travail, dans leur région ou dans leur groupe cible. Un bon projet peut s'intégrer dans une campagne locale, sectorielle ou nationale du parti. Les campagnes nationales sont importantes car elles

impliquent et unissent l'ensemble du parti autour d'un même objectif. Chez nous, il n'y a pas de petits clans qui n'en font chacun qu'à leur tête. Nous allons tous dans la même direction, qu'il s'agisse de la mobilisation des SolidariTeams lors des inondations, de la campagne pour la suppression de la Turteltaxe ou encore de la campagne de solidarité avec Cuba. Cette unité fait partie intégrante du caractère du parti.

298 « Les membres de notre groupe de base participent activement aux campagnes nationales », écrit le président d'un grand groupe de base du monde du travail. « Cette campagne devient ainsi leur campagne, ils en sont les visages, ils en parlent au travail. Depuis la campagne sur les pensions et celle sur les salaires, on parle du PTB au travail, ce qui n'était pas le cas auparavant. » À mesure que le parti se développe, nous abordons davantage de problèmes et sommes également en mesure de peser davantage sur la lutte des classes au niveau national. Il y a de nombreuses campagnes à venir. Nous ne devons pas surcharger les groupes de base. Nous voulons veiller à ce que les groupes de base aient suffisamment d'espace pour s'occuper des problèmes locaux, avec leurs propres projets.

299 b La *formation* part de l'actualité, mais va plus en profondeur. L'action sociale permet d'apprendre beaucoup de choses, mais comprendre comment fonctionne la société, dans son histoire et dans son avenir, cela ne s'acquiert que par la formation. Nos formations fournissent des cadres marxistes pour comprendre le monde, dans le but de le changer. Nous travaillons maintenant mensuellement avec une formation simple, la même pour tous les groupes de base. C'est un pas en avant. Nous allons également rendre les formations encore plus interactives et stimuler la formation en dehors du groupe de base avec des modules de formation pour tous les membres de groupe qui veulent y participer. À côté de ça, il est nécessaire que le président de groupe et d'autres membres de groupe plus expérimentés aient également des discussions individuelles et informelles avec les membres de groupe. C'est très important. Se former et se transformer



consiste à changer notre façon de voir le monde et ce que nous faisons pour le changer. Il s'agit d'un processus continu.

300 c La *dynamique de groupe* a deux composantes. Il y a la composante de groupe : laisser le groupe fonctionner en tant que groupe, donner une place à chacun, s'écouter mutuellement, créer une sociabilité et un dynamisme pour que la somme soit supérieure aux parties séparées. Et il y a également la composante individuelle. Un groupe est composé d'individus ayant des talents, des attentes, des expériences et des bagages différents. Le président de groupe doit s'intéresser aux membres de son groupe, s'investir pour apprendre à les connaître, savoir où ils travaillent, ce qu'ils aiment faire, ce qu'ils aiment et n'aiment pas dans le fonctionnement du groupe de base. En bref, le président du groupe doit établir des liens avec eux. « Il y a plus de travail et de temps à consacrer à son groupe en dehors des réunions que pendant les réunions », disent les présidents expérimentés.

301 d Le souci permanent accordé au *recrutement des membres* constitue le quatrième pilier. Nous voulons faire grandir le parti et aussi élargir les groupes de base, dans le respect de nos principes organisationnels. Il est crucial que l'élargissement soit un projet du groupe de base, que tous les membres du groupe contribuent à l'expansion du parti, selon leurs possibilités.

302 Il est également essentiel que toute personne participant à un groupe de base le fasse dans le cadre de nos principes organisationnels, tels qu'ils sont définis dans la cinquième partie de nos statuts. Le parti fonctionne sur base du centralisme démocratique, dont les principes sont bien expliqués dans cette cinquième partie de nos statuts. Sans centralisme, le parti n'a pas de poids et ne peut pas prendre la direction du mouvement d'émancipation pour une société différente. Mais la base du centralisme est la démocratie. Cela nécessite de l'espace pour que toutes les idées puissent s'exprimer et que le plus grand nombre possible de membres

participe à l'analyse et aux décisions des différentes unités du parti. Par conséquent, nous encourageons l'initiative et le droit de décision dans chaque groupe, dans le respect des orientations du parti, des décisions des organes dirigeants et des principes statutaires. Dans le groupe, la minorité est subordonnée à la majorité. Une fois que la majorité a décidé quelque chose, nous y allons tous ensemble. Sans ces conditions, nous ne pouvons pas être un parti fort.

303 Les quatre piliers d'un solide groupe de base ne sont pas indépendants les uns des autres. Ils forment un tout. Avec un bon projet, nous découvrons d'autres activistes qui peuvent renforcer le groupe de base, nous formons nos membres de groupe et nous créons une dynamique de groupe. Nous voulons créer des scénarios simples avec des exemples concrets pour chacun des quatre piliers. Les présidents de groupe jouent un rôle central dans le fonctionnement d'un groupe de base. Si nous voulons doubler le nombre de membres organisés, le nombre de présidents de groupe doit également fortement augmenter. Nous allons accorder plus d'espace aux écoles de présidents de groupe, avec une attention particulière aux présidents de groupe du monde du travail. Et nous allons continuer à encadrer les présidents de groupe le mieux possible. Le parti est devenu trop grand pour faire ce travail d'encadrement directement à partir de la direction provinciale. Par conséquent, nous avons introduit un niveau intermédiaire de coachs qui offrent une aide dans la pratique et mènent la lutte avec les présidents de groupe sur le fonctionnement de leur groupe, sur les positions politiques, sur la formation et la transformation. Si le nombre de présidents de groupe augmente, il faudra aussi davantage de coachs. Entre chaque réunion des présidents de groupe, les coachs accompagnent un ou plusieurs présidents de groupe et groupes de base. Les coachs sont sous la responsabilité du Conseil provincial.



Un saut quantique⁹³ numérique dans notre organisation

- 304** Les marxistes ont toujours été favorables au développement de la technologie et de la science. Ils ont toujours plaidé pour que ce développement soit utilisé pour les besoins majeurs de notre époque et soit mis au service de la large lutte pour l'émancipation. Il n'en va pas autrement avec la révolution numérique. Nous voulons avoir une longueur d'avance, mais dans trop de domaines, notre travail d'organisation est resté le même qu'il y a vingt ans. Plus le parti grandit, plus le besoin se fait sentir d'augmenter l'efficacité, notamment par la numérisation et la standardisation. Aujourd'hui, nous perdons trop de temps et d'énergie en travaillant encore de manière artisanale.
- 305** En développant une plateforme destinée aux membres, nous pouvons améliorer le travail d'organisation des présidents et des coachs. Les ordres du jour, les formations, les bonnes expériences pourront être rassemblés sur cette plateforme où les présidents de groupe pourront directement accéder. Un membre de groupe qui manque une réunion doit pouvoir se connecter à la plateforme de son groupe de base pour rattraper la formation par vidéo. Les membres organisés qui veulent se former au marxisme contemporain doivent pouvoir accéder à des podcasts et à des vidéos adaptés à leurs besoins. Des applications numériques peuvent également faciliter le travail de nos groupes de base. Il suffit de penser au nouveau système CallHub pour contacter nos membres consultatifs. Il y a eu beaucoup de résistance contre ce projet, mais il s'est avéré être un énorme pas en avant. Parmi les autres applications numériques susceptibles d'améliorer notre travail, citons les applications permettant de définir les itinéraires des distributions toutes boîtes, les applications de porte-à-porte permettant de montrer des vidéos lors des tournées de quartier, de commander immédiatement une

93 | Saut quantique = un grand saut, un saut qualitatif. (Notion issue de la physique où ce terme qualifie le passage d'un atome d'un état énergétique à un autre.)

affiche, de faire des membres immédiatement, un code QR pour enregistrer la participation aux grandes activités du parti.

306 Les plateformes numériques d'organisation et une bonne gestion de la communauté nous permettent de communiquer personnellement avec nos milliers de membres consultatifs : de répondre à leurs demandes, de les faire participer à des campagnes et de les mettre plus rapidement sur la voie pour devenir membre de groupe. Le *community management*, c'est comme discuter au café, en rue ou sur le marché, mais de manière numérique. Dans la plupart des sections, il y a maintenant un fossé entre les membres organisés et les membres consultatifs. Nous avons toujours dit que nous ne voulions pas « parquer » les membres consultatifs dans leur fonction consultative. Que nous voulions les impliquer, les activer et les élever au rang de membres de groupe autant que possible. L'avis des membres consultatifs est important et leur contribution à nos campagnes vaut souvent son pesant d'or. L'expérience a également montré que la plupart des membres consultatifs sont désireux de participer à un projet qui répond à leurs préoccupations. Ce n'est pas seulement une question de communication, mais aussi d'organisation. Plusieurs présidents de groupe de sections d'entreprise ont déjà fait le pas et ont repris une sélection de membres consultatifs dans un groupe WhatsApp. Ces membres sont régulièrement impliqués et consultés et font des suggestions sur le travail du parti dans l'entreprise. Ensuite, il y a le passage du virtuel à la vie réelle. Nous voulons développer ces expériences : mettre du relief dans notre large groupe de membres consultatifs et les activer par le biais d'« organisateurs numériques ».

307 Enfin, la personnalisation que permet le numérique offre également la possibilité de mieux communiquer avec les gens qui ne sont pas membres de notre parti et avec nos milliers de sympathisants. Actuellement, nous n'avons pratiquement aucune communication diversifiée à destination de ces personnes. Nous envoyons une lettre électronique à



tout le monde chaque semaine. Nous ne tenons pas compte des niveaux dans le parti, ni des préférences ou des intérêts. Cependant, la technologie existe pour envoyer des messages personnels à grande échelle. Il ne s'agit pas de science-fiction, mais d'une technologie que les multinationales utilisent pour faire plus de profit. Cette technologie est désormais utilisée dans les campagnes politiques. L'extrême droite profite également des nouvelles possibilités qui s'offrent à elle dans le monde entier pour répandre sa haine et son poison et créer une armée de trolls. De l'autre côté, l'équipe de Bernie Sanders a fait ça aussi pendant les élections présidentielles en 2016. Un livre instructif a été écrit à ce sujet : *Rules for Revolutionaries : How Big Organizing Can Change Everything*⁹⁴.

- 308** Toute personne qui veut changer le monde doit avoir une longueur d'avance dans la révolution numérique. Être à la traîne n'est pas une option. Bien sûr, la technologie numérique ne remplace pas le contact humain et le travail sur le terrain. Nous continuons à le faire et nous voulons renforcer cela encore avec notre parti de membres actifs. Les méthodes numériques peuvent porter notre travail d'organisation à un niveau supérieur, nous permettre de dialoguer avec des centaines de milliers de personnes, de faire participer des dizaines de milliers de collaborateurs, de faire des milliers de nouveaux membres. Elles peuvent donner une place dans et autour du parti à toute personne qui souhaite contribuer à la construction d'un solide contre-pouvoir.

Reconstruire le département organisation

- 309** Le parti a besoin de départements forts qui peuvent s'appliquer à une tâche particulière et s'y spécialiser. Afin de réaliser tous nos défis d'organisation, nous avons besoin d'un département organisation fort. Un département avec une vision globale de l'organisation qui dirige avec vigueur la poursuite

94 | Becky Bond et Zack Exley, *Rules for Revolutionaries : How Big Organizing Can Change Everything*, Chelsea Green Publishing Co, 2016.

de la croissance du parti – surtout dans le monde du travail et parmi les jeunes. Un département qui fixe des objectifs annuels et un plan précis pour les atteindre. Un département qui rédige des bilans et élabore des documents adaptés aux besoins des membres.

- 310** Dans le cadre général du parti et en synergie avec la réunion des présidents de province (RPP), le département organisation est responsable de :
- a** la croissance du parti aux différents niveaux : membres consultatifs, membres de groupe, militants et cadres :
 - b** le travail d'organisation du parti : les assemblées générales des membres, les groupes de base, les noyaux militants, les écoles des présidents de groupe, les soirées de rencontre, les journées d'introduction, les cycles d'engagement et les écoles nationales des cadres ;
 - c** tous les points qui y sont liés : l'engagement financier des membres organisés, le travail avec la base de données des membres et des contacts, la communication avec les membres, le community management, la numérisation du travail d'organisation, le suivi des structures, des statuts et de l'organigramme du parti ;
 - d** les questions organisationnelles liées à la relation entre le parti et les organisations de masse du parti : l'adhésion à Comac, à RedFox et aux Pionniers versus l'adhésion au parti et aux formes organisationnelles spécifiques du parti au sein des organisations de masse ;
 - e** et, enfin, la politique du personnel du parti en tant que levier pour forcer le changement.
- 311** Le département organisation est un axe central, un pivot dans tout le travail du parti. Sans un département fort, il n'y a pas de bon travail d'organisation et sans bon travail d'organisation, il n'y a pas de changement social.

Un parti communicateur

Thèses :

- ▶ Nous voulons mettre l'accent sur l'éducation, de haut en bas
- ▶ Nous voulons être à l'avant-garde des médias digitaux et des médias sociaux

Sensibiliser

- 312** Dans la lutte pour l'émancipation de la classe travailleuse, le parti a trois tâches essentielles à accomplir, que nous résumons dans le modèle SOM : conscientiser les gens (« sensibiliser »), les organiser (« organiser ») ainsi que développer et diriger la lutte sociale (« mobiliser »).
- 313** Pour mener à bien ces trois tâches du parti, la communication est cruciale. La communication doit pouvoir sensibiliser, organiser, développer et orienter les luttes sociales. Contrairement à une idée trop répandue, la communication ne se résume pas à réagir à l'actualité ou à diffuser nos positions. C'est bien plus que cela. La communication est même l'un des piliers de notre parti, au même titre que la politique et l'organisation.
- 314** Depuis le Congrès du renouveau, nous avons bien avancé en termes de communication de masse, de réactions à l'actualité et de campagnes. Nous avons mis l'accent sur l'importance de la politique et de la tactique, d'une communication à la mesure des gens, dans un langage clair et compréhensible. Et cela porte ses fruits : aujourd'hui, nous touchons un million de personnes grâce à notre site web, nos lettres électroniques, nos toutes-boîtes et notre présence sur les médias sociaux. Nos solides campagnes de communication ont joué un rôle majeur lors des mouvements de lutte de 2014, 2019 et 2021, mais aussi dans la bataille politique qui s'est soldée par la percée du parti au niveau national lors des élections de 2019.
- 315** Mais nous devons rester sévères avec nous-mêmes. Lors du Congrès du renouveau, nous nous étions fixé pour objectif de développer vraiment un travail de sensibilisation et de conscientisation, de mener en profondeur la bataille des idées et de diffuser notre vision socialiste de la société. Ces objectifs n'ont pas été suffisamment atteints. C'est une question fondamentale qui traîne depuis trop longtemps et dont nous voulons faire une priorité absolue dans le cadre de ce Congrès de l'unité.

Sensibiliser, c'est à la fois de l'agitation et de l'éducation

- 316** « La plupart des gens apprennent surtout en faisant leurs propres expériences », écrivions-nous dans le Congrès du renouveau⁹⁵. « Les expériences les plus instructives sont celles de l'action sociale collective. Pourtant, cela ne suffit pas. La compréhension de la manière dont fonctionne la société dans son histoire et dans son avenir ne s'acquiert pas spontanément. »
- 317** C'est notre tâche : susciter une conscience marxiste. Envisager la lutte sociale selon un point de vue marxiste, partir de l'actualité pour permettre aux gens de prendre conscience du monde dans lequel nous vivons, de mieux le comprendre pour le changer et de concevoir la société pour laquelle nous nous battons. Nous faisons cela de deux manières : d'une part par l'agitation (en « réveillant les consciences ») et, de l'autre, par l'éducation (« enseigner, former »).
- 318** L'agitation, c'est s'emparer d'un fait d'actualité pour sensibiliser le plus grand nombre à un problème de société plus profond. Ainsi, l'exemple frappant de Amazon, dont les profits explosent, alors que le personnel est sous-payé, va nous servir à dénoncer l'augmentation des contradictions de classe sur les réseaux sociaux. De cette façon, nous transformons l'indignation en prise de conscience.
- 319** C'est une grosse erreur de croire que l'agitation ne consiste qu'à relayer ce qui est populaire ou à répéter ce que les gens savent déjà spontanément. Ce n'est pas le but. Notre agitation a toujours l'objectif d'augmenter et d'élargir la conscientisation, y compris sur des questions difficiles et des thèmes qui ne vivent pas directement spontanément, comme le climat, la guerre, les migrations ou la répression. « Si ces images d'un enfant mort échoué sur une plage ne changent pas l'attitude de l'Europe à l'égard des réfugiés, qu'est-ce qui le

⁹⁵ | Congrès du renouveau 2008, p. 64.

fera ? », titrait *The Independent*⁹⁶. La photo de la mort du petit Aylan Kurdi, trois ans, a fait le tour du monde et a dit bien plus que la photo elle-même. Cela a également suscité un débat sur les migrations et sur l'injustice de la politique d'asile.

320 À côté de l'agitation, il y a aussi l'éducation marxiste, la diffusion de nos idées. Dans l'éducation marxiste, nous ne prenons pas un exemple isolé, mais nous expliquons la connexion qu'il y a entre plusieurs cas. L'agitation s'adresse à un très vaste groupe de personnes, mais par l'éducation marxiste, nous nous adressons à l'avant-garde qui recherche plus de profondeur, une analyse marxiste de la société et une vision cohérente de l'avenir. En pratique, cela donne le livre *Ils nous ont oubliés*, le numéro thématique de la revue *Lava* sur le syndicalisme de lutte ou le discours du 1^{er} Mai qui, en format vidéo, a été vu par des centaines de milliers de personnes pendant la crise du coronavirus.

321 Les élites financières et politiques mènent une bataille culturelle incessante pour imposer leur vision du monde, selon laquelle il n'y a pas d'alternative en dehors du libre marché, les syndicats sont dépassés, une société socialiste ne peut pas fonctionner et l'homme est individualiste par nature. Chaque jour, nous sommes gavés de toutes ces méta-idées, par des campagnes de communication, par la culture, par des grands médias commerciaux, mais aussi par les interviews quotidiennes de personnalités politiques et de faiseurs d'opinion dans les journaux télévisés ou les programmes d'information. L'establishment façonne une « pensée unique » et tente de persuader la population que sa vision du monde est la seule possible ou du moins la seule qui fonctionne.

322 Face à cette pensée dominante, nous voulons diffuser notre propre récit et mener la lutte idéologique de façon ambitieuse à partir de notre propre vision de la société et du monde. Dans le Congrès de la solidarité (2015), nous écrivions ceci : « [il est

⁹⁶ | *The Independent*, 2 septembre 2015, « If these images of a dead child washed up on a beach don't change Europe's attitude to refugees, what will ? »

crucial] d'essayer de construire notre propre vision culturelle, à partir du mouvement ouvrier en direction de toutes les autres couches de la société. Dans le but d'isoler finalement l'hégémonie culturelle de la classe dominante, celle d'une vision du monde qui ne convient qu'au 1 % le plus riche. Avec le Socialisme 2.0, nous offrons à la pensée unique de la droite, une réponse contemporaine inclusive, tournée vers l'avenir⁹⁷. » Actuellement, nous ne remplissons pas suffisamment cette mission. Notre communication se limite principalement à réagir rapidement et ponctuellement à des faits d'actualité, à marquer des points auprès de notre base, avec des messages populaires. C'est évidemment nécessaire. Mais, à chaque fois, nous devons centralement voir comment nous pouvons systématiquement renforcer la conscientisation des gens. Cela ne se fait pas. Ni dans l'agitation, ni même dans l'éducation. Il y a un décalage entre notre investissement dans la communication rapide sur l'actualité et celui dans une éducation qui va davantage en profondeur. *Solidaire* n'a pas une place centrale dans la vie du parti. Nous nous contentons du magazine papier *Solidaire*, qui compte 10 000 abonnés, dont 95 % sont des membres du PTB, et du site web *Solidaire* dont les articles ne sont lus que quelques centaines de fois en moyenne. Des projets digitaux comme *De Keukenrevolutie*, *Les Bonnes Questions* et *Raoul Confiné* ont été abandonnés, alors qu'ils offrent de nombreuses possibilités d'éducation marxiste.

323 Dans la pratique, nous restons ancrés dans un pragmatisme⁹⁸ bien enraciné, comme nous le constatons déjà lors du Congrès du renouveau (2008) et du Congrès de la solidarité (2015) : « Il existe actuellement [...] une tendance à n'offrir qu'une communication rapide du tac au tac et à réagir au quart de tour. Et c'est ainsi que disparaissent de plus en plus à l'arrière-plan l'analyse, la compréhension, l'éducation et le débat de société⁹⁹. »

97 | Congrès de la solidarité 2015, p. 105.

98 | Pragmatisme = approche du travail axée uniquement sur les résultats pratiques et immédiats.

99 | Congrès de la solidarité 2015, p. 120.

324 Si nous laissons le pragmatisme l'emporter et privilégions systématiquement ce qui est direct et à portée de main par rapport aux objectifs à long terme et à la vision de la société, nous serons incapables de briser la vision du monde et l'hégémonie culturelle de l'establishment. « Avec une telle attitude, nous faisons de petits coups d'éclat mais nous ne gagnons pas de positions durables », écrivions-nous dans le Congrès de la solidarité¹⁰⁰. Ces observations restent toujours valables aujourd'hui. Nous devons changer fondamentalement de cap et apprendre à courir sur deux jambes : consolider les progrès réalisés en matière de communication de masse et, en même temps, renforcer notre travail de sensibilisation, tant au niveau de l'agitation que de l'éducation. Nous voulons toucher chaque jour 1,5 million de personnes par notre communication portant sur l'actualité et nos messages d'agitation populaires. Mais nous devons aussi développer une éducation plus profonde destinée à une large avant-garde de cent mille personnes. Ces deux objectifs doivent aller de pair. C'est essentiel pour gagner la bataille des idées et construire une contre-hégémonie.

Un triangle solide : sensibiliser – organiser – mobiliser

325 Sensibiliser, organiser et mobiliser sont les trois côtés d'un triangle solide. Nous devons impérativement lier la sensibilisation à l'organisation. L'action sociale collective n'aura aucun effet si nous n'organisons pas délibérément les gens dans et autour du parti. « L'action sociale collective est un moment important dans lequel les gens se mettent ensemble, s'organisent et, souvent, se surpassent. Pour donner à cette expérience un caractère permanent et durable, il est nécessaire d'œuvrer à mettre sur pied des formes d'organisation durables, telles les organisations de masse. Pour rentabiliser l'expérience des gens les plus actifs et continuer à aller de l'avant, il est nécessaire de renforcer sans cesse le parti

100 | Congrès de la solidarité 2015, p. 120.

même », écrivions-nous dans le Congrès du renouveau¹⁰¹. Là aussi, nos médias et nos canaux de communication ont un rôle clé à jouer. Certains pensent que nos médias sociaux ne servent qu'à diffuser des informations. C'est totalement faux. Les médias sociaux nous donnent la possibilité de communiquer à grande échelle et de manière personnalisée avec des milliers de gens. Chaque mois, nos équipes répondent à plus de 20 000 messages sur les médias sociaux : en écoutant, en discutant politique, en amenant les gens à s'engager et à devenir membres du parti. Nous transformons ainsi des discussions politiques et des interactions en ligne en une force vivante et organisationnelle.

326 La communication est donc aussi un outil d'organisation. C'est une manière d'unir les membres de notre parti autour de mots d'ordre et de campagnes centraux. D'inspirer et de donner des arguments et des propositions aux activistes, syndicalistes et démocrates. De mobiliser des gens à rejoindre nos SolidariTeams et à participer à « Un hiver solidaire ». Par des pétitions, par les nombreuses actions de nos groupes de base et de nos organisations de masse, et par d'autres initiatives de toute sorte. D'organiser, par des campagnes de recrutement, des activistes dans le parti, ou dans RedFox, Comac, les Pionniers, Marianne ou Mix.

327 Lorsque nous sensibilisons et organisons les gens dans le parti et dans nos organisations de masse, c'est pour les mobiliser en vue de la lutte des classes et du vaste mouvement vers l'émancipation. Notre parti est un parti d'action. C'est notre tâche et notre ambition de diriger la lutte des classes. « C'est dans la lutte qu'on apprend le plus vite et le plus en profondeur, et cela vaut aussi bien pour d'importants groupes de personnes que pour les organisateurs les plus actifs », écrivions-nous dans le Congrès du renouveau¹⁰². Notre communication peut fortement améliorer la lutte sociale et ce processus

101 | Congrès du renouveau 2008, p. 64.

102 | Congrès du renouveau 2008, p. 64-65.

d'apprentissage, notamment en indiquant une direction politique, en donnant la parole à ceux qui agissent ou encore en généralisant les bonnes expériences. Voir les témoignages des syndicalistes et des travailleurs sur leur vie et leurs luttes lors de la présentation du livre *Ils nous ont oubliés* ; nos vidéos lors de la grève menée chez AB InBev à Liège et à Louvain pour réclamer davantage de mesures de sécurité contre le covid-19 ; nos reportages photo sur les grèves mondiales pour le climat, sur la lutte pour le droit à l'avortement et sur le combat contre les violences faites aux femmes. Ainsi, avec nos médias (sociaux), nous pouvons souffler sur toutes les étincelles d'indignation et de lutte sociale pour en faire un feu ardent.

À la conquête des médias sociaux

328 Au printemps 2021, une étude de l'Université d'Anvers dévoilait que, sur la totalité des émissions politiques diffusées à la télévision dans le nord du pays, les partis de la majorité gouvernementale occupaient 98 % du temps d'antenne et les partis d'opposition seulement 2 %. La part de ces 2 % conférée au PTB est dérisoire. On peut donc dire, sans exagérer, que le PTB fait l'objet d'un certain boycott médiatique. Comme nous ne sommes pas du genre à nous résigner, nous prenons les choses en main et revendiquons la place qui nous revient légitimement. Parallèlement, nous développons bien sûr nos propres médias, dont nous pouvons maîtriser le contenu. Une chose est certaine : si nous voulons toucher la classe travailleuse et les jeunes, et c'est le cas, nous devons nous tourner résolument vers la télévision en ligne et les médias sociaux. Nous sous-estimons largement le défi auquel nous sommes confrontés. Nous sommes au cœur d'une révolution numérique, mais nous sommes très en retard. C'est ce que nous allons rectifier.

Gagner la classe travailleuse et la jeunesse

329 Nous disposons de nos propres canaux de communication pour toucher directement un million et demi de personnes. Il

s'agit d'une question stratégique. Les médias sociaux jouent un rôle fondamental pour ce faire. De nos jours, pour toucher la classe travailleuse et les jeunes, qui constituent nos publics cibles stratégiques prioritaires, nous ne pouvons plus compter sur nos méthodes de communication habituelles telles que les papiers imprimés ou un site web classique. À peine 1% des jeunes de moins de 35 ans suit l'actualité dans des magazines papier, 8 % dans le journal papier, 24 % par le journal télévisé. Par contre, 70 % s'informent par leur smartphone.

330 De plus en plus de gens passent par les médias sociaux pour s'informer, ce qui en fait un canal d'information alternatif puissant. Facebook et YouTube touchent désormais un public plus large que la télévision. Les Belges passent en moyenne une heure et demie par jour sur les réseaux sociaux. Nous sommes à la traîne. Nous nous plaignons de ne pas toucher beaucoup de jeunes. Mais nous sommes surtout actifs sur Facebook, qui ne rassemble pratiquement que des personnes de plus de 30 ans. Quatre millions de Belges sont sur Instagram, notamment les jeunes que nous avons tant de mal à toucher. Mais nos chaînes Instagram ne sont pas à la hauteur. TikTok compte aussi déjà trois millions d'utilisateurs, principalement des jeunes mais aussi de plus en plus de gens du monde du travail.

331 Certains camarades pensent que nous « ne communiquons pas » si nous ne distribuons pas de tracts à la porte des entreprises. Ils ne voient pas que, grâce aux médias sociaux, nous sommes en mesure de communiquer avec des milliers de travailleuses et travailleurs chaque jour, de leur demander leur avis, de les impliquer et de les former. Il n'est pas question de laisser tomber les dépliants et magazines papier, mais nous devons prioritairement tenir compte de l'énorme potentiel des médias sociaux et de la vidéo en ligne pour toucher nos membres et nos publics cibles les plus importants. Pensons aux webinaires¹⁰³ sur la lutte des salaires ou les vidéos per-

103 | Webinaire est la contraction de Web et séminaire. C'est un séminaire sur Internet avec un animateur et un public présents en ligne.

sonnalisées que Raoul a enregistrées pour différentes sections d'entreprises.

332 Certains jugent les médias sociaux « superficiels » et n'y voient aucune utilité pour nous. Ce n'est pas correct. Ce n'est pas la technologie qui nous empêche de sensibiliser les gens et de mener la lutte idéologique sur les médias sociaux, mais bien notre propre pragmatisme, notre vision à court terme et notre peur d'y affronter un vent contraire. Les médias sociaux et digitaux nous offrent de nouvelles possibilités inimaginables auparavant. Notre éducation marxiste se limite à de longs articles sur un site web peu consulté, tandis qu'une agence de médias commerciale comme Brut arrive à atteindre des centaines de milliers de jeunes progressistes avec des vidéos sur les réseaux sociaux. Actuellement, nous ne sommes pas encore en mesure de faire de même, mais c'est bien notre ambition.

333 Certains disent que nous devrions boycotter Facebook au lieu de sponsoriser lourdement une multinationale. Nous préférerions ne pas le faire. Mais il n'existe pas d'égalité dans l'accès aux médias traditionnels. Et, en matière de sponsoring sur les médias sociaux, des partis comme la N-VA et le Vlaams Belang dépensent cinq fois plus que nous. Dans ce contexte, on ne peut pas nous demander de cesser d'être présent sur les réseaux sociaux. Si nous refusons de le faire, nous laisserions tout le champ libre à la droite.

334 Il est vrai que de nombreux médias sociaux, tout comme les médias traditionnels, sont détenus par des groupes capitalistes privés. C'est un problème démocratique et social majeur. Mais cela ne signifie pas que nous devons nous passer de telles armes. La numérisation de la communication et des médias nous offre d'énormes possibilités de développer la lutte contre le capitalisme, de toucher de larges publics cibles, de diffuser nos idées, de sensibiliser les gens et de les organiser à grande échelle. Si nous voulons gagner le cœur et l'esprit de millions de personnes et mener la lutte politique au quotidien contre les partis bourgeois et l'extrême droite,

nous devons nous engager résolument dans la révolution numérique.

335 L'extrême droite a compris bien avant nous l'impact crucial de la communication numérique. Aujourd'hui, elle influence des millions de personnes dans le monde entier grâce aux médias sociaux. Breitbart, le site d'extrême droite de Steve Bannon, touche 45 millions de personnes chaque mois avec des discours de haine sans aucun filtre et des *fake news*¹⁰⁴ sensationnelles, qui sont massivement diffusés par des groupes WhatsApp ou des communautés¹⁰⁵ organisées sur les réseaux sociaux. Le Vlaams Belang investit au moins un million et demi d'euros par an dans des publicités Facebook. Grâce à des fake news sur des « réfugiés criminels » et des comptes anonymes qui postent activement des propos de haine sur les réseaux sociaux, la droite crée un courant de fond nauséabond dans la société et déplace le cadre de ce qui est « normal ». Allons-nous abandonner les médias sociaux et la culture des *memes*¹⁰⁶ aux mains de l'extrême droite ou, au contraire, allons-nous faire en sorte de créer un contre-courant de gauche ?

336 Croire que ce phénomène est circonscrit à la Flandre est naïf et revient à sous-estimer le problème. L'usine à mensonges et à *fake news* de l'*alt-right* tourne à plein régime au niveau international. Ni la Wallonie ni Bruxelles ne sont épargnées par cette influence et l'on y voit se développer, comme ailleurs, une lame de fond similaire basée sur le racisme, les *fake news* et les théories du complot. Ce n'est pas parce que l'extrême droite du sud du pays n'est pas organisée que l'effort pour combattre cette tendance croissante est moins stratégique.

104 | Fake news = la désinformation déguisée en informations.

105 | Communautés = communautés en ligne où les gens communiquent entre eux par le biais de sites Internet, chats, forums, mails, messagerie de jeux vidéo, blogs...

106 | Meme = image humoristique qui circule sur les médias sociaux. (Voir également la note de bas de page 88.)

337 Soit nous laissons tomber et nous abandonnons les médias sociaux à l'extrême droite, soit nous contre-attaquons et développons nous-mêmes des canaux audiovisuels puissants à partir de notre vision sociale, avec notre contenu politique et notre force organisationnelle en vue de développer une contre-hégémonie. Le problème ne réside pas dans la nature des médias sociaux, mais dans le fait que l'extrême droite les utilise intelligemment pour séduire de larges couches de la population. En matière d'utilisation des technologies numériques et des médias sociaux et de coopération internationale dans ce domaine, nous sommes très en retard sur l'extrême droite et nous avons tout intérêt à nous en alarmer.

La révolution numérique

338 Pour développer et mener la lutte sociale, pour impliquer et organiser les gens, pour faire des idées de gauche le courant dominant, nous devons pouvoir compter sur une machine de communication puissante, axée sur le numérique, les médias sociaux et la télévision en ligne.

339 Les possibilités sont énormes en termes de mobilisation, d'organisation et de sensibilisation. Pour mener à bien la révolution numérique, nous allons notamment relever les défis suivants.

340 De la vidéo en ligne. La vidéo sur les médias sociaux a le vent en poupe. Pour toucher une large couche de jeunes et la classe travailleuse, nous allons nous atteler énergiquement à développer nos propres chaînes audiovisuelles sur les médias sociaux. Nous allons veiller à ce que les vidéos parlementaires ne dominent pas et nous nous concentrons sur les luttes sociales d'en bas. Nous allons également mettre en avant des jeunes et des travailleurs comme porte-parole. Nous passons résolument à la vitesse supérieure et nous entreprenons la mise sur pied de notre propre studio de médias.

- 341** À la conquête des médias sociaux. Nous allons continuer à développer notre présence sur les différents réseaux sociaux. À côté de Facebook et Twitter, nous donnons la priorité à Instagram, TikTok, YouTube et WhatsApp. Nous allons explorer également les possibilités de Twitch, Clubhouse, Discord et des autres médias sociaux émergents. Nous allons créer des communautés où les gens peuvent se rencontrer et mettre sur pied une armée d'activistes digitaux, avec des locomotives dans tous les groupes de base, afin de diffuser notre contenu et nos campagnes. Nous proposerons des formations pratiques sur l'utilisation des réseaux sociaux.
- 342** De la profondeur numérique. En plus du magazine, nous allons mettre sur pied une nouvelle plateforme numérique consacrée à l'éducation marxiste. Nous voulons ainsi concrétiser nos objectifs en matière de marxisme, de débat de société et de formation. Cette plateforme s'adressera principalement à nos membres, aux travailleuses et travailleurs ainsi qu'aux jeunes. Elle fera la part belle aux productions vidéo, tout en offrant de l'espace pour des podcasts et des articles de fond plus longs. Nous exploiterons également cette richesse audiovisuelle à des fins de formation.
- 343** Le travail numérique d'organisation. Nous nous appuyons également sur la technologie numérique pour mener à bien nos tâches d'organisation. Cela nous offre de nombreuses opportunités de mieux impliquer les gens et d'améliorer notre travail organisationnel. Nous allons accorder plus d'attention aux applications destinées aux groupes de base, comme des applications pour faciliter le porte-à-porte, la distribution de toutes-boîtes, les call centers ou le recrutement de nouveaux membres, etc. Il ne s'agit pas là de gadgets, mais de technologies susceptibles de nous faire gagner énormément en temps et en efficacité, de sorte que nous serons en mesure d'organiser plus rapidement un plus grand nombre de personnes dans le parti. Nous allons veiller à ce que ces applications numériques soient simples et accessibles aux membres organisés et aux présidents de groupes de base.

- 344** Une app PTB propre. Nous étudions les possibilités d'une application PTB où nous pourrions regrouper les nouvelles d'actualité, l'éducation marxiste et le travail numérique d'organisation.
- 345** Nos membres, notre richesse. Nous allons continuer à développer la communication avec nos membres consultatifs et organisés. Pour un parti en pleine expansion comme le nôtre (nous sommes aujourd'hui dix fois plus nombreux que lors du Congrès du renouveau), communiquer avec nos membres est essentiel. Ils et elles forment le cœur de notre parti et doivent s'y sentir comme à la maison. Les médias digitaux sont un bon moyen pour nous d'améliorer nos procédures de recrutement, de « prendre soin » de nos membres et de mieux développer nos groupes de base. Nous allons examiner les possibilités de créer une section séparée pour les membres sur notre site Internet.
- 346** Internationalisation. Les médias digitaux permettent des collaborations à l'échelle internationale. Pensons à la campagne NoProfitOnPandemic, élaborée avec 13 autres partis marxistes de l'Union européenne, ou à l'échange de reportages vidéo.

